

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

DURÉE DU TRAVAIL

DANS LES

MINES DE GRANDE-BRETAGNE

Récentes propositions, discussions et enquêtes parlementaires

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 14 décembre 1908, à 3 heures

PAR

Edouard GUYOT

LICENCIÉ ÈS LETTRES

DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE LANGUE ET LITTÉRATURE ANGLAISES

Président : M. RAOUL JAY, professeur.
Suffragants : { MM. DESCHAMPS, } professeurs.
PERREAU, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1908

THESE

WILL BE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

DURÉE DU TRAVAIL

DANS LES

MINES DE GRANDE-BRETAGNE

Récentes propositions, discussions et enquêtes parlementaires

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 14 décembre 1908 à 3 heures

PAR

Edouard GUYOT

LICENCIÉ ÈS LETTRES

DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE LANGUE ET LITTÉRATURE ANGLAISES

Président : M. RAOUL JAY, *professeur.*

Suffragants : { MM. DESCHAMPS, } *professeurs.*
PERREAU, }

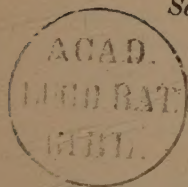
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908



BIBLIOGRAPHIE

Amieux (A.). — La loi du 29 juin 1905.
Annuaire de la législation du travail, publié par l'Office du travail de Belgique.

Basly. — Proposition de loi relative à la durée du travail dans les mines. Chambre des députés, cinquième législature, *Doc. parl.*, n° 1376. Annexe au procès-verbal de la séance du 27 avril 1891.

— Proposition de loi. Chambre des députés, sixième législature, *Doc. parl.*, n° 73. Annexe au procès-verbal de la séance du 30 novembre 1893.

— Proposition de loi... etc. Chambre des députés, sixième législature, *Doc. parl.*, n° 1564. Annexe au procès-verbal de la séance du 29 mars 1900.

— Proposition de loi... etc. Chambre des députés, huitième législature, *Doc. parl.*, n° 2547. Annexe au procès-verbal de la séance du 3 juillet 1905.

— Proposition de loi. Chambre des députés, *Journal officiel*, 12 juin 1906.

Benoist (Ch.). — Le travail dans la grande industrie. Les mines de houille. *Revue des Deux-Mondes*, juillet-août 1902

Bes de Berc. — La loi du 29 juin 1905. Thèse 1906.

Boudenoot. — Rapport au Sénat. Annexe n° 29 à la séance du 9 février 1904.

Brants. — La réglementation du travail industriel en Autriche. *Bulletin de l'Office du travail*, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908.

Circulaire du ministre des travaux publics du 20 octobre 1905 et du 4^{er} février 1906.

Comité central des houillères de France :

Allemagne. — Circulaires 3028, 3396.

Australasie. — Circulaire 3033.

Autriche. — Circulaires 2039, 2103, 2115, 3199, 3659.

Belgique. — 2724, 3351, 3360, 3366, 3377, 3410, 3431, 3445, 3543, 3549, 3553, 3377.

France. — Réponse au questionnaire adressé le 25 juillet 1901 par la Commission de la durée du travail dans les mines. Mémoires et observations présentés par les propriétaires de houillères à la Commission du travail de la Chambre des députés le 6 novembre 1901.
Audition par la Commission sénatoriale de diverses délégations (1902).
Circulaires 819, 984, 2026, 2103, 2401, 2498, 2864, 3115, 3117, 3134, 3340, 3386, 3388, 3391, 3560.

Grande-Bretagne. — Circulaires 263, 418, 553, 585, 603, 604, 617, 676, 678, 716, 721, 743, 788, 813, 834, 919, 941, 984, 1000, 1039, 1072, 1091, 1133, 1170, 1211, 1312, 1400, 1423, 1467, 1468, 1992, 2026, 2100, 2126, 2224, 2281, 2337, 2402, 2493, 2498, 2775, 2864, 3117, 3134, 3170, 3374, 3416, 3420, 3562.
— La durée du travail dans les mines de Grande-Bretagne, Broch. 1907.

Commission extraparlamentaire de la durée du travail dans les mines. Procès-verbal des séances de 1901.

Darbot. — Proposition de loi relative à la journée de travail dans les mines, *J. off.*, 20 février 1902, *Doc. parl.*, n° 67.

Faure (Fernand). — Eléments de statistique.

Fuster. — *Musée social*, août 1901. Le Congrès international de Londres et les revendications des mineurs.

Gomot. — Rapport sommaire au Sénat, 17 mars 1902, *J. off.*, *Doc. parl.*, n° 164.

Guesde. — Exposé des motifs de la proposition de loi présentée le 22 mai 1894.

Jacquot. — La réglementation de la durée du travail dans les mines, thèse 1903.

Janet. — Rapport à la Chambre des députés, huitième législature, *Doc. parl.*, n° 2432, annexe au procès-verbal de la deuxième séance du 21 août 1905.

— Rapport à la Chambre des députés, neuvième législature, *Doc. parl.*, n° 850, 18 mars 1907, annexe au rapport.

Jay. — Etudes sur la question ouvrière en Suisse. —

— *Cours de législation industrielle*, 1907-1908.

Journal des Débats, 18 novembre 1901.

1768 1828 1848

- Journal officiel*, Chambre des députés, 18 juin 1888.
 Chambre des députés, 29 juin 1902.
 Chambre des députés, 5 février 1902.
 Sénat, 8 novembre 1904.
 Chambre des députés, 27 juin 1905.
 Chambre des députés, 6 juillet 1906.
 Chambre des députés, 6 juillet 1908.
- Lacombe.** — Rapport à la Chambre des députés sur les conditions du travail et de la sécurité dans les mines, 2 juillet 1896, annexe n° 1982.
- Lecomte (Maxime).** — Rapport au Sénat, 15 mars 1900.
- Lemire (Abbé).** — Rapport à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs, sur la réglementation de la durée du travail dans les mines, 1904.
- Léon XIII.** — Encyclique, 15 mai 1891.
- Leroy-Beaulieu (Paul).** — « La situation houillère en France et la réglementation du travail dans les mines » (*Chronique de l'Economiste français*, novembre 1901, janvier 1902).
- Lovejoy.** — Le travail des enfants dans mines (*Annals of the American Academy*, 1906).
- Liesse.** — « Les conditions du travail dans les mines de houille. Durée du travail et productivité » (*Chronique de l'Economiste français* novembre 1901, janvier 1902).
- Mayer (J.).** — Oesterreichische Zeitung für Berg und Huttenwesen, 25 juillet, 1^{er}, 15, 22 août 1903).
- Mesnard (E.).** — Le travail dans les mines (*Les lois nouvelles*, 1^{er} et 15 mars 1906).
- Mesnard et Lenoury.** — Protection du travail industriel. *Lois nouvelles*, 1904.
- Nintchitch.** — La réglementation légale du travail souterrain des femmes et des enfants, 1899.
- Neukamp.** — La réglementation de la durée du travail dans les mines et l'article 2 de la Constitution de l'Empire allemand (*Archiv für öffentliche Recht.*, 1890, t. V. p. 125).
- Odilon-Barrot.** — Rapport à la Chambre des députés, 7^e législature. Annexe n° 2827 au procès-verbal de la 1^{re} séance du 12 décembre 1901. Annexe au rapport.
- Raynaud.** — Les comités de salaires et les mines anglaises, 1905.
 — Une industrie sans grèves : les mines anglaises, 1905.
- Rapport* de la commission de codification des lois ouvrières (sur le livre II) : « de la réglementation du travail ». Direction du tra-

vail. Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, 1904.

Raë (J.). — « Eight hours for work ». Trad. par Geo. F. Stark.

Rouziers (P. de). — Les mines et les huit heures.

Schmid. — Beträge zur Geschichte der gewerblichen Arbeit in England während der letzten 50 Jahre (Iena, 1896).

Singheimer. — Soziale Praxis (16 février 1905).

The « Times ». — 24 mars 1892, 4 mai 1893, 26 août 1894, 6 mai 1897, 28 février 1901, 13 juin 1901, 6 mars 1902, 18 mars 1905, 12 mai 1906, 19 août 1907, 23 juin 1908, 7 juillet 1908.

Vergnies (de). — La journée de huit heures dans les charbonnages belges.

Webb and Cox. — « The Eight hours day and the Unemployed » *Contemporary Review*.

LA
DURÉE DU TRAVAIL
DANS LES
MINES DE GRANDE-BRETAGNE

AVANT-PROPOS

Nous chercherons à donner dans ce travail un exposé des différentes discussions parlementaires qu'ont suscitées à la Chambre des communes les projets de loi tendant, soit à réduire à huit heures le travail au fond des ouvriers des mines de combustible, soit à obtenir la même réduction pour les jeunes gens de moins de dix-huit ans seulement. Ces différentes discussions s'échelonnent du 23 mars 1892 au 6 juillet 1908 et sont au nombre de quatorze : ce chiffre n'est d'ailleurs point fait pour surprendre ceux qui savent avec quelle rapidité les bills deviennent caducs dans le régime parlementaire anglais ; nous verrons que la question est néanmoins appelée à recevoir d'ici quelques mois, aux Communes du moins, une solution définitive. Le cabinet Asquith

a, en effet, fait sien un projet que les gouvernements précédents avaient accueilli, soit avec hostilité, soit avec indifférence, et il est peu probable que la Chambre des Lords, après son attitude récente dans la discussion du bill d'assistance aux vieillards, se montre très intransigeante envers une réforme qui intéresse principalement l'industrie.

Nous donnerons dans notre étude un développement plus grand à l'exposé des débats les plus récents, les seuls ayant une importance vraiment pratique ; aussi nous contenterons-nous de suivre jusqu'à la séance du 5 mars 1902 les comptes rendus exacts mais parfois succincts donnés par le Comité central des Houillères de France dans son intéressante brochure sur le sujet qui nous occupe ; à partir de cette date et jusqu'au 6 juillet 1908, nous nous reportons directement au *Times*.

La seconde partie de notre travail sera consacrée à un examen critique du long et consciencieux rapport déposé en juillet 1907 par la commission ministérielle (Departmental Committee) chargée par M. Herbert Gladstone, ministre de l'intérieur, de faire une enquête sur la durée du travail dans les mines et sur les conséquences économiques d'une loi des huit heures. Nous aurons d'ailleurs, au cours de cet examen, l'occasion d'élargir plus d'une fois le débat et de faire les rapprochements qu'inspire une lecture attentive des enquêtes, rapports et discussions qui ont précédé notre loi fran-

caise du 29 juin 1905 et le projet voté par la Chambre le 5 juillet 1907 : il est bon que nous tirions profit, en tant que Français, de certaines études de législation étrangère. Nous ne négligerons pas, en outre, ce que plusieurs autres pays ont déjà fait ou sont sur le point de faire pour la réglementation du travail dans les mines : entre autres l'Autriche, l'Allemagne, la Belgique, l'Australasie.

Mais, avant de passer à l'examen des faits et pour dissiper toute équivoque, qu'il nous soit permis de présenter quelques observations sur l'esprit dans lequel cette étude est conçue. Nous ne voulons nullement puiser dans l'arsenal d'arguments que pourraient nous fournir toutes les vieilles querelles entre interventionnistes et non-interventionnistes, querelles plus vivantes que jamais, quoi que l'on ait pu dire. Qu'il nous suffise d'affirmer que nous croyons fermement que l'Etat a le droit et le devoir d'intervenir toutes les fois que la santé et la moralité des citoyens sont en jeu et que, dans certains contrats, l'une des parties n'a ni la force, ni l'autorité nécessaires pour faire respecter ses droits primordiaux. Dans ce cas, de quelle portée peut être une distinction entre mineurs et majeurs ? En cas d'attaque à main armée, la force publique défend le plus faible, fût-il majeur, et elle fait bien. Lorsque certaines industries attaquent moins ouvertement, mais non moins sûrement, la vie et la santé des travailleurs, pourquoi cette même force publique n'interviendrait-

elle pas ? D'ailleurs, sans sortir du domaine du Code civil, ne trouvons-nous pas certaines atteintes graves à la liberté des majeurs et que les libéraux n'ont jamais attaquées ? Pourquoi la loi restreint-elle la capacité de la femme mariée et la replace-t-elle dans un état de quasi-minorité ? Dans un but de protection, dira-t-on ; mais alors pourquoi ne pas accorder cette protection à tous ceux qui en ont besoin ?

A vrai dire, je ne sais si ces arguments théoriques sont encore fort en faveur auprès des non-interventionnistes : la lecture des récents débats sur le sujet qui nous occupe me laisse croire que l'argument « national » est le plus usité. Ne touchez pas à l'organisation du travail, sinon vous amènerez la ruine des industriels et, partant, du pays ! Dickens a raillé amèrement, dans *Hard Times*, les manufacturiers qui, plutôt que d'accepter certaines réformes, auraient préféré « jeter leur propriété dans l'Atlantique », mais qui, néanmoins, étaient assez patriotes pour n'en rien faire et poussaient même la bonté jusqu'à faire fructifier ladite propriété. Les adversaires des bills de 1833 et de 1850 sont restés ceux du bill de 1908. Mais ils ont tant de fois crié au loup, c'est-à-dire à la ruine, et les événements ont si souvent prouvé que les nouvelles lois ouvrières étaient suivies par une recrudescence et non par un ralentissement de l'activité industrielle, que les non-interventionnistes s'attachent à démontrer que ces lois menacent, non pas telle ou telle industrie en particulier,

mais la production nationale tout entière. A quoi l'on pourrait objecter que les forces productives d'un pays se composent non seulement de capitaux, mais aussi d'hommes qui les mettent en œuvre, et que la richesse d'un peuple se mesure aussi bien d'après le bien-être physique et moral des individus qui le composent que d'après le nombre de tonnes de cuivre ou de charbon extraites par année. Ne pourrions-nous pas, d'ailleurs, répondre aux libéraux qui nous reprochent d'appuyer nos projets de lois ouvrières sur des « raisons de sentiment », c'est-à-dire sur des raisons d'hygiène et de salubrité, que leur argument « national » est tout aussi sentimental que les nôtres et qu'il a même souvent le tort de cacher certains appétits directement opposés aux intérêts véritables de la nation ?

Reste enfin l'argument du consommateur, du malheureux artisan qui verra renchérir les denrées les plus nécessaires ; argument certes bien fait pour nous émouvoir, mais qui semble sonner un peu étrangement dans la bouche des libéraux français et des conservateurs anglais, les seconds préconisant certains tarifs protecteurs dont les consommateurs feraient tous les frais et les premiers se laissant faire, sur le même sujet, une douce violence.

Mais si certaines mesures de protection envers la masse des travailleurs nous semblent parfaitement justifiées, celles qui visent les ouvriers des mines présentent un caractère d'impérieuse nécessité.

Nous sommes certes d'accord avec M. Aynard quand il affirme que les mines d'à présent ne sont plus celles de Rome ou de Carthage ; les statistiques (souvent inexactes d'ailleurs) peuvent chercher à prouver que la longévité des mineurs égale celle des ouvriers les plus privilégiés, que les maladies ne sont pas plus nombreuses dans la mine qu'ailleurs, il n'en reste pas moins vrai que ce travail souterrain, où l'homme, privé de la lumière du jour, doit demeurer pendant des heures dans la plus fatigante des positions, dans la crainte perpétuelle d'une explosion ou d'un éboulement, est et sera considéré longtemps encore comme l'un des plus pénibles qui soit. S'il est impossible de modifier les conditions d'un tel travail, n'est-il pas raisonnable de le réduire à une durée strictement nécessaire ? Cette abréviation de la journée du mineur n'est-elle pas une sorte de prime légitime payée contre le danger ? Cette réforme est juste. Déjà la France, l'Autriche, l'Allemagne, la Hollande, l'Australie l'ont jugée possible. L'Angleterre, qui, dans le domaine des lois industrielles, a donné tant d'exemples, peut-elle suivre celui-là ?

CHAPITRE PREMIER

DISCUSSIONS PARLEMENTAIRES DE 1892 A 1907.

Lorsque fut présenté, le 23 MARS 1892, devant la Chambre des Communes, le premier projet de loi tendant à limiter à huit heures, comptées du *jour au jour*, c'est-à-dire du moment où l'ouvrier quitte la surface jusqu'au moment où il y revient, la durée du travail dans les mines de combustible, l'agitation en faveur de cette mesure durait déjà depuis plusieurs années ; les Congrès internationaux de Jolimont (1890), de Paris (1891) et le Congrès des Trade-Unions de 1891 avaient émis des vœux énergiques sur la nécessité d'une intervention législative et le Comité central des Houillères de France veut bien reconnaître que « les mineurs anglais émettaient de toutes parts des votes en faveur des huit heures (1) ».

Néanmoins, l'accord n'était pas complet entre les ouvriers des différents bassins ; dès le début, deux groupes s'étaient formés ; le premier, composé de mineurs du centre de l'Angleterre, du pays de Galles et d'Ecosse se montrait favorable aux huit heures ; le second, composé

(1) *La durée du travail dans les mines en Grande-Bretagne*, Paris, 1907, p. 5.

de mineurs du Durham et du Northumberland était hostile à toute réforme. Cette dualité subsista d'ailleurs dans les discussions parlementaires qui allaient suivre et ne s'est atténuée que dans ces derniers mois. Elle s'expliquait par le fait que le premier groupe était astreint à un travail supérieur à huit heures, tandis que le second avait obtenu, en traitant de gré à gré avec les exploitants, une journée égale et souvent même inférieure à sept heures (sauf pour les jeunes garçons, employés au transport du charbon). Or, l'argument des ouvriers du Durham et du Northumberland et, à leur suite, de tous les non-interventionnistes était qu'un bill des huit heures les *placerait dans une situation moins favorable que la situation présente*. Raison des plus étranges, car on ne voit nullement en quoi la réduction du travail dans les autres districts miniers forcerait les exploitants du Durham et du Northumberland à prolonger ce même travail dans leurs concessions ; bien au contraire, l'adoption d'une mesure restrictive générale, devant atteindre uniquement les mines où l'on travaille plus de huit heures, limiterait forcément la concurrence au profit de celles où la journée n'est que de sept heures ; d'autre part, nul n'aurait pu soutenir que les bills présentés aux Communes forçaient les ouvriers à travailler huit heures et jamais moins : ils fixaient simplement un maximum. Rien d'ailleurs n'aurait été plus facile que d'introduire dans ces projets un dispositif analogue à celui de l'article 1^{er}, § 3 de notre

loi du 29 juin 1905 qui déclare : « qu'il n'est porté aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalant à des conventions qui, dans certaines exploitations, ont fixé pour la journée normale une durée inférieure à celle fixée par les paragraphes précédents ».

Mais l'opposition des mineurs du Durham et du Northumberland avait un autre motif, beaucoup plus difficile pour eux à avouer, et dont nous aurons plus tard à nous occuper.

Quoi qu'il en soit, les deux groupes étaient dans les dispositions que nous venons d'indiquer lors de la première discussion parlementaire du 23 mars 1892. Les partisans de la journée de huit heures avaient, parmi les ouvriers, une écrasante majorité. Mais ses adversaires avaient, par contre, une influence prépondérante sur le Parlement et l'on comptait parmi leurs représentants aux Communes : MM. Burt (sous-secrétaire d'Etat du ministère Gladstone), Wilson, Fenwick, etc.

La séance du 23 mars 1892 fut surtout marquée par un discours de M. *Joseph Chamberlain*, dont le protectionnisme n'était pas alors encore bien prononcé. M. Chamberlain voulut bien reconnaître que huit heures de travail souterrain sont largement suffisantes. Quant aux conséquences d'une nouvelle loi minière, elles ne lui paraissaient nullement durables ; cette loi n'aurait pas sur la production un effet plus défavorable que n'en avaient eu pour l'industrie les lois qui avaient réduit à onze, à dix et même à neuf heures la durée du

travail dans les manufactures. On pourrait peut-être arriver aux mêmes résultats par une action non législative, mais M. Chamberlain était, alors, convaincu que l'intervention du Parlement était nécessaire « dans ces questions qui ne peuvent que difficilement obtenir de solution par l'action individuelle ».

Certes, l'appui d'un homme tel que M. Chamberlain n'était pas à dédaigner pour les promoteurs du bill ; malheureusement l'éminent homme d'Etat était dans une période d'évolution politique et, lors de la quatrième discussion, le 13 août 1894, il se fit l'avocat d'amendements qui, nous le verrons plus loin, auraient ruiné toute l'économie du projet,

On peut relever également dans la séance du 23 mars 1892 deux discours, l'un de *M. Leake*, député du Lancashire, l'autre de *M. Matthews*, secrétaire pour l'intérieur. M. Leake montra habilement que seuls les mineurs du Durham et du Northumberland s'étaient prononcés contre le bill des huit heures, mais qu'en fait, le projet était appuyé par plus de 400.000 mineurs contre moins de 95.000. La limitation de travail poursuivie ne devait, selon l'honorable député, l'être que par l'intervention de la loi, car les ententes qui pourraient intervenir entre les exploitants et les associations de mineurs présenteraient le caractère « d'un triomphe momentané et localisé et non d'une mesure générale et permanente ».

Quant au gouvernement, son attitude fut nettement hostile au projet. M. H. Matthews fit valoir que les

hommes adultes sont les meilleurs juges de la durée de leur travail et qu'une grève récente ayant eu pour résultat de diminuer la durée du travail d'un jour par semaine, les ouvriers mineurs pourraient facilement obtenir la journée de huit heures par le même moyen. Etrange argument que cette invitation à la grève dans la bouche d'un homme dont la fonction est de sauvegarder la paix publique ! Mais le discours de M. Matthews devait nous réserver d'autres surprises. On y lit notamment « que la statistique prouve que la mortalité, soit par accidents, soit *par maladies* est plus grande dans les mines ne travaillant que huit heures que dans les autres ». Passe encore pour les accidents. Les adversaires du bill affirment en effet (nous verrons plus tard ce que vaut cette assertion) que le mineur dont la journée sera réduite ne pourra trouver le temps nécessaire à assurer sa sécurité ; mais dire qu'il est préférable pour la santé de l'ouvrier que son travail dans un milieu malsain et dangereux soit de dix heures et non de huit, c'est placer la statistique en contradiction avec le plus élémentaire bon sens.... ou plutôt c'est négliger volontairement l'un des éléments les plus importants du problème : s'il arrive, en effet, parfois que les maladies soient plus nombreuses dans les mines où l'on travaille huit heures que dans les autres, c'est que ce sont justement les exploitations où l'extraction est la plus malsaine et la plus dangereuse qui ont été contraintes d'adopter les premières la journée de huit heures.

Qu'il nous soit permis de relever encore dans ce premier débat l'affirmation de *M. Burt*, représentant du Northumberland et l'un des adversaires les plus acharnés du bill. *M. Burt* fit remarquer « que le seul pays où la journée de huit heures fut générale dans les mines était l'*Australie*, et que ce résultat avait été obtenu LIBREMENT ET SANS L'INTERVENTION DE LA LOI ». Or, voici ce que nous lisons dans une intéressante étude de *M. Glasser* publiée par le Comité des Houillères (1) : « DEPUIS 1901, LA NOUVELLE-ZÉLANDE A INSCRIT DANS LA LOI la limitation à huit heures, *trajet compris*, de la journée des travailleurs souterrains. Le texte de la loi dit formellement :

« Les ouvriers mineurs ne doivent pas être employés au fond pendant une durée de plus de huit heures par jour, non compris le temps consacré au repas.

« Cette durée de huit heures sera comptée depuis le moment où les ouvriers pénètrent dans la mine jusqu'à celui où ils la quittent.

« Le nombre d'heures de travail ainsi fixé pourra être dépassé de temps en temps ; mais chaque fois où il le sera, les ouvriers devront, pour la durée supplémentaire qui leur sera imposée, être payés à un taux égal à au moins une fois et quart le taux ordinaire des salaires. »

Et plus loin *M. Glasser* écrit encore : « Sur le *conti-*

(1) Circulaire n° 3033 du Comité des Houillères.

nent australien la durée du travail dans les mines n'est, en fait, guère plus longue qu'en Nouvelle-Zélande ; tantôt elle n'est réglée par aucune mesure législative (Queensland, mines de houille de la Nouvelle-Galles du Sud), tantôt au contraire elle est LIMITÉE IMPÉRIEUSEMENT PAR LA LOI dans des conditions peu différentes de celles de la Nouvelle-Zélande. C'est ainsi qu'en Nouvelle-Galles du Sud les articles 29 et 30 de la police des mines métalliques fixent au maximum à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine la durée du travail des ouvriers du fond et de ceux qui conduisent des machines au jour. » M. Glasser ajoute qu'en Nouvelle-Zélande des sentences arbitrales réduisent fréquemment à six heures la durée du poste pour les chantiers où le travail est particulièrement pénible et que, malgré ces réductions, le salaire journalier moyen des ouvriers mineurs est double de ce qu'il est chez nous, soit de 9 à 14 francs pour les piqueurs.

Après ces quelques remarques, l'observation de l'honorable M. Burt ne semble pas conserver une bien grande portée. Néanmoins le vote des Communes fut défavorable au bill et, après une intervention de M. Matthews qui vint affirmer qu'il convenait d'attendre les conclusions d'une commission précédemment nommée et chargée de faire une enquête sur la question du travail dans les mines, la seconde lecture fut repoussée par 272 voix contre 160. Certains conservateurs émi-

nents votèrent pour le projet, mais on est assez surpris de compter parmi les opposants soixante-douze libéraux.

Le bill devait revenir en discussion LE 3 MAI 1893 devant une Chambre libérale ; mais, dans l'intervalle, la commission, dont nous avons parlé quelques lignes plus haut, avait déposé son rapport, si l'on peut appliquer ce nom à une conclusion brève et un peu hâtive, qui ne portait d'ailleurs que sur le nombre d'heures passées alors dans la mine par les ouvriers. La commission déclarait que ce n'était que dans le Lancashire nord et est, dans le Nottinghamshire et dans le Monmouthshire que les mineurs travaillaient à l'extraction huit heures et plus par jour, que le nombre des mineurs employés dans ces districts n'atteignait pas 90.000 ; de sorte que probablement moins d'un *quart* de la population minière de la Grande-Bretagne profiterait d'une telle réforme ; nous ne possédons pas les statistiques d'après lesquelles la commission de 1892 avait établi ces conclusions ; mais il nous suffira d'observer qu'elles sont en désaccord flagrant avec celles que mentionna, dans la discussion du 23 mars 1892, l'honorable M. Leake et selon lesquelles 125.000 mineurs travaillaient huit heures, 250.000 neuf heures, 50.000 de huit heures et demie à huit heures trois quarts et 23.500 de dix heures un quart à dix heures et demie. Les chiffres de la commission n'ont pas dû d'ailleurs paraître bien concluants aux adversaires du projet, puisque cinq ans plus tard,

le 5 mai 1897, M. Emerson Bainbridge, *propriétaire de houillères*, reconnaissait que 250.000 ouvriers étaient intéressés à la réforme proposée.

La seconde discussion parlementaire du 3 mai 1893 fut marquée par une intervention très courageuse de Gladstone. L'illustre homme d'Etat déclara, dans une forme digne de Carlyle, « que s'il était des classes d'ouvriers qui méritaient de la sollicitude, aucune de ces classes n'avait le droit de porter ses revendications aussi haut que celle des ouvriers mineurs ; que si l'on considérait la conduite des mineurs de Grande-Bretagne, on était obligé de reconnaître que la chevalerie n'avait jamais produit d'exemples aussi magnifiques d'héroïsme qu'eux. Lorsqu'un danger était couru au fond d'un puits et qu'il y avait peu de chances de sauvetage, il se trouvait toujours des hommes prêts à risquer leur vie pour sauver celle de leurs semblables ».

Malheureusement, M. Gladstone, poussé sans doute par un amour louable mais excessif de la liberté de chacun, se prononça pour l'*option locale*, c'est-à-dire pour le droit reconnu à chaque district d'observer la nouvelle loi ou de n'en pas tenir compte. C'était, en fait, enlever toute portée à la réforme des huit heures. Finalement, la seconde lecture fut votée à une majorité de soixante-dix-huit voix.

Peu de temps avant cette seconde lecture, en avril 1894, les deux grandes associations patronales, l'*Association des propriétaires du Nord* et la *Mining*

Association of Great Britain publièrent une série d'arguments contre le bill. Certains auraient ravi des humoristes tels que Swift ou Thackeray, à moins qu'ils n'eussent mis en mouvement la bile d'un Carlyle. On lit notamment dans le rapport de la première association que « *par déférence pour les idées qui courent dans le peuple sur les mineurs, les propriétaires les traitent d'une façon spéciale* ». Heureusement, les exploitants apportèrent d'autres raisons que celles-là et certaines méritent d'être examinées de très près.

L'*Association des propriétaires du Nord* déclare que les ouvriers qui réclament les huit heures songent à « huit heures de séjour dans le fond » et non à « huit heures de travail effectif ». Une telle réforme « diminuerait sensiblement le temps de travail effectif ». Il nous semble que les exploitants du Durham et du Northumberland sont assez mal fondés à pousser ce cri d'alarme, puisqu'ils reconnaissent quelques lignes plus loin que leurs *piqueurs*, c'est-à-dire ceux de leurs ouvriers qui travaillent à l'abatage, travaillent *nominalement* 7 heures et effectivement 5 h. 1/2 et que, pour eux, le temps de travail hebdomadaire est d'environ 25 h. 47 m. Mais dans ces mines où l'ouvrier adulte est protégé de la sorte, on n'hésite pas à infliger aux jeunes garçons, employés aux travaux accessoires, un travail égal ou supérieur à 10 heures. C'est là une situation déplorable et analogue à celle qu'a créée notre loi de 1905 : le projet adopté par la Chambre des dé-

putés le 5 juillet 1907 cherche à y apporter un adoucissement ; espérons que l'Angleterre s'épargnera nos errements.

Quoi qu'il en soit, il semble que c'est uniquement parce qu'une loi des huit heures aurait touché au travail des adolescents que propriétaires et mineurs du Durham et du Northumberland refusaient de l'accepter, les premiers pour des raisons d'économie fort légitimes, les seconds dans un esprit d'égoïsme dont nous trouverons plus loin une explication, mais non une justification : nous voulons parler de l'organisation du travail « par postes ».

Les objections de la *Mining Association of Great Britain* contre le bill étaient au nombre de dix (1).

A. — *Les mineurs du Pays de Galles du Sud, du Monmouthshire, du Northumberland et du Durham étaient opposés au bill et il aurait été injuste de les obliger à ne travailler que huit heures.*

Tout d'abord nous ne savons pourquoi l'Association fait rentrer les Gallois parmi les adversaires du projet. Dans toutes les discussions parlementaires leurs représentants se sont prononcés pour les huit heures (voir le discours de M. Brace, à la séance du 11 mai 1906). De même pour le Monmouthshire (voir discours du Col. Herbert, 12 août 1907). Le Comité des Houillères de France, lui-même, range les mineurs du Pays

(1) Nous suivons le résumé du Comité des Houillères de France (circul. 984).

de Galles dans la majorité interventionniste. Quant à ceux du Northumberland et Durham, pourquoi dire qu'il serait injuste de les obliger à ne travailler *que huit heures*, puisque les exploitants reconnaissent que leurs journées sont toujours égales ou inférieures à sept heures ?

B. — *On ne devrait parler que du nombre d'heures de travail par semaine et non par jour, afin d'établir une compensation entre les jours où il y a peu d'ordres et les jours de presse.*

Certes, il serait déraisonnable de vouloir appliquer à toutes les exploitations une règle uniforme ; il serait également contraire à l'équité de ne pas autoriser, dans de certaines circonstances, une prolongation de la journée du travail, pourvu qu'on n'en profitât pas pour tourner ouvertement la loi ; mais de là à substituer une réglementation *hebdomadaire* à une réglementation *quotidienne* il y a loin. En bonne logique, cette substitution ne peut être d'ailleurs acceptée. Quel avantage les compagnies auraient-elles à obtenir les quarante-huit heures par semaine au lieu des huit heures par jour ? Nous admettrions que, dans certains moments de presse, elles demandassent une véritable prolongation du travail, mais à qui ferait-on croire que leurs affaires se fissent *au jour le jour* comme celles du petit boutiquier qui avancerait ou retarderait, selon le nombre des pratiques, l'heure de la fermeture ? Non, les marchés des compagnies, même aux époques de grande ac-

tivité industrielle, s'échelonnent sur plusieurs semaines, parfois même sur plusieurs mois. En outre, l'organisation du travail par semaine serait fort préjudiciable à l'ouvrier et à sa famille. Un labeur régulier est le meilleur de tous et il n'est pas à souhaiter qu'une journée de surmenage soit suivie d'un repos complet. Puis, avec un pareil système, la femme ignore toujours l'heure du retour du mari ; le repas ne peut être servi à point. En outre, le mineur ne peut goûter avec esprit de suite les distractions physiques ou intellectuelles auxquelles il a droit ; d'autant plus qu'un travail excessif mène au cabaret alors qu'un labeur modéré fait place à des plaisirs plus sains.

C. — *Le travail du mineur n'est pas malsain. Les nouveaux procédés de ventilation rendent l'air aussi pur que dans bien des ateliers de l'industrie textile ou sidérurgique.*

Puis la Mining Association reproduit deux tableaux extraits du rapport du Registrar général (tableau C et tableau L).

Il est intéressant de rapprocher l'objection des Compagnies anglaises de celles qui furent présentées par les propriétaires de houillères devant la Commission du Travail de la Chambre des députés, le 6 novembre 1901 (1).

M. Grüner, secrétaire du Comité, vint affirmer,

(1) *Publication du Comité central*, Paris, 1901, p. 19 et suiv.

comme ses confrères britanniques, que « l'aérage actuel est singulièrement meilleur dans les mines que dans la majorité des ateliers et manufactures ; que partout, grâce à de puissants ventilateurs, l'air circule entraînant les fumées et diluant les gaz dangereux jusqu'à les rendre inoffensifs ».

Il est certain que, sous ce rapport, des progrès considérables ont été accomplis dans la plupart des mines, mais ce n'est point prouver l'excellence de l'aérage que de dire qu'il est supérieur à celui de la plupart des manufactures.

Les exploitants, tant anglais que français, allèrent plus loin et affirmèrent *que l'industrie minière est celle où les causes de mortalité sont les moins grandes et l'une de celles où le nombre des décès est inférieur à la moyenne.*

Qu'il nous soit tout d'abord permis de présenter une série de tableaux sur lesquels s'appuient les Compagnies ; nous montrerons ensuite qu'ils sont beaucoup moins concluants qu'on ne le croit à première vue.

1° Tableau C du rapport du Registrar general. — *Mortalité moyenne annuelle aux différentes périodes de la vie selon les professions.*

	AGES				
	15 ans	20 ans	25 ans	45 ans	65 ans et au-dessus
Moyenne générale pour l'An-	—	—	—	—	—
gleterre.	4,57	6,04	10,18	25.27	92.65
Mines de houille	4.68	6.18	7.64	25.11	117.70

2° Mortalité comparée par profession, toutes causes de décès comprises (accident inclus), des hommes de 25 à 65 ans (1) (années 1890 à 1892).

La mortalité de l'ensemble de la population mâle est représentée par le nombre 1.000.

1. Prêtres, pasteurs.	533
6. Epiciers	664
14. Mines de fer (fond)	774
26. Pêcheurs.	845
38. Mines de houille (fond)	925
44. Médecins.	966
55. Mines (service de jour)	1021
69. Coiffeurs.	1099
82. Mines de cuivre (fond)	1230
85. Mines de plomb (fond)	1310
92. Mines d'étain (fond)	1400
95. Verreries.	1487
100. Domestiques d'hôtel.	1725
102. Manœuvres de docks	1820

3° Tableau de la *mortalité par âge* de 5 en 5 ans, puis de 10 en 10 ans, pour les mineurs par rapport à tous les autres hommes du même âge (la mortalité des hommes en général étant pour chaque période représentée par le nombre 100).

(1) Extrait du supplément au 55° rapport du Registrar general, 2° partie, 1897. On examine 102 professions : nous ne donnerons que quelques exemples pour marquer la place des ouvriers mineurs.

	15 à 20 ans	20 à 25 ans	25 à 35 ans	35 à 45 ans	45 à 55 ans	55 à 65 ans	65 ans et plus
Moyenne de tous les hommes	100	100	100	100	100	100	100
Ouvriers de l'in- dustrie des mi- nes.	148	112	87	78	95	121	147
Ouvriers des mi- nes de houille	150	111	86	77	94	119	143
Ouvriers des mi- nes de fer	134	90	82	66	83	91	144
Ouvriers des mi- nes de cuivre. »	»	158	129	146	118	127	170
Ouvriers des mi- nes de zinc.	116	139	111	115	161	180	178
Ouvriers des mi- nes de plomb.	118	127	130	109	116	182	240

4^e Tableau L du rapport du Registrar general indi-
quant les *causes* de mortalité comparée des hommes
entre 25 et 65 ans pour 100.

	Citoyens anglais	Mines
Maladies nerveuses.	119	72
Suicides	14	3
Maladies de la circulation	120	95
Phtisie	220	126
Maladies du système respiratoire	182	202
Maladies de la vessie	41	27
Maladies du foie	39	22
Maladies d'estomac ou de l'intestin	38	32
Alcoolisme	10	3
Goutte	3	»
Autres maladies (moins les accidents)	147	115
Total	933	697
Accidents	67	186
Total	1.000	883

5° Tableau de la mortalité par âges uivant les divers corps de métiers.

	ÂGES							
	moins	de 15	de 20	de 25	de 35	de 45	de 55	plus
	de 15 ans	à 20 ans	à 25 ans	à 35 ans	à 45 ans	à 55 ans	à 65 ans	de 65 ans
Ensemble de tous les								
hommes occupés. .	100	100	100	100	100	100	100	100
Industrie des mines. .	»	148	112	87	78	95	121	147
— des métaux . .	»	105	106	103	111	122	129	128
— du bâtiment. .	»	86	83	89	101	102	105	103
— textile	»	133	116	103	99	108	126	136
Boutiquiers	»	84	98	94	90	89	90	76
Agriculteurs. . . .	»	65	69	66	62	59	66	90
Industrie des trans- ports	»	131	120	127	128	129	127	123

Si nous nous reportons au second tableau, il semble que les ouvriers du fond des mines de houille occupent un rang assez enviable au point de vue de la mortalité générale ; c'est du reste ce qu'affirment les Compagnies, mais il n'y a là qu'une illusion. Nous ne voulons nullement critiquer les chiffres de la statistique, bien qu'il puisse paraître étrange au premier abord que les coiffeurs par exemple ou les maîtres de musique fussent moins favorisés que les mineurs ; nous ferons seulement remarquer que ce second tableau considère les ouvriers non *au cours de leur carrière tout entière*, mais uniquement de 25 à 65 ans ; mais il est certain qu'il se produit chez les mineurs de 15 à 25 ans une sorte d'élimination qui ne laisse subsister que les forts ; ces derniers sont donc dans des conditions de travail plus favorables que les ouvriers des autres industries, parmi lesquels se trouvent des adolescents affaiblis, mais non

épuisés qui, arrivés à l'âge d'homme, viennent grossir les chiffres de mortalité ; mais le mineur, très vigoureux au début de sa carrière virile, se fatigue très vite et, après 65 ans, la mort s'acharne de nouveau sur lui plus que sur aucun autre travailleur.

Il est aisé de vérifier ce que nous avançons dans les tableaux officiels 1, 3 et 5. Nous voyons au tableau 3 que 266 jeunes mineurs de 15 à 25 ans sont frappés, alors que la mort n'atteint que 200 jeunes gens du même âge dans l'ensemble des autres professions, et que 268 hommes de 55 ans et au-dessus disparaissent contre une moyenne de 200. Pour les vieux ouvriers des mines de zinc et de plomb, la différence prend des proportions effrayantes : 350 et 422 contre 200.

Mais la mortalité chez les jeunes et chez les vieux mineurs de houille n'est pas seulement supérieure à la moyenne : elle est plus forte que *dans aucune autre industrie* : le tableau 5 nous en fournit la preuve.

Si donc on considère la mortalité des diverses industries, non plus de 25 à 65 ans, mais de 15 ans jusqu'à l'âge où l'ouvrier cesse de travailler, voici la place qu'occuperont, parmi les 102 métiers de la statistique 2, les mineurs :

1 ^e Ouvriers des mines de houille, 72 ^e rang (au lieu du 38 ^e).	1.114
2 ^e Ouvriers des mines de fer, 48 ^e rang (au lieu du 14 ^e).	985
3 ^e » » de plomb, 95 ^e rang (au lieu du 85 ^e).	1.460

On voit qu'un pareil redressement modifie singulièrement les données du problème et qu'en somme rien ne permet de classer le métier du mineur parmi les plus sains qui soient. On peut même dire, en s'appuyant sur les statistiques fournies par les Compagnies elles-mêmes, que la mine absorbe toutes les énergies de l'homme fait, terrasse l'adolescent et empêche le vieillard de jouir d'un repos bien gagné. De quel poids peuvent d'ailleurs être devant ces constatations les chiffres apportés en France par les conseils de révision et tendant à prouver que le nombre des réformés est moindre dans les districts miniers que partout ailleurs ? S'il manque des estropiés à l'appel, c'est qu'ils sont déjà parmi les morts.

De même, que conclure du tableau n° 4, sinon que l'élimination dont nous avons parlé soustrait de bonne heure au travail de la mine les éléments jeunes frappés de vices organiques ? Ceux qui subsistent restent surtout exposés soit aux accidents, soit aux maladies du système respiratoire, causées par un aérage souvent excessif ; et, dans ces deux cas, dans le premier surtout, le tribut payé par les mineurs est parmi les plus lourds qui soient.

Déjà les statistiques anglaises avaient été critiquées, avec une autorité à laquelle ne saurait prétendre un petit travail de ce genre, par M. le ministre des travaux publics Pierre Baudin, notamment dans les séances de la Chambre du 25 janvier et du 5 février 1902 ; et nous

sommes obligés de constater que M. Aynard, malgré son grand talent, n'a pu mettre un instant le ministre en défaut et a été obligé de convenir « que le travail de la mine est, comme diraient les médecins, contre-indiqué pour des organismes trop jeunes et faibles (1) ». Nous avouons, par contre, avoir assez mal compris l'argumentation de l'honorable M. Guillaïn, selon laquelle la mortalité des jeunes mineurs de 15 à 20 ans, qui est de 150 quand on représente par 100 celle de l'ensemble des jeunes ouvriers ou employés, n'est plus que de 85 quand on envisage l'ensemble de la population. Nous sommes surpris, mais néanmoins heureux d'apprendre, grâce à M. Guillaïn, que les gens qui travaillent vivent plus longtemps que ceux qui se croisent les bras.

Ceci dit, reprenons l'examen des objections présentées par la Mining Association of Great Britain.

D. — *La limitation proposée par le bill augmenterait le nombre des accidents. Si le temps pendant lequel le mineur est au travail est maladroitement restreint, tandis qu'il est comme par le passé payé en proportion de son rendement, il sera amené à consacrer à abattre le charbon une si grande partie du temps passé dans la mine que très peu de moments lui resteront pour prendre des mesures de précaution. On a en outre prétendu que la plupart des accidents arrivent à la fin de la journée de travail. Le tableau*

(1) V. *Journal officiel*, 6 février 1902.

emprunté aux Summaries of Statistics relating to Mines and Minerals des inspections des mines, prouve clairement qu'il n'en est rien.

Il semble tout d'abord que si la réduction à huit heures de la journée de travail ne doit pas diminuer *plus que proportionnellement* le nombre des accidents, la réduction *proportionnelle* qu'entraînerait la loi est bien faite pour calmer les craintes des Compagnies ; d'autre part, si le mineur est soucieux de son salaire, il doit l'être encore plus de sa vie, et rien ne dit qu'il accélérerait son travail de telle sorte qu'il devrait négliger certaines précautions indispensables. Les exploitants semblent penser d'ailleurs que l'ouvrier devra seul parer, par un labeur hâtif, aux conséquences de la nouvelle loi : nous verrons plus loin que d'autres facteurs devront entrer en jeu et que les houillères auront, elles aussi, une large responsabilité.

La cinquième objection porte sur la réduction des salaires des mineurs, la sixième sur la nécessité de dérogations, la septième sur la réduction considérable de la production (20 à 25 0/0). Nous y répondrons quand nous discuterons les conclusions de la grande enquête de 1907.

E. — *Le bill ne tient pas compte du temps qui est nécessaire pour le travail destiné à prévenir les accidents. Par exemple, une demi-heure de travail du piqueur peut suffire, dans bien des cas, à rendre sûr l'emplacement où il travaille, tandis qu'il lui faudrait*

le lendemain deux ou trois heures pour réparer les dommages et travailler en sûreté. En obligeant le mineur à quitter la mine dès que les huit heures sont écoulées, on l'expose à ne rien produire ou du moins à perdre beaucoup de temps le lendemain.

Si les projets de loi dont nous nous occupons tendent à ramener à huit heures la journée de l'ouvrier du fond, du piqueur notamment, ils ne décident nullement que ce dernier devra être employé sans interruption à l'abatage du charbon. Lorsque les Compagnies jugeront que certaines parties du chantier sont devenues dangereuses, ne pourront-elles pas donner aux ouvriers, sinon directement, mais du moins par l'intermédiaire des surveillants, l'autorisation de soustraire au travail habituel une demi-heure qu'ils emploieront aux réparations nécessaires? Ce sera tout avantage pour les exploitants puisqu'ils éviteront pour le lendemain une perte de temps qu'eux-mêmes évaluent à deux ou trois heures.

F. — *Le bill propose de punir l'employeur en cas de violation de ces prescriptions ; mais la pénalité devrait frapper l'ouvrier, sauf dans le cas où la responsabilité de l'employeur peut être dûment établie.*

La question des sanctions à donner à cette loi est certes des plus délicates : on ne peut songer, d'une part, à organiser au fond de la mine la surveillance qui existe dans la plupart des manufactures : les ouvriers mineurs sont disséminés sur des espaces considérables et il serait

injuste de rendre l'exploitant responsable du retard volontaire d'un seul individu au moment de la remontée. D'autre part, la Compagnie a-t-elle fait tout son devoir quand elle a mis la cage aux heures réglementaires à la disposition des ouvriers ? La mise en pratique de notre loi du 29 juin 1905 (art. 6) ne nous permet guère d'être affirmatifs sur ce point. Nous lisons, en effet, dans un rapport du 10 mars 1907 de M. Léon Janet, « qu'un ingénieur des mines a appelé l'attention du Ministre du Travail sur la pratique suivante à laquelle peuvent recourir les Compagnies houillères. Lorsqu'elles veulent faire de longues coupes, elles s'abstiennent de demander une dérogation et, tout en laissant la cage à la disposition des ouvriers, elles s'efforcent d'obtenir, *par persuasion pacifique*, qu'ils prolongent plus ou moins leur séjour dans la mine ».

Il est, on le voit, assez embarrassant de trouver une solution qui puisse satisfaire les parties intéressées. Le mieux serait encore de décider que la sanction pénale frapperait *tous* les contravenants à la loi, patrons et ouvriers, tout en réservant le droit aux premiers de démontrer qu'ils avaient pris toutes les mesures nécessaires à la remontée et aux seconds celui de prouver que les cages n'étaient pas à leur disposition.

C'est ce qu'admet le projet gouvernemental anglais du 1^{er} août 1907 (art. 6), mais, afin d'éviter les moyens de persuasion pacifique dont parle l'honorable M. Janet, un registre indiquera les heures effectives de descente

et de remontée et les ouvriers pourront charger une ou plusieurs personnes (contrôleurs des pesées ou autres) de se tenir à l'orifice du puits et de vérifier l'exactitude des opérations (art. 2, §§ 1 et 2).

G. — *D'une façon générale, la question du travail des adultes ne peut être résolue par voie législative ; il serait tout aussi raisonnable, en ce cas, de laisser au Parlement le soin de légiférer sur le taux des salaires, le prix du charbon ou les bénéfices à attribuer aux employeurs.*

A cette objection d'ordre général, nous répondrons que ce que la Mining Association considérait comme une folie peut sembler à d'autres une chose excellente : l'Australie a fixé des minima de salaires et s'en trouve, paraît-il, fort bien ; peut-être même bientôt le Parlement anglais choquera-t-il une fois de plus la pure doctrine de nos économistes, tout en s'attirant l'estime des gens de cœur, lorsqu'un bill, réclamé depuis longtemps, mettra fin aux hontes des industries « sweated ».

Le bill des huit heures revint en discussion devant la Chambre libérale les 25 AVRIL et 13 AOUT 1894. Après une brève intervention de M. A. Hickmann, portant sur l'élévation probable des prix du charbon, la deuxième lecture fut votée presque sans débats, par 281 voix contre 194 ; chacun croyait alors que le projet allait promptement devenir loi : malheureusement, certains amendements furent présentés qui devaient enlever au bill toute portée : le premier tendait à donner à la loi

un caractère *permissif* et non *coercitif*, le second à ce que les huit heures ne fussent pas comptées de l'entrée à la sortie de la mine, mais d'après le séjour au fond avec parcours du front de taille à un point situé à cent yards de la recette du puits et réciproquement; ces conditions parurent inacceptables aux représentants de la Fédération qui, quoi qu'en dise le Comité des Houillères, n'étaient pas partisans du « tout ou rien », mais croyaient justement qu'il faut mieux patienter et réserver l'avenir qu'admettre une loi tronquée, qui n'amènerait dans son application que rancunes et que désillusions.

Il est assez curieux de constater que M. Chamberlain qui, dans la séance du 23 mars 1892, s'était déclaré partisan résolu du bill fut l'un de ceux qui, le 13 août 1894, blâmèrent le plus violemment la Fédération de sa soi-disant intransigeance. « Qu'on laisse, si l'on veut, au gouvernement le droit d'intervenir dans la situation des mineurs d'un district, dit-il, mais qu'on cherche d'abord à savoir si les intéressés le désirent. On peut, sans doute, juger parfois utile d'imposer une réforme à une petite minorité. Mais, dans le cas actuel, la minorité est vraiment trop considérable pour que, sous un régime parlementaire, on puisse recourir à la force. Il n'est pas sûr qu'une réduction de la production suive le vote de la loi, mais on dirait que les auteurs du bill visent ce but là; ils pensent sans doute qu'on sera obligé, pour maintenir le tonnage actuel, d'embaucher de

nombreux ouvriers supplémentaires. Jusqu'ici, les classes ouvrières sont loin d'avoir souffert autant que les industriels ; les bénéfices ont considérablement diminué ; on risque de forcer les industriels à fermer leurs mines. »

Le discours est intéressant et instructif en ce qu'il nous permet de suivre l'évolution politique d'un homme d'Etat illustre ; mais n'est-il pas un peu singulier d'entendre affirmer que la majorité a le droit d'opprimer la minorité, à condition qu'elle ne soit pas trop forte ? On voit que M. Chamberlain n'ignore pas que l'opinion publique a de brusques revirements et que la prudence est la première des vertus électorales. Mais je crois que la franchise est la seconde et qu'à force de vouloir contenter tout le monde il arrive qu'on ne contente personne : M. Chamberlain a dû d'ailleurs se convaincre de cette vérité vers la fin de sa carrière politique.

A tout prendre, en quoi consistait l'option locale préconisée par l'honorable député ? Simplement à dire aux districts : « Nous votons une loi de huit heures, mais si elle vous gêne le moins du monde, gardez-vous bien de l'appliquer : nous ne vous demanderons même pas de nous fournir la preuve que vous êtes gênés. » Que peut-il rester d'une loi dans ces conditions et en quoi peut-elle être un instrument de progrès ? Elle n'améliore rien, elle constate : voilà tout. Avec l'option locale, les mines qui avaient adopté les huit heures les conserveraient, les autres se garderaient bien de les introduire.

La question ne serait même pas réglée par une majorité : dans certains districts, *une seule* exploitation refusant d'appliquer la loi paralyserait, par suite de la concurrence, le bon vouloir de toutes les autres ; ouvriers et patrons seraient ainsi obligés de prolonger, contre leur gré, la journée de travail. Toutes les ruses que la lutte commerciale justifie en partie pourraient être mises en pratique. Une Compagnie pourrait feindre d'adopter les huit heures pour engager ses concurrentes à se soumettre à la nouvelle loi et à modifier profondément leur mode de travail ; puis, dans une période d'exceptionnelle activité, et alors qu'il serait impossible à ces dernières de se réorganiser, revenir brusquement à la journée de neuf ou de dix heures. On dit, il est vrai, que ce serait à la majorité des *ouvriers* à se prononcer pour ou contre la réforme, mais on sait quelle pression les Compagnies peuvent exercer, dans certains cas, sur ceux qu'elles emploient.

L'amendement fut adopté par 112 voix contre 107 et le lendemain le bill fut officiellement retiré.

Peu de temps après, une Chambre conservatrice fut élue, et, si les discussions de forme devaient être nombreuses, le projet des huit heures ne fut pas moins enterré en fait jusqu'au 11 mai 1906 : l'échec de la réforme était principalement dû à l'attitude indécise et aux attermoissements du ministère Rosebery et aussi au manque d'éléments sérieux pour une bonne discussion, aucune enquête digne de ce nom n'ayant encore été faite et

chacun apportant à la tribune des chiffres plus ou moins fantaisistes.

Néanmoins, certains libéraux ne perdirent pas courage et représentèrent, devant la nouvelle Chambre, le bill sous sa forme *coercitive*. Le débat eut lieu le 5 MAI 1897 et fut surtout l'occasion d'un échange d'observations assez violentes entre les deux partis. Le seul discours à mentionner est celui de M. *Emerson Bainbridge* qui rendit compte d'une expérience de la journée de huit heures faite par lui dans trois de ses houillères du Yorkshire ; le tableau suivant en donne les résultats (1).

	Système actuel — par jour Tonnes —	Journée de huit heures — par jour Tonnes —	Différence —	Augmentation du prix de revient si les piqueurs recevaient autant pour la journée de huit heures que pour les huit heures de travail quotidien actuelles
<i>Premier charbonnage :</i>				
Production	500	390		»
Diminution de produc- tion	»	»	22 0/0	
Augmentation du prix de revient par tonne	»	»	6-4 pence	1 sh. 0.6
<i>Deuxième charbonnage :</i>				
Production	343	208	»	»
Diminution de produc- tion	»	»	32.6 0/0	»
Augmentation du prix de revient par tonne	»	»	11.8 pence	2 sh. 5.3
<i>Troisième charbonnage :</i>				
Production	1.417	1.084		»
Diminution de produc- tion	»	»	23 1/2 0/0	»
Augmentation du prix de revient par tonne	»	»	4-2 pence	9.9 pence

(1) Comité des Houillères, Circ. 1039 et annexe n° 3 à la *Réponse au questionnaire* adressée à la Commission de la durée du travail dans les mines, 25 juillet 1901.

Il résulte donc de ces chiffres que la journée de 8 heures a entraîné dans les trois mines de M. Bainbridge une réduction de 22, de 32,6 et de 23 1/2 0/0 dans la production, une augmentation du prix de revient de 4 pence à 1 shelling qui aurait passé de 10 pence à 2 sh. 6 si l'on avait maintenu le salaire journalier à son taux actuel ; nous ne voulons pas entrer dans une critique approfondie de ces chiffres, car ce serait anticiper sur la deuxième partie de notre travail et nous exposer à des redites : contentons-nous donc de quelques observations générales. Nous ne possédons pas de données précises sur la durée de la journée de travail dans les mines de M. Bainbridge lors de l'expérience de 1894, mais il est certain que ces exploitations étaient parmi celles qui devaient le plus souffrir d'une réduction. Lors de l'enquête de 1907, M. Ratcliffe Ellis, délégué par l'Association minière de Grande-Bretagne estimait, en effet, qu'une loi des huit heures entraînerait au maximum une diminution de 12 1/2 0/0 dans la production : nous sommes loin des 32,6 0/0 de l'honorable M. Bainbridge ; certains témoins allèrent plus loin, il est vrai, que M. Ellis, mais ne dépassèrent jamais un chiffre de 24,3 0/0, taxé d'ailleurs d'exagération par la Commission. M. Bainbridge semble de plus n'avoir donné à son expérience qu'une durée des plus restreintes et lui-même reconnaît que, si elle s'était prolongée, l'augmentation du prix de revient eût été diminuée. Enfin, et ce sera là notre principale

critique, le député du Yorkshire avait introduit les huit heures sans rien changer au mode d'exploitation de ses mines ; or, chacun est d'accord pour affirmer que de profondes modifications dans l'organisation du travail et dans les procédés techniques devront suivre la nouvelle loi, en Angleterre plus que partout ailleurs ; ces changements seraient longs et coûteux ; c'est pourquoi le législateur n'a nulle part décidé que la réforme recevrait une application immédiate.

Les exploitants reconnaissent d'ailleurs que des progrès sensibles pourront restreindre les effets de la loi. Voici, par exemple, la déposition de M. Thomas Greensmith, l'un des adversaires les plus résolus des huit heures, dans l'enquête de 1907.

D. « Vous supposez que la réduction de production serait exactement proportionnelle à la réduction de la durée ? » — R. « Exactement, c'est-à-dire 24.3 0/0. »

D. « Ce chiffre est-il certain ? » — R. « C'est un extrême. »

D. « Il pourra y avoir des atténuations ? » — R. « *Il y en aura.* »

D. « Trouveriez vous des atténuations ? » — R. « Certainement, nous en trouverions, mais nous ne l'avons pas fait ; c'est pourquoi nous poussons nos estimations de réduction à l'extrême. »

Ainsi donc la loi des huit heures apparaît pour ceux-là mêmes qui la combattent comme un instrument de progrès industriel.

M. Bainbridge sut néanmoins convaincre la majorité conservatrice, car le bill fut repoussé par 227 voix contre 186. Après une période d'accalmie, les libéraux revinrent à la charge et le projet fut repris le 27 FÉVRIER 1901 par M. Yoxall, député de Nottingham et Sir Charles Dilke. Nous ne donnerons qu'un compte-rendu succinct de cette sixième discussion : la répétition des mêmes arguments pourrait fatiguer le lecteur, mais rien ne saurait nous empêcher d'admirer la persévérance de ces quelques hommes qui, vainqueurs ou vaincus, poursuivaient vigoureusement l'offensive. Si l'année qui s'écoule voit s'accomplir la réforme si longtemps attendue, les ouvriers mineurs n'auront pas seulement une dette de reconnaissance envers le gouvernement, mais aussi envers tous ceux qui, pendant une lutte de vingt années, ne les ont pas abandonnés.

M. Yoxall chercha à démontrer que, si le bill pouvait être la cause d'une augmentation dans le prix du charbon, il n'y avait pas lieu de s'alarmer outre mesure. La hausse récente du combustible n'avait rien à voir avec le travail des ouvriers qui n'avait jamais été aussi intense ; non seulement les salaires n'avaient pas causé la hausse, mais par shelling d'augmentation sur le prix normal du charbon, les herscheurs qui abattent le charbon n'avaient pas reçu plus d'un farthing. « Ce n'est pas en cherchant à faire échouer le bill, conclut l'honorable député, que l'on peut faire quelque chose pour répondre au désir du public de maintenir le prix du

charbon dans les limites raisonnables, mais en imposant, par une loi, une limite aux bénéfices obtenus par les producteurs. »

Sir A. Hickman, député de Wolverhampton, poussa les choses à l'extrême et déclara qu'après la loi l'augmentation du prix de revient par tonne serait au moins de 2 shellings et souvent de 3. Chacun reconnaîtra que l'orateur se trouvait en désaccord, non seulement avec les autres membres de son parti, qui ne parlaient que d'une majoration de 3 à 6 d., mais encore avec lui-même puisqu'il évaluait, dans la séance du 25 avril 1894, l'augmentation du *prix de vente* du charbon de 16 à 18 pence par tonne. Nous ne discutons pas encore sur le fond du sujet, mais n'est-il pas permis d'observer, dès à présent, que de semblables contradictions peuvent avoir les plus fâcheuses conséquences pour la cause que l'on défend ?

Après *Sir A. Hickman*, *M. Fenwick*, député ouvrier du Northumberland, déclara comme ce dernier, mais en termes moins imagés, que « la dernière crise n'avait été qu'une goutte d'eau dans l'Océan si on la comparait à celle qui résulterait de l'adoption du bill ». Peut être n'y avait-il là qu'une illusion d'optique tendant à ce que, cette fois, la goutte d'eau ne devait pas tomber dans la coupe dorée des Compagnies. Celles-ci, si elles avaient eu d'ailleurs à choisir un délégué, n'auraient pu trouver homme plus dévoué à leur cause que l'honorable *M. Fenwick* ; le député ouvrier chercha surtout à mon-

trer, dans une forme que n'eussent point désavouée chez nous M. Ribot ou M. Aynard, les effets qu'avait eu en Russie pour les charbons anglais une récente hausse de 3 à 6 d. par tonne.

Pour finir, *M. J. Walton*, député de Barnsley et *M. Atherley-Jones*, député du Durham, contestèrent la nécessité de faire travailler dix heures de suite des jeunes garçons de treize ans et au-dessus : « Le résultat de cette pratique », déclara M. Walton, « est apparu dernièrement d'une façon alarmante. On a dû refuser un grand nombre d'hommes appelés pour le service dans l'Afrique du Sud. Il y a donc une dégénérescence physique de la race anglaise. »

Contrairement à l'attente générale, le vote pour la seconde lecture donna une majorité de 13 voix en faveur du bill : ce fut, il est vrai, une mesure toute platonique et, après un examen en commission, on se garda bien d'aller plus loin ; néanmoins le vote du 27 février 1901, venant d'une assemblée conservatrice, montrait de quel côté penchait la sympathie publique.

M. Jacoby, député du Derbyshire et quelques-uns de ses collègues, se rendirent compte de cette évolution et reprirent le projet dans la séance du 5 MARS 1902. « On peut à peine dire que ce bill émane d'un membre isolé, dit M. Jacoby (1), car il a derrière lui la gigantesque fédération des mineurs, fédération qui représente les

(1) *The Times*, 6 mars 1902.

cinq sixièmes des mineurs du pays. Il a aussi derrière lui la grande majorité du travail organisé du pays représentée par le Congrès des Trade-Unions. Aucune corporation n'est plus unie en faveur d'une journée légale de huit heures que celle des mineurs et ce sentiment est développé d'une façon remarquable. En 1892 nous avons été battus à une majorité de 112 voix et, depuis ce temps, l'appui donné au principe a grandi dans une énorme proportion, à tel point que, si le règlement de la Chambre l'avait permis, cinquante membres auraient apposé leur nom au dos du bill. Quel est le vrai motif de ses partisans ? Un motif très raisonnable : c'est que ceux qui sont engagés dans le travail des mines puissent voir un peu plus de la lumière du soleil et aient plus de temps à consacrer à leur propre amélioration sociale et à leur perfectionnement. L'opposition faite au bill vient de deux points différents, mais il y a tout lieu de croire que, même dans le Northumberland et dans le Durham, une grande minorité verrait volontiers passer le bill. On doit admirer la patience des mineurs et leur confiance dans les méthodes constitutionnelles : ceci devrait aujourd'hui fortifier leur cause. On a tenté des accords volontaires, mais l'expérience n'a pas été heureuse, la grande objection contre ce moyen étant qu'il ne présenterait pas de garantie de permanence. L'une des principales critiques adressées au bill, c'est qu'il interviendrait dans le travail des adultes ; mais on peut répondre à cela que le Merchant

Shipping Act, le Truck Act, la législation sanitaire et celle des chemins de fer y avaient déjà porté atteinte. Une autre objection, c'est que le bill élèverait les prix et agirait, par conséquent, sur la production et sur les salaires ; mais ces considérations ne doivent pas empêcher le passage du projet, car les mineurs sont les premiers à savoir ce dont ils ont besoin. »

Le discours de M. Jacoby fut suivi par une étrange déclaration de *M. Tomlinson* (Preston) sur laquelle le compte rendu du Comité des Houillères garde un silence prudent. Veut-on savoir pourquoi M. Tomlinson refusa de voter le bill ? Tout simplement pour que les mineurs du Lancashire qui jouissent d'ailleurs d'une santé admirable, selon l'honorable député, *pussent continuer à aller chaque année aux bains de mer (sic)*. A quoi *M. Wilson* (Durham), pourtant adversaire du projet, répondit « que l'honorable député avait fait une peinture pittoresque de la vie du mineur et qu'il regrettait vraiment que le sort ne lui eût pas permis de travailler dans de semblables conditions ; qu'il craignait néanmoins que de tels tableaux ressemblassent à la description de l'Eden dans « *Martin Chuzzlewit* », qu'il avait lu dans un journal londonien, dans le *Globe* sans doute, que les mineurs se faisaient une guinée par jour, travaillaient la moitié de l'année et étaient en vacances pendant l'autre, tandis que ceux qui se faisaient seulement 7 shellings n'avaient que trois mois de congé. Il serait bon, conclut ironiquement M. Wilson, d'envoyer

une délégation de nos jeunes gens aux localités où ces choses se passent, car ils auraient beaucoup à apprendre des mineurs de ce district ».

Le député du Durham n'en restait pas moins l'adversaire du projet : il ne niait pas que la Chambre des Communes eût le droit d'intervenir dans le travail des adultes, mais il suppliait les représentants des ouvriers « de poursuivre la réalisation de leurs désirs par des négociations et par une entière confiance en eux-mêmes. Leurs ancêtres en appelaient aux Communes, mais ils n'avaient pas alors le pouvoir d'association. Ils vivaient sous des lois inégales et c'était une offense pour les ouvriers de faire ce que les employeurs pouvaient faire avec impunité. Il avait vu des hommes traînés en prison, chargés de fer et enchaînés comme des criminels de droit commun. Mais ces jours étaient loin et ils étaient maintenant sur le même piédestal que leurs employeurs ».

M. Wilson peut-il alors expliquer l'utilité qu'aurait eu pour les travailleurs la conquête du pouvoir politique s'ils ne pouvaient s'en servir au mieux de leurs intérêts ? On peut admettre que tout irait fort bien si les rapports des hommes étaient toujours réglés par de libres conventions, mais alors quelle raison d'être auraient les Parlements, puisqu'ils ont pour mission d'imposer à une minorité des lois établies dans l'intérêt général ? Doivent-ils se borner à voter des augmentations d'armements et des tarifs protecteurs et peuvent-ils se désintéresser

du bien-être et de la santé des citoyens ? Il faudrait d'ailleurs savoir comment interviennent les accords dont parle M. Wilson ? N'est-ce pas le plus souvent à la suite de grèves meurtrières pour les patrons comme pour les ouvriers et plus ruineuses pour l'industrie que toutes les limitations légales du travail ? Si, à présent, les employés sont « sur le même piédestal » que les employeurs, n'est-ce pas afin de pouvoir imposer législativement les réformes qu'ils croient justes et utiles ?

M. Wilson céda la place à *M. Markham* (Nottingham, Mansfield), qui nia « que le vieux croquemitaine si souvent mis en avant par les exploitants », c'est-à-dire le renchérissement du charbon et, par suite, de tous les produits nationaux, fut capable de faire peur aux grandes personnes. Certes, les propriétaires de mines n'étaient pas tous des millionnaires et M. Markham ne croyait pas que leur bénéfice par tonne fût de plus de 6 d., « mais ils s'étaient attiré l'hostilité générale en haussant shelling par shelling, il y a quelques années, le prix du charbon, alors que les mineurs ne recevaient qu'un supplément de salaire dérisoire ». La hausse provoquée par le nouveau bill serait insignifiante si on la comparait à celles qui furent autrefois volontairement provoquées par les exploitants.

Au vote, la seconde lecture fut repoussée par une voix de majorité. Le bill ne devait plus être présenté devant la Chambre conservatrice et, quand il revint en discussion, le 11 mai 1906, devant la Chambre actuelle

ce fut avec de telles modifications qu'on peut difficilement saisir le lien qui unit ce débat aux précédents ; mais ce changement s'explique aisément. Jusqu'en 1906 les partisans des huit heures recherchèrent uniquement un vote *de principe* ; mais, les dernières élections leur ayant été entièrement favorables, ils comprirent que l'opposition au projet ne serait pas très énergique et qu'il faudrait désormais envisager les questions de détail qui rendent une loi pratique et applicable. En outre, dans l'intervalle, la loi française du 29 juin 1905 avait été votée et cette loi prévoyait un certain nombre de délais et de dérogations temporaires ou permanentes ; le Parlement britannique, pour ne pas être accusé de vouloir mettre le pays dans un état d'infériorité vis-à-vis des autres nations, ne pouvait pas ne pas tenir compte de ces atténuations.

Si les partisans des huit heures devaient attendre le mois de mai 1906 pour reprendre l'offensive, ils n'en tentèrent pas moins, avant cette date, d'atteindre leur objectif par un moyen détourné : nous voulons parler du bill tendant à réduire à huit heures la journée des jeunes gens au-dessous de 18 ans, qui vint en discussion devant les Communes le 17 MARS 1905.

La question du travail des enfants dans les mines était l'une de celles qui depuis longtemps avait attiré l'attention des Parlements européens : dès 1890, la conférence de Berlin avait émis le vœu que le travail souterrain des enfants de moins de 14 ans fut formellement

interdit ; la France et l'Angleterre, entre autres, se conformèrent à ce vœu mais en abaissant à 13 ans l'âge d'admission : chez nous le décret du 3 mai 1893 décida que les enfants de moins de 16 ans ne pourraient travailler plus de huit heures par jour et ceux de 16 à 18 ans plus de dix heures ; mais on sait que ce décret n'est qu'un leurre, car le travail *effectif* est seul réglementé et l'on peut retenir les enfants *au fond* de la mine pendant un temps illimité : c'est contre cet abus que veut réagir notre projet de loi de 1907. Certaines Compagnies, celle de Blanzky notamment, ont d'ailleurs compris que le travail des enfants au-dessous de 16 ans ne présente aucune utilité (puisqu'ils ne peuvent participer à l'abatage du charbon) et ont interdit la descente dans la mine de ces jeunes ouvriers. L'Angleterre a été moins loin que la France et ne s'occupe que des enfants de 13 à 16 ans en limitant à *dix heures* la durée de leur *présence* dans la mine (sur ce dernier point la loi anglaise est, malgré les apparences, plus efficace que la loi française) ; mais tout homme de bonne foi reconnaîtra que ces mesures sont insuffisantes et qu'il est véritablement honteux d'infliger à des gamins de treize ans un séjour de dix heures et plus dans l'obscurité de la mine et de les astreindre, pendant ce temps, à un travail aussi dur que le roulage des wagonnets chargés de charbon. Quelle que soit la respectabilité des intérêts en jeu, rien ne saurait justifier l'opposition systématique de certains parlementaires, tels que M. Harris, député de Tynemouth,

qui viennent déclarer froidement qu'une loi de huit heures pour les enfants « serait pour les propriétaires de houillères un accroissement de charges *sans aucune compensation* ». De tels exemples montrent quel est l'état d'esprit de certains adversaires de nos lois ouvrières et nous croyons qu'il n'est pas inutile de donner un certain développement au compte rendu de cette séance du 17 mars 1905, sur laquelle la publication du Comité des Houillères glisse avec une hâte significative : nous allons nous étendre sur des arguments un peu « sentimentaux » mais n'est-ce pas grâce à eux, plus qu'à toutes les statistiques, que nos grandes réformes ont été accomplies ? Comme pour le bill des huit heures des adultes, l'opposition vint des mines du Durham et du Northumberland ; il est vrai que le nouveau projet semblait dirigé principalement contre elles, car l'on espérait les amener facilement à composition en ce qui concernait le travail des hommes, lorsqu'on aurait réglémenté celui des enfants. Voici quelles étaient, en effet, les conditions d'exploitation dans ces deux districts : les mineurs adultes travaillaient en *deux postes* d'une durée moyenne de cinq heures et demie à six heures et étaient aidés par un *seul poste* d'enfants qui, descendus dans la mine quelque temps après les premiers piqueurs, avaient à fournir un effort quotidien de dix heures au minimum. Or, si l'on avait ramené à **huit heures** le travail de ces enfants sans en augmenter le nombre, le système du double poste n'aurait pu fonc-

tionner pour les adultes comme par le passé, car le piqueur a sans cesse besoin du jeune ouvrier pour les besognes accessoires ; il aurait donc fallu ne conserver qu'un seul poste d'adultes en lui *imposant un travail effectif de 7 heures à 7 heures et demie*, et congédier une partie de l'autre ; d'autre part, si l'on avait cherché à compléter les deux postes d'adultes par deux postes d'enfants, il aurait fallu augmenter le nombre de ces derniers dans une forte proportion et il est certain que le montant des salaires de ces nouveaux ouvriers aurait dû être pris sur l'ensemble du gain des anciens, enfants ou adultes. Ces quelques explications font comprendre pourquoi les mineurs du Durham et du Northumberland se sont toujours montrés hostiles à une loi des huit heures qui aurait touché *tous* les ouvriers du fond : nul doute qu'ils n'eussent approuvé notre loi française de 1905 qui ne protège que les piqueurs. Ce motif, aucun des représentants des deux districts opposants n'avait encore osé l'alléguer, mais, cette fois, il fallut jouer cartes sur table, car de vagues déclarations sur la liberté des contrats entre majeurs n'étaient plus de mise. Tour à tour MM. *Johnson* et *Fenwick* reconnurent avec beaucoup de franchise que le travail prolongé des enfants était nécessaire au bien-être des adultes. L'honorable M. *Johnson* (Gateshead) qui, paraît-il, a travaillé quarante ans dans les mines, mais que les souffrances de ses anciens compagnons n'émeuvent guère, s'étonna que l'on ait proposé l'âge de 18 ans et

non celui de 21 comme limite de la protection (il n'aurait d'ailleurs pas plus voté pour le bill dans un cas que dans l'autre). Une telle mesure créerait, d'après lui, dans la Durham une véritable confusion, car il y aurait au fond de la mine des garçons qui auraient à cesser leur travail au bout de huit heures et d'autres qui pourraient travailler deux heures de plus, de telle sorte que les piqueurs resteraient sans le secours de la moitié des jeunes aides. Un tel système pourrait-il jamais être employé dans une manufacture ?

Il est étrange de se voir blâmer par ses adversaires de ce que l'on est trop modéré : c'est pourtant le reproche qu'encoururent de la part de M. Johnson les promoteurs du bill relatif aux jeunes gens ; mais il faut avouer que l'honorable député était difficile à satisfaire, car quelques minutes plus tard, il déclarait que les interventionnistes avaient fait échec à la loi des huit heures en refusant d'admettre, en 1894, le principe de l'option locale. Si l'on est intransigeant, on déplaît à M. Johnson ; si l'on est conciliant on lui déplaît encore. Il est difficile, d'autre part, de le suivre quand il soutient que l'existence de deux catégories de jeunes gens, l'une protégée (ouvriers de moins de 18 ans) et l'autre libre (ouvriers de 18 à 21 ans), rendrait tout travail impossible pour les piqueurs. L'ancien régime connaissait déjà cette dualité : le bill de 1905 devait modifier simplement les conditions d'âge. Il était facile pour les Compagnies d'afficher des tableaux indiquant au

piqueur qu'il pouvait compter, jusqu'à telle heure, sur tel ou tel jeune garçon : il n'y aurait eu de la sorte ni surprise, ni confusion. En affirmant, d'ailleurs, qu'un pareil système ne pourrait être employé dans les manufactures, M. Johnson laissait apercevoir une certaine ignorance des grandes lois ouvrières.

L'attitude de M. *Fenwick*, quoique conciliante en apparence, fut des plus étrange. Le député du Northumberland, après quelques critiques générales contre le projet, déclara qu'il était néanmoins disposé à l'accepter pourvu qu'on substituât les quarante-huit heures par semaine aux huit heures par jour... et que la nouvelle loi ne fût pas applicable au Durham et au Northumberland. Nous ne pouvons voir dans la proposition de M. *Fenwick*, qu'on nous pardonne l'expression, qu'une simple plaisanterie, puisque c'était presque uniquement dans les deux districts qu'il parlait d'exempter, que se produisaient les abus contre lesquels le bill voulait réagir.

Si nous avons tout d'abord donné la parole aux adversaires du projet, il ne faut pas croire que les jeunes ouvriers n'aient pas eu aux Communes d'éloquents défenseurs : Sir Charles Dilke, l'un des hommes qui font le plus honneur au Parlement anglais et l'un des plus sincères amis de la France, prononça dans la circonstance un discours remarquable, dont nous ne pouvons nous empêcher de traduire quelques passages (1) :

(1) *The Times*, 18 mars 1905.

« On ne peut prétendre, déclara le député de Gloucester, que la liberté des contrats est violée par ce bill. Dans la législation protectrice des fabriques et des ateliers, les heures de travail des jeunes garçons au-dessous de 18 ans ont été limitées et cette limitation a eu l'effet d'amener, dans bien des cas, celle des hommes adultes dans les mêmes professions. Ce bill est justifié et l'âge de 18 ans l'est aussi d'après les principes généraux des lois sur les manufactures ; en ce qui concerne les métiers dangereux, le Parlement a toujours été très loin dans la restriction du travail et le ministère de l'intérieur a le pouvoir d'intervenir dans le fonctionnement des industries dangereuses et de faire des règlements affectant directement le travail des hommes adultes. Tout milite en faveur du bill et les chiffres montrent qu'il s'appliquerait à une occupation particulièrement périlleuse ; mais, néanmoins, j'ai le plus grand désir de discuter les arguments de mes honorables collègues MM. Johnson et Wilson (M. Wilson n'avait fait que reprendre les paroles de M. Fenwick). Dans une circulaire lancée par la « North of England United Coal Trade Association », l'opposition au bill se fondait sur ce que l'on aurait besoin d'un plus grand nombre de garçons et que ce supplément de jeunes ouvriers ne pourrait être trouvé. Je crois qu'il n'y a là qu'une illusion ; on ne peut, d'autre part, accepter l'idée d'une option locale ni admettre que le Durham et le Northumberland fassent exception à la loi, car l'industrie houillère ferait

la plus violente opposition à toute différenciation entre les diverses parties du pays. Personne n'a proposé d'option locale dans la législation des fabriques. L'offre d'une journée de 48 heures est plus conciliante : il est à croire que les 48 heures seraient groupées sur cinq jours de la semaine seulement, c'est-à-dire que l'on donnerait un jour sur quatorze aux jeunes ouvriers ; mais cela ne réduirait pas vraiment les heures de travail. Il est certain que personne ne songe à imposer au Durham et au Northumberland un changement immédiat, contraire à leur manière de voir, mais la façon dont on a récemment résolu la difficulté en France, c'est-à-dire la réduction graduelle des heures de travail, pourrait nous inspirer utilement. »

Avant le discours si ferme et si modéré de Sir Charles Dilke, la Chambre des communes avait pu goûter quelques paroles pittoresques et colorées de *M. T. Richard* (Montmouthshire W.). « Un grand nombre de garçons employés dans les mines », affirma l'honorable député, « travaillent au fond de 7 heures du matin à 5 heures du soir. Beaucoup doivent quitter leur demeure à 5 heures demie du matin et prennent des trains dont ils doivent, en hiver, essuyer la neige avec leurs vêtements ou avec leurs casquettes. Arrivés au fond du puits, ils ont à marcher, pour atteindre leur travail, un mille ou deux et quelquefois plus. La *Coal Trade Association of the North of England* a décrit cette marche comme une promenade au long de routes vastes et bien aérées —

quelque chose comme Parliament-Street. D'autres membres peuvent parler des mines du Durham et du Northumberland mais, quant aux mines du pays de Galles méridional, je défie le plus petit homme de les parcourir la tête relevée ; s'il le fait, il aura bientôt une preuve frappante et énergique qu'une attitude plus humble était nécessaire. Le résultat de ceci, c'est que les ouvriers qui ont travaillé pendant des années dans la mine prennent l'habitude de marcher courbés, même quand ils passent sous le dôme de la cathédrale Saint-Paul. C'est souvent en compagnie d'un millier d'hommes et de nombreux chevaux que les enfants doivent parcourir leur mille et demi, avec une lampe vacillante, au milieu de la poussière que cette armée en marche doit forcément soulever et à travers les cordes métalliques et autres obstacles. De sorte que, quand ils arrivent au chantier, ils sont déjà épuisés. Des centaines de jeunes gens quittent chaque année leur travail, après une courte expérience de la mine, avec une constitution altérée : leur mort précoce ne trouve pas place dans les statistiques ; de même beaucoup de mineurs, après avoir lutté jusqu'à l'âge de 40 ans, doivent quitter le travail et chercher un emploi précaire dans la voirie ou autre part : de ceux-là non plus les statistiques ne parlent pas. La Chambre doit faire son devoir et ne pas oublier que les jeunes garçons dont il s'agit sont non seulement les ouvriers, mais aussi les citoyens de l'avenir. »

Cet éloquent appel ne put convaincre les Communes et le bill fut repoussé à 58 voix de majorité : comme à l'ordinaire le gouvernement avait évité de prendre parti.

Ce vote fut le dernier émis par la Chambre conservatrice sur le travail des mineurs : quelques mois après, les élections donnèrent le pouvoir aux libéraux et le ministère Campbell-Bannerman, avec M. Herbert Gladstone à l'Intérieur, prit la place du ministère Balfour. La question dont nous nous occupons devait dorénavant entrer dans une phase entièrement nouvelle : les partisans du bill des huit heures étaient certains de l'appui de la nouvelle Chambre : il fallait maintenant sortir des pures discussions de principe et rendre la réforme acceptable par tous. D'autre part, le vote de notre loi de 1905 avait, nous l'avons déjà dit, fourni bon nombre d'indications aux partisans anglais des huit heures ; aussi quand *M. Brunner*, député du Lancashire, proposa le 11 MAI 1906 la seconde lecture d'un nouveau bill, signé par Sir Charles Dilke, MM. Enoch Edwards, Abraham (Rhondda), Sir Walter Foster, MM. Jacoby, Norman, Joseph Walton, Hall, Yoxall, John Hope et Howel Davies, la rédaction de ce projet différait-elle sensiblement de celle de tous les précédents. Cette fois la réduction devait se faire graduellement : le travail aurait été de 9 heures en 1907, de 8 h. 1/2 en 1908 et de 8 heures en 1909 et aurait pu être prolongé en cas d'urgence ; en outre, le bill ne devait pas toucher aux

conventions et usages antérieurs lorsque, dans certains districts, les heures seraient inférieures à celles qu'il imposait. Le projet avait, on le voit, un air de famille avec la loi française : on y retrouvait les dispositions de l'article 1^{er}, §§ 2 et 3, de l'article 4, bien qu'assez modifiées. Mais le texte anglais comptait les huit heures du jour au jour et non selon le système du *trait*, n'admettait pas de dérogations permanentes et ne déduisait pas du temps légal les repos et les repas ; enfin, distinction capitale, il s'appliquait, non seulement aux piqueurs, mais à tous les ouvriers du fond.

On peut résumer en une ligne la séance du 11 mai 1906 : chacun fut d'accord pour déclarer que l'on ne savait rien sur la question et qu'un supplément d'information s'imposait, ce dont nous convenons en toute sincérité. On avait, jusqu'à présent, beaucoup parlé de diminution de la production, d'augmentation des prix, de concurrence étrangère, mais on n'avait vu dans ces mots que des machines de guerre faites pour épouvanter l'adversaire ; et, dès qu'il avait fallu entrer dans les détails, présenter des chiffres qui fussent justifiés, on avait abouti aux plus étranges contradictions.

Il était, néanmoins, un peu gênant de faire ouvertement cet aveu d'incompétence, aussi accueillit-on favorablement une déclaration de M. John Wilson qui, après avoir affirmé une fois de plus que le Durham aurait le plus grand mal à se soumettre à la nouvelle loi, laissa néanmoins entendre « qu'il ne s'opposerait pas à

la seconde lecture, pourvu que le gouvernement nommât, sitôt après, une Commission chargée de faire une enquête complète et impartiale sur le travail des différents districts miniers ». Sur quoi, M. Burt et M. Fenwick, pour le Northumberland, firent chorus, le second avouant même que, puisque dans sa circonscription on ne pouvait contenter à la fois adultes et enfants et qu'il fallait faire souffrir les uns ou les autres, le mieux était de choisir le moindre des deux maux. « Ce que les députés qui proposent une enquête, continua-t-il, ont en vue, c'est d'obtenir l'assistance d'hommes aux idées impartiales pour solutionner un problème qui a déjoué jusqu'ici l'habileté de ceux qui y sont directement intéressés. »

Il y avait évidemment un changement profond dans l'attitude des envoyés du Durham et du Northumberland et l'on peut presque dire que, dès ce moment, l'opposition contre le bill était virtuellement brisée ; néanmoins, nous ne pouvons pas rendre pleinement hommage à l'esprit de conciliation de MM. Wilson, Burt et Fenwick, car ces honorables députés cherchaient seulement à tirer des circonstances le meilleur parti possible. Ils ne pouvaient douter que la loi des huit heures ne fût définitivement votée par la Chambre libérale : il était alors de bonne guerre qu'ils cherchassent à obtenir de leurs adversaires, par une feinte soumission, les meilleures conditions possibles pour les districts qu'ils représentaient ; M. Herbert Gladstone lui-même se laissa

prendre au piège et, devant tant de franchise et de magnanimité, offrit une solution qui semblait bien proche de l'ancienne *option locale*, repoussée en 1894. D'autre part, en proposant une enquête, les mêmes députés cherchaient peut-être à gagner du temps plutôt qu'à s'éclairer : en retardant le vote de la loi d'une, peut-être de deux années, les compagnies opposantes auraient le temps de modifier leur outillage, de changer l'organisation du travail et d'être prêtes à faire face à tous les événements : ne trouvons-nous pas la confirmation de ce que nous avançons dans le discours que M. Johnson, député du Durham et l'un des adversaires les plus acharnés du projet, prononçait un an plus tard et où l'on relève ces mots : « Je ne m'oppose pas au vote du bill ; si on nous l'impose nous FERONS TOUT NOTRE POSSIBLE POUR NOUS EN ACCOMMODER ». Ainsi donc, ce qui jadis était chimérique devenait possible à présent.

Quelques députés laissèrent entendre que la mesure proposée par les envoyés du Durham et du Northumberland n'était qu'une échappatoire, mais la majorité de la Chambre et le cabinet se prononcèrent en faveur d'une enquête. « Depuis 1890, déclara M. Gladstone, les débats ont pris nécessairement une tournure plutôt académique et le côté économique de la question n'a jamais été étudié par une autorité responsable ou neutre : par conséquent les opinions les plus divergentes ont prévalu. On a nié et affirmé à la fois que l'effet du bill serait de diminuer la production, d'ac-

croître le prix de revient du charbon et de réduire les exportations, de favoriser les producteurs étrangers, etc. Sur toutes ces questions des avis scientifiques et impartiaux doivent être donnés et le gouvernement est tout prêt à procéder à cette enquête sur les conséquences économiques de la proposition et à se laisser guider par les avis des principaux intéressés. » L'attitude de M. Gladstone était, on le voit, seulement sympathique au bill : ce n'est que par la suite, et cela est tout à l'honneur de l'éminent homme d'Etat, car le pouvoir émousse en général les convictions, que le ministre de l'Intérieur se prononça résolument et énergiquement en faveur des huit heures.

Après M. Gladstone, le sous-secrétaire *Herbert Samuel* défendit l'idée d'une enquête en termes qui devaient faire cesser les dernières hésitations de la Chambre : le programme parlementaire était si chargé qu'on ne pouvait songer à faire passer le projet en troisième lecture pendant la session actuelle et n'était-il pas raisonnable de chercher à résoudre, avant les prochains débats, les graves difficultés que soulevait le bill ?

Sur quoi l'enquête fut votée à la quasi-unanimité. Qui devait en être chargé ? On avait le choix entre une Commission parlementaire (*Select Committee*) et une Commission ministérielle (*Departmental Committee*). La première aurait eu l'avantage d'être plus directement en rapport avec la Chambre, mais la période des va-

cances aurait forcément interrompu ses travaux ; d'autre part, elle n'aurait peut-être pu renfermer dans son sein les spécialistes qu'une question de ce genre exigeait ; on aurait, en outre, connu d'avance ses conclusions, suivant que ses membres auraient appartenu à tel ou tel parti : toutes ces raisons firent que les Communes se prononcèrent en faveur d'une Commission ministérielle et, quelques jours plus tard, M. Gladstone en nommait les membres : ce furent : MM. Russell Rea, membre du Parlement, président, Sir Andrew N. Agnew, prof. Cox, S. W. Crombie, député, Sir R. Giffen, Lord Glantawe, prof. Redmagne, S. S. Wills, secrétaire.

Disons, dès à présent, que le « Departmental Committee », malgré toutes les critiques qui lui ont été adressées, fit œuvre solide et féconde : nous ne pourrions, étant limités par les dimensions que doit garder le travail que nous avons entrepris, entrer dans le détail des dépositions recueillies : nous nous bornerons à étudier d'assez près le rapport déposé en juillet 1907 ; ce rapport est un modèle de clarté, d'intelligence et de loyauté ; toutes les conclusions ne peuvent, sans doute, en être admises, mais il sera impossible à quiconque voudra désormais s'occuper de la réglementation du travail dans les houillères de Grande-Bretagne, de ne pas les prendre comme bases de sa discussion.

Les ouvriers mineurs, qui espéraient pour la plupart que la question des huit heures serait résolue en 1906,

boudèrent quelque peu la Commission et refusèrent pour la plupart de venir déposer : cela est certes très regrettable, mais l'impartialité des enquêteurs sut corriger les exagérations de certains témoignages patronaux et les résultats n'ont pas été faussés. Néanmoins, les mécontents ne voulurent pas attendre le dépôt du rapport et, le 12 AVRIL 1907, M. *Walsh* et les députés mineurs présentèrent en seconde lecture un bill tout à fait analogue à celui de 1906. Après avoir montré qu'une réduction de la production n'était pas à craindre, puisque l'ouvrier pouvait fournir un travail de plus en plus intense (on avait extrait en 1884, 161 millions de tonnes de charbon et 251 en 1906 avec un nombre d'hommes presque égal), l'honorable député du Lancashire prit à partie la Commission d'enquête en termes fort piquants : « On pourrait demander aux mineurs, dit-il, pourquoi ils n'ont pas soumis leur cas au Comité : c'est parce que les témoignages qui lui ont été fournis sont connus depuis vingt-cinq ans de toute personne possédant l'A. B. C. des affaires. Tout écolier qui a appris quelque chose sur les mines sait que certains puits sont plus profonds que d'autres, que certains hommes ont à voyager sous terre plus longtemps que d'autres, que tous les ouvriers ne descendent pas en même temps et ainsi de suite. La Commission a été chargée d'enquêter sur la production, les salaires, le travail, l'exportation, l'effet du bill sur les industries connexes. Jamais le capitaine Kidd, au cours de sa vie d'aventures, ne s'est embarqué

sur une mer aussi vaste : l'enquête pourra se poursuivre de la sorte jusqu'au jugement dernier. L'attitude des mineurs, dans cette affaire, me fait souvenir d'une anecdote racontée par Sydney Smith. Un de ses amis se figurait être amoureux d'une jeune dame et ne sachant que faire, consulta le spirituel doyen. « Mon bon ami », répondit ce dernier, « faites ce que vous voudrez, mais, quoi que vous décidiez, vous vous en repentirez. » Si les mineurs témoignent devant la Commission, ils se rendront complices d'atéroissements vexatoires et fatals. S'ils s'y refusent, on dira qu'ils n'ont pas osé soumettre leur cas ».

Certes, l'impatience de M. Walsh était des plus légitimes : il y avait longtemps que la réforme des huit heures aurait pu et dû être votée ; mais il était injuste de faire grief à la Commission d'un léger retard occasionné par un désir réel de faire la lumière plus complète sur des faits négligés jusqu'alors. « Dès le début de notre enquête », lit-on dans la préface du rapport, « nous nous sommes heurtés au défaut d'informations statistiques suffisamment récentes, concernant les heures de travail des houilleurs et nous avons jugé nécessaire d'obtenir certains renseignements avant de recevoir la déposition d'aucun témoin. » De pareils aveux sont tout à l'honneur de ceux qui les font et sont de nature à faire réfléchir certaines commissions parlementaires. D'autre part, quand M. Walsh accuse le Departmental Committee d'avoir fait un travail qui n'apprendrait rien

à des écoliers, on voit qu'il n'a pas encore lu le consciencieux rapport qui devait paraître quelques mois plus tard. Certes, les écoliers et les députés, par conséquent, savent que les puits sont plus profonds les uns que les autres et que la longueur du trajet souterrain n'est pas toujours la même : mais, dès qu'il faut apporter un chiffre précis, les écoliers se taisent, ce qui est bien naturel, et les députés se contredisent avec entrain. Le travail de la Commission nous permet, au contraire, de discuter sur un terrain solide et, sous ce rapport, il est d'une importance considérable pour tout homme d'intelligence ouverte qui n'est pas du métier, c'est-à-dire pour la plupart des parlementaires. N'y a-t-il pas, en outre, un avantage réel pour les partisans des huit heures à s'appuyer sur des arguments impartiaux et solidement établis et à battre leurs adversaires sur le terrain des faits après les avoir battus sur celui de la morale et du sentiment ?

C'est pour toutes ces raisons que M. Gladstone prit énergiquement la défense de la Commission d'enquête : il promit que, *sitôt le rapport déposé, le gouvernement présenterait un projet de loi*. Néanmoins il ne s'opposa pas à la seconde lecture du projet Walsh, qui fut votée à la presque unanimité, les députés du Durham et du Northumberland ayant, nous l'avons dit plus haut, cessé toute opposition.

Il ne pouvait y avoir là, après l'annonce du projet gouvernemental, qu'un vote de principe ; aussi, quand le bill Walsh vint le 22 août devant le « Standing Com-

mittee on Trade », M. Gladstone demanda qu'il fût renvoyé à la Chambre sans amendement comme insuffisamment motivé (1). On ne pouvait, en effet, être à même de discuter sérieusement avant le dépôt du rapport de la Commission d'enquête, et, à ce moment, le projet du gouvernement serait prêt. M. Walsh ayant protesté contre cette procédure, M. Lambton affirma que le bill de l'honorable député ne constituait qu'un exposé de principe, sur lequel ne pouvaient venir se greffer de sérieux amendements ; finalement la motion Gladstone fut adoptée par 19 voix contre 15.

Le 3 juin, Sir Henry Campbell-Bannerman, questionné à la Chambre, répondit que « le rapport de la Commission d'enquête prouverait combien une telle enquête était nécessaire. Le projet serait prêt d'ici peu de temps, mais le mieux serait qu'il fût soumis à la critique et qu'on en fit l'objet d'accords et d'améliorations, de compromis même au cours de l'automne. Un projet plus satisfaisant pourrait ainsi être adopté sans peine pendant la session suivante. »

Le surlendemain, une délégation de la Fédération des mineurs déclara que les ouvriers s'opposeraient énergiquement à toute tentative d'introduire dans la loi l'*option locale* ou le *contracting out*.

Quelques-jours plus tard, la Commission d'enquête déposait son rapport : nous lui consacrerons la seconde et la plus importante partie de ce travail.

(1) Y. circul. n° 3416 du Comité des Houillères.

CHAPITRE II (1).

L'ENQUÊTE DE 1906-1907.

Le rapport de la Commission ministérielle portant sur les questions les plus variées et les plus complexes, il n'est pas inutile pour la clarté du sujet d'en tracer brièvement, dès à présent, les grandes lignes : nous n'aurons d'ailleurs qu'à suivre, pour cela, les indications fournies par la préface (2).

Laissant de côté toute question de principe, le rapport envisage la limitation à huit heures de la durée du travail des ouvriers du fond dans les mines :

1° *Quant à ses effets éventuels sur la production :*

a) Eu égard à la production annuelle totale de la houille ;

b) Eu égard au prix de revient ;

2° *Quant à ses effets sur les ouvriers du fond :*

a) Effets économiques, eu égard à leur salaire et à leur emploi :

b) Effets sociaux, eu égard à leur santé et à leurs habitudes ;

(1) Nous suivrons, dans cette étude, le texte très fidèle du Comité central des Houillères de France (1907).

(2) P. 37.

3° *Quant à ses réactions économiques sur l'ensemble du commerce et des industries du pays.*

La première question intéresse plus particulièrement les Compagnies, la seconde les ouvriers, la troisième, l'industrie, le commerce et le public en général, mais on peut dire que toutes sont solidaires.

§ 1^{er}. — **Effets sur la production d'une limitation de la journée à huit heures.**

Avant d'envisager l'avenir, il était indispensable de bien connaître le présent ; avant de chercher à évaluer la diminution de production qu'occasionnerait le bill des huit heures, il fallait savoir quel était le nombre d'heures utilisées jusqu'ici pour le travail : c'est ce que la Commission d'enquête comprit dès ses premières séances ; aussi décida-t-elle qu'aucune déposition ne serait reçue avant que cette question primordiale ne fût résolue. « Je suis obligé de constater avec surprise », écrivait deux ans plus tard, dans des circonstances analogues, le vice-consul de France à Charleroi (1), « combien dans la discussion d'intérêts si étroitement liés, la passion des partis et aussi sans doute les éléments de la question provoquent d'opinions et même de chiffres contradictoires ». Ce qui était vrai en Belgique l'était peut-être plus encore en Angleterre.

(1) Enquête parlementaire belge. Circ. des Houillères, n° 3553.

La Commission avait, pour cette enquête préparatoire, besoin de renseignements de deux sortes ; les premiers concernaient le nombre d'hommes et d'enfants employés dans chaque charbonnage et le nombre de *jours de travail* fournis pendant chaque mois ; ils lui furent assez facilement communiqués par les ministères de l'intérieur et du commerce. Les seconds avaient rapport au nombre d'heures (de présence) réellement effectuées par les ouvriers des diverses catégories, à la durée du transport des hommes par les puits, à celle du trajet entre la recette des puits et les chantiers, enfin à la durée des poses pour repos et repas au fond ; la Commission déclara *ne rien posséder sur ce point* et crut devoir adresser, au nombre de plus de trois mille exemplaires, un questionnaire à tous les charbonnages du Royaume-Uni.

Il semble donc que les enquêteurs de 1907 ne tenaient aucun compte des statistiques publiées en 1892 par la Commission royale du travail et présentées le 4 mars 1902 devant la Commission sénatoriale française par le Comité des Houillères (1) : ces statistiques étaient, certes, rudimentaires et ne cherchaient pas à décomposer le travail, sauf quelques exceptions ; mais les résultats globaux n'en étaient pas négligeables et n'offraient pas de différences très sensibles pour beaucoup de districts avec ceux de 1907. Sans les adopter, la Commission

(1) Voir Brochure du Comité, 1902, p. 19.

aurait peut-être pu leur faire l'honneur d'une mention.

Les directeurs de charbonnages occupant 84 0/0 des ouvriers du fond répondirent au questionnaire de la Commission et fournirent des tableaux contenant : 1° une analyse indiquant la subdivision du personnel minier en piqueurs et autres ouvriers travaillant au front de taille ; 2° une analyse du nombre d'heures passées au fond par ces différentes catégories d'ouvriers ; 3° un relevé du nombre de jours pendant lesquels, au cours d'une semaine ou d'une quinzaine, la durée du travail est ramenée à une journée plus courte, et l'indication du nombre de jours pendant lesquels les charbonnages sont entièrement arrêtés ; 4° des recherches sur la pratique des postes d'abatage multiples ; 5° un relevé du nombre d'heures (trait) pendant lesquelles le charbon est extrait.

Grâce à ces statistiques, la Commission put résoudre un premier problème qui consistait à évaluer le nombre d'heures de travail des différents ouvriers qui seraient soustraites à la production par l'établissement d'une journée maxima de huit heures.

Mais, en dehors de ces données théoriques et un peu rigides sur le nombre et sur la longueur des journées de travail, la Commission avait besoin d'éléments plus flottants ; ils concernaient : 1° l'absence *involontaire* au travail, résultant de l'arrêt total des charbonnages pour des motifs divers ; 2° l'absence *volontaire* au travail, imputable individuellement aux ouvriers,

alors que les puits leur sont ouverts et sont en exploitation.

Ces nouveaux renseignements furent obtenus, soit des propriétaires, soit du ministère du commerce.

Toutes ces recherches permirent à la Commission d'enquête d'établir d'une façon presque certaine *la durée moyenne de la journée, calculée du carreau au carreau*, pratiquée par *toutes* les catégories d'ouvriers du fond dans le Royaume-Uni : cette durée était de 9 HEURES 3 MINUTES, avec un temps moyen de 8 H. 36 pour les piqueurs et de 9 H. 28 pour les autres travailleurs ; ces trois chiffres ne s'appliquaient pas, dans l'esprit de la Commission, à chaque ouvrier considéré individuellement, *le premier descendant étant le premier remontant*, mais mesuraient le temps qui s'écoulait depuis la *descente du premier ouvrier* jusqu'à la *remontée du premier ouvrier* ou depuis le *milieu* de la descente des ouvriers jusqu'au *milieu* de la remontée, ou depuis la descente du *dernier* ouvrier jusqu'à la remontée du *dernier*. C'était, semble-t-il, la meilleure façon de comprendre la journée de huit heures.

Ce premier résultat étant acquis, voici quel serait l'effet de la réduction de travail proposée par les bills.

1° OUVRIERS DE TOUTE NATURE EMPLOYÉS

AU FOND 11.60 0/0

2° PIQUEURS. 7 0/0

3° AUTRES OUVRIERS DU FOND 15 1/2 0/0

La Commission examinait ensuite dans quelle proportion les principaux districts seraient touchés par cette première réduction, globale et très rudimentaire ; les ouvriers de l'Est de l'Ecosse gagneraient environ dix minutes, ceux du Lancashire ouest et de Cardiff une heure et demie à deux heures et demie ; c'étaient là les deux extrêmes.

Nous avons suivi jusqu'ici scrupuleusement le rapport de la Commission : quelles conclusions tirerons-nous de ces premiers résultats ; résultats qui ne peuvent être mis en doute puisqu'ils procèdent du plus élémentaire calcul et de données *fournies par les Compagnies elles-mêmes* ?

Jetons d'abord un coup d'œil en arrière et voyons si, dans les discussions parlementaires antérieures à 1907, les adversaires du bill des huit heures s'étaient rapprochés, dans leurs évaluations, des chiffres de la Commission d'enquête ; nous ne prenons que quelques exemples.

En avril 1894, la *Mining Association of Great Britain* déclarait que le projet entraînerait une réduction de la production de 20 à 25 0/0 ; le 27 février 1901 Sir. A. Hickman parlait de 30 0/0, le colonel Pilkington, dans une lettre au *Times* du 4 mars de la même année, de 25 0/0 au moins. Nous n'avons pas besoin d'insister sur la contradiction flagrante qui existe entre ces chiffres et celui de la Commission (11,60 0/0) : remarquez

que ce dernier est tout à l'avantage de nos adversaires, puisqu'il suppose provisoirement que la réduction en *travail* sera exactement correspondante à celle en *temps*, ce que nous n'admettons pas un seul instant. En outre, nous n'avons pas encore fait entrer en compte les instants qui, perdus actuellement, pourraient être affectés au travail sous le régime des huit heures. Mais, disons-le dès à présent, de quelle valeur peuvent être les arguments pratiques des non-interventionnistes anglais quand leurs premiers calculs sont aussi radicalement faux ? Qu'ils ne viennent pas chercher à nous contredire en affirmant que la réduction de la journée du mineur porterait uniquement sur le travail et non sur les trajets, les repos et les repas ! Cela est d'abord discutable, et même si l'on adoptait cette thèse, le chiffre de la réduction ne passerait que de 11,60 0/0 à 12 0/0 ou à 13 0/0. Il y a loin de là aux 25 ou 30 0/0 dont nous avons parlé plus haut.

Avant d'aller plus loin, ne serait-il pas intéressant de rechercher rapidement si la réduction de temps qu'imposerait aux houillères anglaises une loi des huit heures, calculées du jour au jour et que la Commission évalue provisoirement à 11,60 0/0, serait plus basse ou plus élevée que celle qu'une loi identique imposerait à d'autres pays ? En un mot, l'Angleterre est-elle l'une des nations qui devraient renoncer, dans leurs mines, au plus grand nombre d'heures de travail si la réforme dont nous nous occupons prenait un caractère

universel ? C'est là une question, sinon décisive, du moins nullement négligeable, car dans un changement de ce genre, en dehors de toute considération économique, il est bon d'envisager l'étendue de l'effort à fournir.

Nous étudierons successivement la situation, en Belgique, en France, en Autriche, en Allemagne et aux Etats-Unis, en nous servant de quelques documents que le Comité des Houillères de France a bien voulu mettre à notre disposition avec une bonne grâce parfaite : leur origine sera la meilleure garantie de notre impartialité.

La France, l'Autriche et l'Allemagne, dans quelques cas exceptionnels, ont déjà réglementé la durée du travail au fond des mines ; mais aucun de ces trois pays ne possède une loi des huit heures, comptées du jour au jour ; quant à la Belgique, malgré de nombreux projets, elle ne connaît encore aucune réglementation : la situation de ce dernier pays étant des plus simples, c'est par lui que nous commencerons.

Voici les renseignements que nous donne le rapport de la Commission d'enquête belge (8 mars 1907) (1). « Dans l'état actuel de la question, la durée du *séjour* dans les mines est, pour le plus grand nombre des ouvriers, de *10 heures à 10 heures 1/2* en moyenne : pour certaines catégories, principalement pour les ouvriers occupés au transport des produits abattus, elle est

(1) Circulaire n° 3366 du Comité des Houillères, p. 49.

même un peu plus élevée (11 à 12 heures).» Ces moyennes sont, on le voit, assez approximatives et n'ont pas l'exactitude de celles qui nous sont fournies par les statistiques anglaises ; elles peuvent, néanmoins, nous suffire et nous nous contenterons de donner, pour les rendre plus expressives, un tableau de la durée de présence journalière des principales catégories d'ouvriers dans les cinq grands districts :

COUCHANT DE MONS		CENTRE		CHARLEROI		NAMUR		LIÈGE	
Nombre de mines	Heures	Nombre de mines	Heures	Nombre de mines	Heures	Nombre de mines	Heures	Nombre de mines	Heures
Ouvriers à veine.									
3	9 à 9 3/4	2	9	35	9 1/2 à 10 1/2	5	8 à 9	8	7 1/2 à 8 1/4
13	10 à 11	8	10 à 11			6	10	28	8 1/2 à 9 1/2
								4	10 à 11 1/4
Chargeurs et traîneurs.									
3	10 à 10 1/2	2	9 à 9 1/2	9	10 1/4 à 10 1/2	5	8 à 9	14	8 1/4 à 9 3/4
13	11 à 12	8	10 à 11	31	11 à 12	2	10 à 10 3/4	24	10 à 11 1/2
2	12 1/4 à 12 1/2			1	12 1/2	4	11 à 12	2	12

Il paraît donc certain que la Belgique, pour arriver à la journée de huit heures, devrait réduire le travail de ses *piqueurs* de DEUX HEURES A DEUX HEURES ET DEMIE et celui des autres travailleurs du fond de TROIS A QUATRE HEURES, alors que le sacrifice imposé à l'Angleterre

serait de trente-six minutes pour les premiers ouvriers et d'une heure vingt-huit minutes pour les seconds.

Pour la *France*, la comparaison est plus difficile à poursuivre, car la loi de 1905 a changé du tout au tout la situation des piqueurs sans toucher à celle des autres ouvriers.

La journée de travail des piqueurs, quand la loi de 1905 sera intégralement appliquée, c'est-à-dire à la fin de 1909, sera de huit heures, calculées depuis l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendants jusqu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontants ; on en peut déduire que *le temps de présence* du piqueur, si l'on y ajoute les repos réglementaires (art. 2), sera de neuf heures environ, c'est-à-dire qu'il sera supérieur d'une demi-heure au temps de présence *actuel et non réglementé* dans les mines anglaises. Nos houillères à qui la loi de 1905 a imposé un sacrifice certain, devraient donc en consentir un nouveau, égal cette fois à *une heure*, pour appliquer la journée de huit heures comptées du jour au jour ; les compagnies anglaises, à *qui la loi n'a rien encore demandé*, arriveraient au même but en renonçant à trente-cinq minutes de travail.

Si nous passons aux ouvriers du fond non protégés par notre loi de 1905, nous manquons de renseignements rigoureusement exacts ; dans le « Mémoire », adressé le 6 novembre 1901 par le Comité central des Houillères à la Commission du travail de la Chambre, nous li-

sons (1) que le temps de présence est à cette époque, pour les chargeurs et rouleurs, de 10 heures dans le Nord et le Pas-de-Calais, de 10 heures à 10 h. 1/2 dans la Loire, de 10 mais parfois de 11 et de 12 heures dans le Gard.

On soutint, lors de la discussion de la loi de 1905, que la réduction du travail des piqueurs entraînerait un résultat identique pour les autres ouvriers du fond : chacun sait que cette espérance n'a pas été réalisée et M. Léon Janet déclare dans son rapport du 10 mars 1907 (2) « qu'il est parfaitement vrai que les rouleurs ne peuvent que transporter le charbon abattu par les piqueurs et que, par conséquent, le travail des rouleurs est fonction de celui des piqueurs. Mais comme, avant la loi, dans la plupart des mines, la journée des rouleurs était plus longue d'au moins une heure que celle des piqueurs, elle restera encore sensiblement plus longue après l'application intégrale de la loi ».

Ainsi donc en 1910, à moins que le projet de 1907 ne soit définitivement voté, le travail des rouleurs et chargeurs sera aussi long, sinon plus, que celui des mêmes ouvriers *actuellement* occupés en Angleterre.

En Autriche, la loi du 27 juin 1901 a fixé à *neuf heures* la durée du poste dans les charbonnages (modifiant ainsi le paragraphe 3 de la loi du 21 juin 1884) (3).

(1) P. 13 et suiv.

(2) Voir *Journal officiel* du 11 mars 1907.

(3) Sur 68.042 ouvriers employés en 1900, 47.909 travaillaient dix heures et plus.

Vu la facilité des dérogations sous le régime de la loi de 1904, il semble que le travail soit plus court actuellement dans les mines de Grande-Bretagne que dans les mines austro-hongroises.

Il résulte donc de ces quelques constatations que l'Angleterre est à présent plus près de la journée de huit heures que la Belgique, la France et l'Autriche et qu'elle ne s'est imposé encore aucun sacrifice, alors que la loi a déjà touché les deux derniers pays mentionnés ci-dessus.

Il semble, au contraire, que la durée du travail au fond soit plus courte en *Allemagne* et aux *Etats-Unis* que chez nos voisins d'Outre-Manche.

En *Allemagne* la situation est réglée par la loi du 14 juillet 1905 qui n'a pas, à proprement parler, limité la durée du travail mais a donné un caractère obligatoire aux règlements de chaque district (sauf pour les mines où la température est supérieure à $+ 28^{\circ}$ Celcius et où l'on ne peut imposer aux ouvriers plus de six heures de présence) (art. 93).

Par suite de ces dispositions, le règlement de travail adopté par le Comité des houillères de Westphalie décide (1) : 1° que la durée de présence des ouvriers du fond sera de huit heures ; 2° que la même durée sera de neuf heures pour les signaleurs aux recettes, conducteurs de chevaux, etc. La loi autorise, néanmoins,

(1) Circulaire du Comité des Houillères, n° 3396.

une prolongation d'une demi-heure dont les Compagnies semblent profiter en général.

Il semble donc que la journée de travail en *Westphalie* et en *Basse-Silésie* (258.000 ouvriers) est de huit heures un quart à huit heures et demie (en faisant entrer en compte les dispositions de l'art. 91). Mais ces basses durées ne se rencontrent pas dans toute l'Allemagne, car en *Haute-Silésie* (district où 59.000 personnes sont employées au fond) la moyenne est de *dix à douze heures* de travail, si bien que l'on arriverait pour l'ensemble de l'Empire à une journée très voisine de la journée anglaise (9 heures 3 minutes). Il n'en faut pas déduire que la Grande-Bretagne devrait fournir, pour arriver à la journée de huit heures, un effort égal à celui de l'Allemagne. *Le travail était, il y a vingt ans, sensiblement égal en Grande-Bretagne à ce qu'il est aujourd'hui* : il suffit, pour s'en convaincre, de comparer les chiffres de l'enquête de 1907 et ceux de la Commission royale de 1892 : on constate à peine une différence de quelques minutes.

Le tableau suivant permet, au contraire, d'apprécier l'effort fourni *depuis 1900* par les mines de Basse-Silésie qui appliquent aujourd'hui la journée de huit heures (1).

DURÉE DU TRAVAIL EN 1900.

OUVRIERS DU FOND PROPREMENT DITS :

Pour 47.3 0/0.	8 heures
— 52.5 0/0.	10 —
— 0.2 0/0.	12 —

(1) Annexe n° 5 à la Réponse au questionnaire du 25 juillet 1901.

AUTRES OUVRIERS DU FOND :

Pour 47 0/0	8 heures
— 50.2 0/0	10 —
— 2.8 0/0	12 —

Aux *Etats-Unis*, cinq Etats (Arizona, Maryland, Missouri, Montana et Wyoming) ont réglementé la durée du travail, mais la Cour suprême a annulé, comme contraires à la Constitution, toutes les lois qui se rapportaient à cette réglementation. Il semble, néanmoins, que l'usage a fixé, dans ces dernières années, le temps de présence journalier des mineurs entre 8 heures et 8,64 dans les trois Etats où la production est la plus forte, c'est-à-dire la Pennsylvanie, l'Illinois et l'Ohio, mais là aussi le travail était beaucoup plus long il y a quelques années.

De cette un peu longue digression nous pouvons tirer une double conclusion : 1° c'est que *l'Angleterre est, de tous les pays producteurs de houille, celui qui pourra instituer le plus facilement une journée de travail de huit heures du jour au jour* ; elle est déjà très près de cette journée et, à l'opposé des deux pays qui sont dans le même cas, elle n'a encore consenti aucun sacrifice dans la voie de la réduction du travail. Nous n'envisageons, bien entendu, pour l'instant, cette question qu'à un simple point de vue statistique, laissant de côté toutes les considérations économiques, géographiques ou politiques que l'on ne peut négliger dans une étude de ce genre.

2° Les deux pays qui ont adopté une journée très proche des huit heures, l'Allemagne et les Etats-Unis, *sont les concurrents les plus directs, en réalité les seuls concurrents de l'Angleterre* : sans cesse menacés par cette dernière, ils ne se seraient pas imposé un sacrifice qui eût pu entraîner leur ruine ; ils ont donc donné un exemple que la Grande-Bretagne peut suivre avec confiance. Ce pays possède d'ailleurs une organisation du travail minier si spéciale que ces premières données vont se trouver modifiées, par la suite, en faveur de la thèse que nous avons adoptée.

Nous avons supposé jusqu'ici que la réduction de temps de 11,60 0/0 qu'entraînerait le vote d'un bill des huit heures porterait sur *tous les jours de la semaine* ; mais la lecture du rapport de 1907 nous fait voir rapidement qu'un tel mode de calcul serait erroné. En aucune mine de Grande-Bretagne, sauf dans celles de la Forest of Dean, l'ouvrier ne fournit, *six jours* durant, un travail pouvant être qualifié de complet (nous ne faisons pas entrer en compte le dimanche, jour de chômage légal) ; par suite de coutumes invétérées, le nombre d'heures est réduit *une fois ou deux par semaine* (short day) et le samedi est, dans beaucoup de districts, un jour de repos complet (total stop day).

La Commission d'enquête nous fournit un tableau détaillé de la situation dans les différentes exploitations (1) : il en résulte que, par quinzaine, le Yorkshire,

(1) Rapport, p. 47.

Manchester, le Lancashire Ouest, le Cumberland, le Midland, le Stafford, une partie du Pays de Galles du Sud et de Swansea, le Somerset ont dix jours de plein travail et deux jours de travail partiel ; le Durham et le Northumberland un jour de chômage total, un jour de travail partiel et dix jours de plein travail ; une partie de l'Ecosse-Est un jour de chômage total et onze jours de plein travail ; l'Ecosse-Ouest deux jours de chômage total et dix jours de plein travail ; Cardiff, le Monmouthshire et une partie de Swansea quatre jours de travail partiel et huit jours de plein travail, etc.

Il est clair qu'une loi des huit heures ne pourrait toucher aux journées de chômage, soit total soit partiel, et que son effet sur la production serait restreint de ce seul fait ; mais ce n'est là qu'une observation générale et il n'est pas inutile de chercher à évaluer aussi exactement que possible le nombre d'heures d'ouvriers du fond qui subiraient pendant un temps donné, une semaine par exemple, la réduction de 11,60 0/0 mentionnée plus haut ; ce résultat obtenu, on n'aurait plus qu'à établir une proportion avec le nombre total d'heures pour savoir à quel chiffre devrait être ramenée notre première réduction théorique ; le rapport nous fournit, sur ce point, les plus précieuses indications. Considérant le nombre de journées effectuées par 100 personnes et par quinzaine, on trouve qu'il y a 976,36 journées complètes et 184,20 journées partielles ; si l'on compte par semaine, on obtient 488,18 journées complètes et

92,10 journées partielles (dont 67,35 samedis) ; la semaine peut donc se décomposer ainsi :

Journées à plein travail.	4.88
Samedis	0.67
Autres jours de travail partiel	0.25
Soit journées de travail partiel	0.92
Journées de chômage total	0.20
Au total	<u>6.00</u>

Ces premiers résultats combinés avec ceux qui concernent la moyenne de la journée et de la semaine à plein travail donnent une longueur moyenne de 6 h. 13' à la journée de travail partiel et on en déduit facilement que sur les 600 jours qui sont à la disposition de 100 personnes en une semaine (100×6), 488 sont occupés à plein travail (9 h. 3' chacun), 92 en travail partiel (6 h. 13' chacun) ; il y a enfin 20 journées de chômage total.

On obtient donc *par personne* et par semaine 49 h. 53 MINUTES ($9 \text{ h. } 3' \times 4,88 + 6 \text{ h. } 13' \times 0,92$) sur lesquelles 44 h. 10, sont affectées aux journées de plein travail et 5 h. 43, à celles de travail partiel. La proportion est de 88,54 0/0 pour les premières et de 11,46 pour les secondes et les journées de plein travail devant être seules touchées par la loi des huit heures nous devons, pour corriger nos anciennes évaluations de la réduction, les multiplier par 0,0854 ; nous obtenons ainsi :

1° Pour toutes les catégories d'ouvriers du fond.	$11.6 \times 0.8854 = 10.27$	0/0
2° Pour les piqueurs seulement . . .	$7.0 \times 0.8854 = 6.20$	0/0
3° Pour les autres ouvriers du fond .	$15.5 \times 0.8854 = 13.72$	0/0

Pour conclure, il résulte de ces calculs que l'adoption de la journée de huit heures dans les mines anglaises ne pourrait faire subir, *au maximum*, au temps passé actuellement au fond par l'ouvrier qu'une réduction de 10.27 0/0 : ce dernier chiffre, dont l'exactitude ne peut être contestée, montre que l'effort que devrait fournir l'Angleterre et que nous avons comparé à celui des autres pays producteurs de charbon *serait de 1.33 0/0 moindre que nous ne l'avions prévu tout d'abord* ; c'est là un avantage dont on ne trouve l'équivalent nulle part en dehors de la Grande-Bretagne ; le chômage entier et partiel du samedi est en effet une habitude toute locale, qui se généralisera peut-être par la suite, mais qui à l'heure actuelle est propre à nos voisins d'Outre-Manche ; nous sommes bien obligés d'ailleurs de la considérer comme invétérée, car si l'on nous permettait de la supprimer et de répartir également sur les six jours de la semaine un travail de quarante-huit heures, la réforme que nous soutenons serait presque immédiatement applicable ; à peine perdrait-on deux heures par semaine ; mais quiconque a approché les ouvriers anglais ne peut que souscrire à la conclusion de la Commission d'enquête (1). « Les jours de

(1) P. 63.

chômage total ne pourront guère disparaître et laisser de temps disponible. Nous considérons que dans les cas où un samedi ou bien un samedi tous les quinze jours ou bien tout autre jour usuel est devenu, de par les mœurs, un jour de chômage total, il y a peu de chances de revenir à la pratique du travail ce jour-là et nous ne prenons pas ce cas en considération. » Peut-être pourrait-on gagner quelques minutes sur le chômage partiel des autres jours de la semaine, mais les résultats seraient presque insignifiants : ce n'est pas dans cette direction qu'il faut chercher un remède à la diminution de production que pourrait entraîner un bill des huit heures.

Nous sommes donc arrivés, en suivant le rapport de la Commission, à une réduction de 10.27 0/0 pour l'ensemble des ouvriers : mais ce chiffre n'est encore que théorique et *suppose que le temps des 49 heures 53 par semaine ou des huit heures par jour est et sera entièrement employé au travail* : or, rien n'est plus contraire à la vérité.

Voyons tout d'abord ce qui *se passe* A PRÉSENT : nous ne faisons plus entrer en ligne de compte les chômages habituels, totaux ou partiels, résultant de la coutume ; nous nous occuperons uniquement de deux phénomènes plus complexes : 1° *l'arrêt des mines* ; 2° *l'absentéisme volontaire des ouvriers*. Ces phénomènes sont assez variables pour que la Commission n'ait pu en tenir

compte lorsqu'elle a cherché à établir la durée *théorique* de la semaine de travail : ils sont néanmoins renfermés dans des limites assez étroites, pour qu'on puisse en donner une idée approximative.

§ 1. — La Commission se sert pour calculer le temps enlevé au travail par les arrêts accidentels des mines de rapports recueillis par le département du Travail du Ministère du Commerce. La semaine y est comptée comme de *six journées* et l'on ne fait pas de distinction entre celles de travail total et celles de travail partiel, pourvu que *ces dernières résultent de la coutume*, sinon elles sont comptées comme *fractions*. Ceci posé, il ressort des rapports que la semaine moyenne de travail a été, de 1896 à 1906, de 5,21 jours (extrêmes : 5,03 en 1905, 5,46 en 1900), les variations de mois en mois étant plus sensibles que celles d'année en année à cause des fêtes (extrêmes : 4,93 en juin, 5,46 en décembre). De 1901 à 1906, l'effet de ces jours fériés a été de diminuer le nombre de jours de travail effectués par semaine de 0,17.

Si donc l'on considère une semaine normale, sans jour férié, le travail est de $5,21 + 0,17 = 5,38$ jours : c'est là le temps pendant lequel les puits sont exploités : mais s'ils l'étaient *sans interruption* le travail serait de 5,80 jours (0,20 représentant les journées de chômage total et coutumier). La différence entre 5,80 et 5,38 représente le temps (0,42 jours) pendant lequel les puits ne sont pas exploités, « par suite, dit la Commis-

sion, du mauvais état des affaires, d'accidents, de grèves et de causes diverses (1). »

Il y a donc une perte de 7.24 0/0 et nos 49 h. 53 m. sont ramenées à 46 h. 16 m.

§ 2. — L'absence volontaire des ouvriers, aux jours où le travail est possible, est un fait trop important en Angleterre pour qu'on puisse n'en pas tenir compte : je ne sais si quelque chose de semblable se produit dans les autres pays miniers ; des cas isolés pourraient parfois être relevés en France, mais on peut certainement affirmer, comme le faisait en 1904 M. Grüner, « qu'en toute saison il n'y a presque pas de chômeurs parmi les mineurs (2) » : il y a là une question de discipline et de tempérament.

En Angleterre, le nombre des travailleurs présents offre aux différents jours de la semaine des écarts considérables ; l'exemple suivant, fourni par la Commission, est caractéristique : il s'agit d'un charbonnage-type.

	Nombre de piqueurs au travail	Nombre d'autres ouvriers	Total	Production
Lundi	601	359	960	1.209
Mardi	830	422	1.255	1.896
Mercredi	819	411	1.230	1.710
Jeudi	811	417	1.228	1.676
Vendredi	825	419	1.244	1.832
Samedi	712	392	1.104	1.486

Considérant l'année 1899, année de demande abondante et de travail intensif, la Commission évalue l'ab-

(1) P. 54.

(2) Commission du travail de la Chambre, 6 novembre 1904.

sentéisme volontaire à 6.1 0/0 du personnel du fond ; en 1905, année peu active, la proportion est de 7.1 0/0. Remarquons que le rapport n'envisage que les absences provenant d'une libre décision de l'ouvrier et non celles qui ont pour cause la maladie ; elles ne concernent que les hommes qui ont pu travailler *un jour de la semaine autre que celui où le chômage est constaté*.

La pratique de l'absentéisme varie selon les districts : elle est maximum dans le Lancashire Ouest (11.1 0/0 en 1899, 14.1 0/0 en 1905) et minimum dans le Durham (4.3 0/0 en 1899, 3.9 0/0 en 1905). Voici quelques autres moyennes relevées par la Commission (année 1905) :

Ecosse-Est	5.0	Northumberland . . .	4.6
Yorkshire	8.3	Pays de Galles-Nord .	11.3
Swansea	4.5	Forest of Dean . . .	6.0
Stafford	9.3	Cardiff	5.1

La moyenne générale pour le Royaume-Uni pour les deux années 1899 et 1905 est de $\frac{6,1 + 7,1}{2} = 6,6$ 0/0

et de 6,12 0/0 ou 3 h. 3' par semaine si l'on considère la semaine de plein travail (49 h. 53'). Il résulte donc de tous ces calculs que la semaine de plein travail est ramenée, du fait de l'arrêt des puits et de l'absentéisme, de 49 h. 53' à 43 h. 13'. Ce dernier chiffre représente le nombre effectif d'heures de présence, du carreau au carreau, pour toutes les catégories d'ouvriers, pendant les semaines normales ; il est extrêmement intéressant, car il nous permet de comparer la semaine de travail actuelle et celle qui résulterait, soit théoriquement, soit pratiquement, du vote d'une loi des huit heures.

Considérons par exemple un district, tel que le Cumberland, le Yorkshire, le Midland, le Lancashire-Ouest, qui fournit actuellement par semaine 5 jours de plein travail et 1 jour de travail partiel ; admettons que la nouvelle loi ne touche pas à ce dernier, il n'en reste pas moins vrai que, grâce à elle, le travail hebdomadaire serait de $8 \times 5 + 6 \text{ h. } 13' = 46 \text{ h. } 13'$, c'est-à-dire sensiblement supérieur à la moyenne effective actuelle (43 h. 13'). Il n'y a là évidemment qu'une indication et il faudrait supposer, pour que ce résultat soit atteint, que la réduction provenant de l'absentéisme et de l'arrêt des puits ait été considérablement restreinte (3 h. au lieu de 6 h. 40'). Cette supposition, sommes-nous en droit de la faire ? Ainsi que le fait fort justement observer le rapport (1), « il ne s'agit plus maintenant d'une enquête purement statistique, mais également physiologique et psychologique et pour partie financière ».

Si notre réponse est négative, il nous faudra admettre définitivement la réduction de 10,27 0/0 établie plus haut, quitte à rechercher telles modifications dans le mode d'exploitation qui viendraient contrebalancer l'effet de cette perte de temps ; si elle est affirmative, les Compagnies verront, au lendemain de l'application de la loi, cette réduction de 10,27 0/0 s'affaiblir dans une proportion considérable et sans aucun effort de leur part : de sorte que les améliorations qu'elles apporte-

(1) P. 60.

raient par la suite dans leurs mines seraient, non pas le remède qu'exigerait une situation critique, mais une nouvelle source de bénéfices.

Remarquons tout d'abord, avec la Commission, qu'il serait théoriquement impossible de regagner *entièrement*, sous le régime des huit heures, le temps actuellement perdu par suite de l'arrêt des puits ou de l'absentéisme : chaque journée manquée étant de 9 h. 3', il est certain qu'elle ne pourrait être compensée par une autre journée de 8 heures.

Mais s'il s'agit d'un gain *partiel*, les raisons énoncées dans le rapport sont si convaincantes que nous sommes obligés de nous y soumettre. « La plus grande partie des arrêts des puits », y lit-on (1), « est due au manque de commandes et de wagons. Si la demande s'exerçait d'une façon pressante sur la production, durant la première période d'application d'une journée de huit heures, cette cause de perte de temps tendrait à disparaître » ; et la Commission nous fournit aussitôt l'exemple du district de Nottingham qui, en temps ordinaire, réduit considérablement pendant les mois de juin et de juillet le nombre de jours de travail ; or, pendant les deux années exceptionnellement prospères de 1899 et de 1900, ce nombre fut maintenu et même dépassé ; nul doute qu'après le vote du bill un tel fait ne se reproduise.

(1) P. 64.

Quant à l'absentéisme volontaire, il est également presque certain qu'il serait réduit dans une proportion considérable, pour l'excellente raison « qu'une limitation des heures pendant lesquelles il serait possible aux ouvriers de gagner des salaires aboutirait à un meilleur emploi de ces heures » (1). La Commission est d'ailleurs convaincue que l'absentéisme se fait le plus vivement sentir dans les districts où le travail est le plus long, tels le Lancashire Est et Ouest et le Pays de Galles du Nord ; des exceptions se présentent pourtant, mais elles sont dues, semble-t-il, à ce que certains membres de la famille peuvent se livrer à d'autres occupations que celles du père, ce qui permet à ce dernier de se reposer plus souvent : ce fait peut se passer dans les districts agricoles ou manufacturiers.

Plusieurs directeurs de mines ont été de l'avis de la Commission : entre autres MM. Ch. Pilkington, du Lancashire Est, Hann, du Pays de Galles du Sud et Morgan Davies, de Swansea : tous trois croient fermement que le mineur, pour gagner sa vie, s'arrangera pour être présent tous les jours ; d'autant plus que ce sont les piqueurs, catégorie d'ouvriers payés *aux pièces*, qui pratiquent le plus volontiers l'absentéisme.

En résumé, et ce sont là les conclusions de la Commission, *il est certain qu'une FORTE PROPORTION du temps*

(1) Rapport, p. 65.

actuellement perdu par suite de l'arrêt des puits et de l'absentéisme deviendrait disponible pour la production sous un régime de huit heures. On ne peut évidemment fixer de chiffre exact, mais il n'est pas exagéré de dire que les 13,36 0/0 ou 6 h.40 m. actuellement sacrifiés seraient ramenés à 6,68 0/0 ou 3 h. 20 m. Mais nous avons vu plus haut que, même après la nouvelle loi, le travail pourrait être de 46 h.13 m. par semaine (en conservant les chômages totaux ou partiels). Cette durée théorique l'emporterait sur la durée effective actuelle de *trois heures* : mais n'est-ce pas là à peu près le temps qui pourrait être affecté dans l'avenir à l'absentéisme et à l'arrêt des puits et n'est-il pas maintenant évident que LE BILL DES HUIT HEURES N'IMPOSERAIT AUX COMPAGNIES QU'UNE RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL INFIME SI NON NULLE ? Tout au plus, en donnant un peu de flottement à ces calculs, pourrait-on l'évaluer à 4 à 5 0/0.

Nous considérons, bien entendu, l'ensemble du pays, car il est certain que tel ou tel charbonnage pourrait être touché par la loi beaucoup plus effectivement que nous le laissons entendre : la Commission insiste sur ce point à la fin de son rapport et nul ne saurait l'en blâmer : les interventionnistes sont les premiers à souscrire aux dérogations qui favorisent les plus faibles, pourvu que l'on n'y voie pas un moyen de tourner ouvertement la loi.

Notre étude pourrait s'arrêter au point où nous som-

mes maintenant arrivés, car à qui ferait-on croire qu'un sacrifice passager de 13.200.000 tonnes puisse être fatal à un pays qui, comme l'Angleterre, a vu s'augmenter de cent millions de tonnes, depuis vingt-cinq ans, sa production de houille ? Trois ou quatre années de travail et de progrès techniques feraient disparaître toute trace de la réduction imposée par une loi des huit heures et l'industrie minière reprendrait sa marche ascendante, ayant donné à tous, patrons et ouvriers, un grand exemple. Nous aurions assez aimé voir la Commission d'enquête conclure dans ce sens ; elle ne le fit pas, jugeant sans doute qu'elle demandait un trop gros effort au pays ; après avoir cherché à évaluer la réduction en temps que pourrait entraîner le bill et avoir montré combien cette réduction serait légère, elle chercha à prouver que la diminution de la production ne serait pas même proportionnelle à celle du temps et cela pour diverses raisons que nous apprécierons plus loin. Peut-être n'était-il point besoin de tant insister, car toute industrie possède une force de croissance et de progrès qui se manifeste dès qu'une barrière légale veut restreindre sa libre activité : les exemples abondent qui montrent qu'une loi ouvrière n'a jamais paralysé le légitime essor d'une production nationale, pourvu que sa vitalité fût suffisante. On aurait donc pu se tranquilliser sur l'avenir des houillères anglaises ; trois ou quatre années, nous l'avons dit plus haut, auraient tout remis en état. La Commission jugea qu'un tel espoir,

fondé sur l'observation du passé, avait quelque chose d'imprécis; point ne suffisait de parler de « progrès techniques » en général, il fallait encore déterminer ceux qui paraissaient dès à présent réalisables. C'était une tâche assez ardue : les enquêteurs s'en tirèrent à merveille ; nous nous efforcerons de les suivre de notre mieux.

Les questions que la Commission étudia successivement et chercha à résoudre sont les suivantes :

A. — *La réduction de la journée n'aurait-elle pas pour effet d'accroître l'effet utile du travail pendant la journée de huit heures ?*

B. — *Des améliorations de l'outillage mécanique des charbonnages ne permettraient-elles pas d'accroître la production par heure sous le régime de la journée réduite ?*

C. — *N'est-il pas possible d'étendre les procédés mécaniques d'abatage et de transport du charbon qui économisent la main-d'œuvre ?*

D. — *N'est-il pas possible de foncer de nouveaux puits et de transformer les puits d'aérage en puits d'extraction ?*

E. — *N'est-il pas possible de développer le système des postes multiples ?*

F. — *Est-il possible d'introduire dans les mines de la main-d'œuvre étrangère ?*

Toutes ces questions présentent un intérêt considérable et touchent à la vie même de la mine ; de la réponse qu'elles recevront dépendent le développe-

ment et le progrès, non seulement de l'industrie extractive mais encore de toutes les autres branches de la production ; leur solution enfin ne concerne pas l'Angleterre en particulier, mais tous les autres pays producteurs de houille. Ces raisons font qu'elles doivent être considérées avec le plus grand soin et que l'on ne peut se contenter à leur égard de vagues affirmations. A tous ces points de vue, l'étude de la Commission anglaise est originale et concluante ; mais il y a dans les faits une leçon plus vivante que dans l'œuvre des hommes et, à l'heure où nos enquêteurs interrogeaient l'avenir, le passé fournissait la réponse ; à l'heure où l'Angleterre se demandait avec anxiété si la diminution de production, légère mais réelle, qu'entraînerait un bill des huit heures n'aurait qu'une durée passagère, l'expérience qu'avaient faite d'une loi identique deux grands pays houillers, la France et l'Autriche, venait lui apporter une indication et un encouragement. Ces deux dernières nations avaient, nous l'avons montré, consenti un sacrifice beaucoup plus réel, en votant les lois du 29 juin 1905 et du 27 juin 1901, que celui qu'imposerait à la Grande-Bretagne un bill des huit heures ; si donc l'on peut montrer que la production a suivi chez elles, soit depuis 1905, soit depuis 1901, une marche ascendante, on aura prouvé en même temps que tous les éléments de progrès dans l'exploitation, sur lesquels va s'étendre le rapport anglais, ne sont pas des créations hypothétiques de l'esprit, mais bien des

forces agissantes ; l'expérience est encore trop récente pour que l'on puisse évaluer l'importance de chacune : le tout est de savoir qu'elles existent.

En France, la loi du 29 juin 1905 a réduit à *neuf* heures, à partir du 1^{er} janvier 1906, la durée de présence au fond des piqueurs ; cette durée tombe à 8 heures 1/2 au 1^{er} janvier 1908 et à 8 heures au 1^{er} janvier 1910. Il semble donc qu'à l'heure où nous écrivons la loi a produit une grande partie de son effet ; il serait déplacé de rappeler ici toutes les sinistres prédictions qui précédèrent son vote ; il n'était pas de chiffre assez élevé pour évaluer la réduction de production qui devait accompagner cette fatale mesure, les bénéfices devaient s'évaporer subitement, certaines mines n'avaient plus qu'à fermer. Les événements donnèrent-ils raison aux pessimistes ? Quelques chiffres récemment parus nous fournissent la réponse.

Voici tout d'abord le tableau de la *production* de 1903 à 1907 pour quelques charbonnages importants des principaux bassins houillers (1).

ANZIN		BÉTHUNE	
Années	Tonnes	Années	Tonnes
1903.	3.136.488	1902-1903	1.345.677
1904.	3.141.635	1903-1904	1.594.966
1905.	3.296.969	1904-1905. . . .	1.660.126
1906.	3.102.465	1905-1906. . . .	1.581.246
1907.	3.419.808	1906-1907. . . .	1.845.650

(1) Ces chiffres sont pris dans l'Annuaire (1908) du Comité des Houillères.

BLANZY		CHATILLON, COMMENTRY ET NEUVES-MAISONS	
Années	Tonnes	Années	Tonnes
1904	1.430.000	1903	352.480
1905	1.438.000	1904	406.857
1906	1.510.000	1905	442.959
1907	1.567.000	1906	410.890
		1907	540.546

CREUSOT		DOURGES	
Années	Tonnes	Années	Tonnes
1903	67.161	1903	1.062.050
1904	66.366	1904	1.050.280
1905	59.073	1905	1.141.530
1906	56.351	1906	989.480
1907	54.716	1907	1.160.000

Ainsi donc l'on peut dire que presque partout la production a été supérieure en 1907 à ce qu'elle était en 1905 ; que l'on ne croie pas d'ailleurs que les quelques exemples choisis par nous l'ont été parce que favorables à notre thèse ; quand nous nous occuperons, un peu plus loin, de l'augmentation par bassin et non par charbonnage on verra que la progression a été générale. Il y a bien quelques exceptions : nous avons voulu mettre sous les yeux du lecteur celle des mines du Creusot, comme l'une des plus typiques : mais on remarquera que les exploitations de cette nature avaient vu décroître chaque année leur production, avant le vote de la loi : on ne pouvait donc espérer voir leur situation s'améliorer brusquement.

Il est également intéressant de constater que presque partout il y a un léger fléchissement en 1906 (1), suivi d'un relèvement considérable en 1907.

(1) Il ne faut pas oublier que cette année est celle de la catas-

Ce fait ne montre-t-il pas que l'application de la loi a pris les Compagnies un peu au dépourvu, mais qu'elles ont su réaliser rapidement toutes les améliorations techniques qui étaient devenues nécessaires ? Les résultats de 1907 infirment en outre de la façon la plus éclatante les conclusions pessimistes que M. Aynard tirait un peu hâtivement d'une première année d'expérience, à la tribune de la Chambre (1). Ils ne laissent également rien subsister, disons-le en passant, de l'affirmation de M. Gladstone, lorsque le ministre de l'intérieur évaluait, dans son discours du 12 avril 1908, à 50/0 la réduction causée par l'application de la loi française.

Il ne faut pas croire d'ailleurs que les améliorations techniques, causes des brillants résultats de l'an dernier, aient imposé aux Compagnies des sacrifices exorbitants : celles-ci n'ont pas « mangé leurs réserves », ainsi que le craignait l'honorable M. Aynard (2) ; elles n'ont prélevé sur les bénéfices annuels que ce qui était exigé par la plus élémentaire prudence. Veut-on une preuve nouvelle de leur vitalité et de leur brillant état financier ? Que l'on compare soit les dividendes distribués depuis quelques années, soit les cours des actions ; on y constate un mouvement parallèle à celui de la production. Voici quelques nouveaux exemples :

trophe de Courrières et de la grande grève du Nord et du Pas-de-Calais.

(1) *Journal officiel*, 6 juillet 1907.

(2) Discours du 5 février 1902.

ANZIN		BLANZY	
Dividendes		Cours des actions	Dividendes
1903. 260 fr.		1903. 1.182 fr.	1901-02. 25 fr.
1904. 250 »		1904. 1.213 »	1902-03 (17 mois) 55 »
1905. 293 »		1905. 1.385 »	1904. 50 »
1906. 260 » 60		1906. 1.431 »	1905. 50 »
1907. 364 » 80		1907. 1.476 »	1906. 60 »
			1907. 60 »

BÉTHUNE	
	Cours moyen des parts
1903	4.125 fr.
1904	4.245 »
1905	4.275 »
1906	4.802 » 96
1907	4.912 » 90

Ces différents tableaux n'auraient peut-être pas convaincu, à la fin de l'année 1907, certains détracteurs de la loi qui n'auraient pas manqué de dire : « La réduction du travail est encore trop minime : attendons 1908, c'est-à-dire le palier des huit heures et demie. »

Ce palier a été atteint il y a plus de six mois : or, que constatons-nous ? Il ne saurait être question de donner un tableau de la production *par charbonnage* pendant le premier semestre 1908, mais les statistiques du ministère des Travaux Publics (1) nous permettent de faire une comparaison *par bassin* : nous en extrayons les quelques renseignements suivants :

	1 ^{er} SEMESTRE 1906	1 ^{er} SEMESTRE 1907	1 ^{er} SEMESTRE 1908
Valenciennes.	9.160.321	11.449.296	11.800.187
St-Etienne.	1.949.974	1.897.184	1.864.165
Creusot et Blanzv	828.309	860.116	871.118
Alais.	1.004.258	1.028.277	1.059.932

(1) *Journal officiel*, 10 septembre 1906, 1^{er} septembre 1907 et 10 septembre 1908.

L'augmentation dans les grands bassins est donc presque générale et a pris dans celui de Valenciennes, le plus productif de tous, une importance considérable. Si l'on additionne les résultats *pour toute la France* (années 1906-1907-1908, premiers semestres) et si l'on prend pour base l'année 1905, année très brillante et ignorante de toute législation restrictive, on voit qu'il y a pour :

1906. Diminution de	1.938.070 tonnes
1907. Augmentation sur 1906 de.	2.332.369 »
1908. Augmentation sur 1907 de.	409.924 »

La production semestrielle est donc, après la loi, supérieure de 804.223 TONNES à ce qu'elle était avant cette même loi : c'est là un beau denier, capable de sécher bien des larmes.

La situation financière des Compagnies semble également, à l'heure actuelle, plus favorable que jamais : que l'on compare plutôt les cours respectifs des principales actions en septembre 1907 et en septembre 1908.

	Septembre 1907	Septembre 1908
Anzin (1/100)	6.160	7.530
Aniche (1/240)	1.615	1.800
Béthune.	4.900	5.279
Blanzv	1.495	1.625
Bruay	894	980
Dourges (1/100)	319	388
Courrières (130)	2.705	3.101
Liévin 1/10	4.449	4.625

La crise annoncée ne semble donc pas prochaine : nos mines vivent aussi bien et même mieux qu'elles

n'ont jamais vécu et nous ne pouvons que regretter que la Commission anglaise n'ait pas déposé son rapport une année plus tard : un coup d'œil jeté de ce côté de la Manche lui aurait permis de trouver l'argument définitif et inattaquable dont elle semble manquer.

Nous ne nous étendrons pas sur les résultats de la loi autrichienne du 27 juin 1901, fixant à neuf heures la durée du poste dans les mines de charbon : nous nous contenterons de reproduire les quelques indications dont le ministère a fait suivre en 1906 les tableaux statistiques de la production par bassins (1) : « L'examen de ces tableaux, lisons-nous, fait voir que le rendement moyen d'un ouvrier du fond par poste a été, dans 175 exploitations, supérieur au rendement de 1901 aussi bien en 1903 qu'en 1904. Dans 78 exploitations, au contraire, ces deux années accusent un rendement inférieur à celui de 1901. Enfin, dans 49 exploitations, l'une des années accuse une baisse et l'autre une hausse par rapport à 1901. »

Une nouvelle série de statistiques publiées par le ministère de l'agriculture d'Autriche, en avril 1908, confirme et accentue même ces premiers résultats (2) : si l'on considère les 12 exploitations ayant produit plus de 300.000 tonnes en 1907, on trouve que 8 ont un rendement plus fort en 1903 qu'en 1901, et 4 un ren-

(1) *Soziale Rundschau*, n° 2 de 1906 et circulaire n° 3199 du Comité des Houillères.

(2) Circulaire n° 3659 du Comité des Houillères,

dement plus faible, 10 un rendement plus fort en 1907 qu'en 1901 et 2 seulement plus faible : voilà pour les mines de houille. Pour les mines de lignite, « en déduisant les exploitations de moins de 10.000 tonnes ou celles dont le rendement a été influencé d'une façon incontestable par des causes étrangères à l'application de la loi », on trouve les résultats suivants :

Mines pour lesquelles le rendement en 1903 comparé à 1901, est :

Plus élevé	73
Plus faible	41

Mines pour lesquelles le rendement en 1907 comparé à 1901, est :

Plus élevé.	77
Plus faible.	37

La cause de cette augmentation de production ? Point n'est besoin de se perdre en conjectures : le ministère de l'agriculture nous l'indique catégoriquement et sa réponse constitue la plus éclatante confirmation de l'opinion que nous avons émise dans ces dernières pages : « *L'examen des résultats consignés dans le tableau IV (il s'agit du rendement moyen par ouvrier du fond en 1901 et de 1902 à 1907) permet d'affirmer que la mise en vigueur de la loi de neuf heures a eu pour conséquence une réorganisation de l'exploitation et le développement des procédés mécaniques qui sont pour beaucoup dans l'augmentation du rendement de nombreuses mines.* »

Nous n'en voulons nullement à la Commission d'enquête britannique d'avoir négligé tous ces renseignements (1), dont la plupart n'étaient d'ailleurs pas publiés à la date du dépôt de son rapport : mais ne serait-il pas à désirer que le Gouvernement et la Chambre des Communes en fassent leur profit avant les nouveaux et très prochains débats sur la question des huit heures ?

Revenons maintenant à l'étude des différentes améliorations susceptibles, d'après la Commission, d'atténuer l'effet restrictif d'un bill des huit heures.

Tout d'abord, peut-on espérer que l'effet utile du travail fourni par les ouvriers sera plus grand dans la limite des huit heures qu'il ne l'est à présent ? C'est là une question à la fois physiologique et psychologique. Le mineur peut-il fournir un travail plus intensif et, s'il le peut, le voudra-t-il ? Avouons que, sur ce point, les opinions sont libres et qu'il est difficile, sinon impossible, de se prononcer avec autorité. Il est certain que, lorsque la journée atteint neuf heures de travail effectif, les dernières doivent être fort inférieures au point de vue de la production, mais les premières présentent-elles un maximum d'effort et d'attention ? C'est ce que l'ouvrier peut seul savoir en son âme et conscience. N'oublions pas, en outre, que le mineur

(1) Le rapport mentionne seulement la statistique autrichienne de 1906, p. 135.

ne peut être comparé au travailleur de l'usine qui met en mouvement, d'un geste chaque jour identique, la machine qu'il a quittée la veille ; il est l'esclave du sol : une couche tendre précipite aujourd'hui ses mouvements, une couche dure les ralentira demain ; quel contrôle et quelles prévisions seraient possibles dans de telles conditions ? C'est ce que semble avoir compris la Commission : « Les statistiques de l'industrie minière publiées par le ministère de l'intérieur, déclare-t-elle, montrent qu'il y a des variations très appréciables dans la production annuelle par ouvrier selon les districts, mais lorsqu'on compare la production par ouvrier avec le nombre d'heures de travail, on ne trouve pas de rapport régulier entre ces deux éléments. Par exemple, quoique la durée du travail dans les districts de Newcastle et de Durham soit pratiquement la même, la production annuelle par ouvrier du fond est de 433 tonnes dans le dernier district et seulement de 370 tonnes dans le premier (1). »

On ne peut, d'autre part, soutenir que l'ouvrier mineur devra *nécessairement* augmenter l'intensité de son travail pour conserver, sous le régime des huit heures, un salaire égal à celui qu'il recevait antérieurement ; il ne faut pas oublier, en effet, que le salaire n'est pas réglé dans l'industrie minière anglaise uniquement par l'offre et la demande de main-d'œuvre, mais aussi par

(1) Rapport, p. 68.

le prix de vente du charbon (1) ; l'ouvrier ne souffrirait pas d'une réduction de la production et son gain augmenterait même si la demande de combustible restait constante, ce qui est infiniment probable. Il ne faut pas, bien entendu, pousser ce raisonnement à l'extrême, car si la production baissait dans une proportion considérable et si les prix de vente s'élevaient d'autant, une crise industrielle deviendrait inévitable ; elle serait bientôt suivie d'une crise minière qui atteindrait indistinctement patrons et ouvriers. Mais une telle éventualité n'est pas à prévoir dans le cas qui nous occupe : en supposant que le travail ne gagne pas en intensité dans la limite des huit heures et qu'aucune amélioration technique ne soit réalisée dans l'exploitation (ce qui serait contraire à tous les précédents), tout au plus pourrait-on parler d'une hausse des prix de vente de 5 à 10 0/0 (en tant qu'elle résulterait de l'application de la loi et non, bien entendu, de la libre volonté des Compagnies et de l'état du marché). Or, cette hausse n'est-elle pas une goutte d'eau dans l'Océan si on la compare à celle qui s'est produite, de 1905 à 1907, sur les charbons anglais destinés à l'exportation et qui peut être évaluée de 50 à 78 0/0 (2) ?

Il semble donc qu'il n'y aurait aucune nécessité pour

(1) La preuve en est qu'une dépression du marché peut réduire le temps de travail hebdomadaire, mais n'entraîne pas le renvoi d'un certain nombre d'ouvriers.

(2) V. Annexe au rapport Janet, *J. Officiel* du 27 août 1907, p. 955.

l'ouvrier anglais à rendre son travail plus intensif sous le régime des huit heures qu'il ne l'est à présent ; disons même qu'il n'est pas à souhaiter qu'il le fasse : une loi d'hygiène et de progrès social ne doit pas avoir pour conséquence d'épuiser en un temps plus court qu'auparavant les forces de l'homme qu'elle protège ; si elle cherche à soustraire, chaque jour, pour lui une ou deux heures d'un travail déprimant, c'est pour qu'il puisse les consacrer à son perfectionnement physique et intellectuel et non pour le jeter sur son lit, harassé, quelques instants plus tôt. Nous savons, en outre, que si l'ouvrier passe trop de temps à l'abatage du charbon, il ne peut prendre certaines précautions indispensables à sa sécurité ; que l'on se rappelle plutôt la quatrième objection présentée en 1894 par la « Mining Association of Great Britain » (1). Nous lui donnerions une importance qu'elle n'a pas si nous faisons espérer que le mineur compenserait par un labeur accéléré l'effet restrictif de la loi : lui, a fait jusqu'ici tout son devoir et c'est ailleurs qu'il faut chercher une solution.

La Commission d'enquête, après avoir déclaré qu'on ne pouvait établir, pour chaque district, une corrélation entre la durée et l'intensité du travail, faisait, néanmoins, remarquer que l'étude des documents recueillis sur ce sujet l'avait amenée à conclure « que le travail d'une heure pour les ouvriers employés dans l'Ecosse Est et

(1) Voir p. 26.

Ouest, le Northumberland et le Durham, c'est-à-dire là où la durée du travail est la plus courte, a un effet utile plus grand qu' dans le Lancashire et le pays de Galles du Sud, c'est-à-dire là où la durée du travail est la plus longue ».

C'est là une observation intéressante bien qu'un peu sommaire : je ne sais ce qu'on en pourrait inférer concernant l'application de la loi des huit heures, car rien ne permet d'affirmer que les mineurs du Durham fassent preuve d'une activité *volontaire* plus grande que ceux du Lancashire ; mais elle met en lumière une vérité dont nul ne saurait douter, à savoir que l'ouvrier auquel on n'impose qu'un labeur modéré est plus vaillant et plus vigoureux que celui qu'on surmène : sans hâte et presque inconsciemment, il produit plus que ce dernier. C'est dans ce sens que l'on peut espérer voir agir la nouvelle loi : peu à peu elle amènera une régénérescence physique du travailleur et, sans demander à celui-ci de sacrifier une partie du temps nécessaire, soit à réparer ses forces, soit à assurer sa sécurité, chacun de ses mouvements deviendra plus ferme et plus précis.

Nous avons vu que la Commission n'avait pu fournir jusqu'ici que quelques vagues indications sur cette première question : ne pouvant trouver de rapport constant entre l'intensité et la durée présente du travail, elle eut l'idée de regarder en arrière ; certaines mines avaient réduit autrefois la journée des ouvriers au fond :

si l'on pouvait connaître la moyenne de la production annuelle par homme avant et après cette réduction, peut-être s'acheminerait-on vers une solution.

Malheureusement on ne put arriver, par ce nouveau procédé, à rien de concluant : un témoin, M. Dixon, représentant les exploitants de l'Ecosse Ouest, affirma que « le poste d'extraction ayant été réduit en 1900 de neuf heures et demie à huit heures dans les mines du Lanarkshire, cette réduction fut accompagnée d'une diminution du temps consacré au repos et d'une plus grande hâte mise à toutes les opérations ». Mais est-ce bien là le but poursuivi par les partisans d'un bill des huit heures ? Si l'on songe que le temps consacré aux repos et aux repas est en moyenne de 39 MINUTES par jour dans les mines anglaises, on se demande comment il peut être réduit sans que la santé de l'ouvrier ne soit gravement compromise ; quant à la « grande hâte dans les opérations » dont parle M. Dixon, n'est-elle pas incompatible avec certaines mesures d'élémentaire prudence ? La Commission fait d'ailleurs suivre cette déposition d'une remarque assez singulière : « Nous avons constaté, dit-elle, que dans le Lanarkshire, la production par homme était en 1899, avant la modification, de 422 tonnes. En 1901, l'année d'après la modification, le rendement tomba à 407 tonnes, mais, en 1902, il remonta à 419 » (1). Ne semble-t-il pas un peu bizarre

(1) Rapport, p. 70.

que les ouvriers aient attendu *deux ans* pour donner à leur travail une plus grande intensité ? Il aurait été bien plus naturel qu'ils cherchassent, au contraire, à faire un effort immédiat pour encourager les exploitants à persévérer dans une réforme qui n'était pas imposée par la loi et pouvait fort bien n'être que provisoire ; n'est-on pas alors en droit d'admettre que la différence de rendement entre les années 1901 et 1902 provenait de certaines améliorations techniques que le nouveau régime rendait indispensables, mais qui ne pouvaient être réalisées du jour au lendemain ?

Deux autres témoins, MM. Mac Alpine et Donaldson, fournirent quelques exemples analogues à celui de M. Dixon : un troisième, M. Bramvell, affirma au contraire qu'une réduction de 10 0/0 de la durée du travail des piqueurs, tentée en 1891 dans le Cumberland, avait eu pour conséquence une réduction de 11 0/0 dans la production.

En France, on relève dans les travaux préparatoires de la loi de 1905 les mêmes divergences et rien n'est plus significatif, à cet égard, que de se reporter au compte-rendu de l'audition contradictoire des délégués du Comité central des Houillères et des délégués de la Fédération nationale des mineurs par la Commission sénatoriale (1) ; j'en extrais quelques dépositions :

M. GRUNER, *secrétaire du Comité des Houillères*.

(1) Séance du 12 mars 1902.

« Lors d'un arbitrage que j'ai signé avec M. Jaurès, les **ouvriers se plaignaient de la durée excessive du travail.**

« Nous avons examiné si, au moyen de certaines améliorations de détail, il ne serait pas possible de limiter la journée et de permettre d'effectuer la remontée à trois heures.

« L'arbitrage a eu lieu et les ouvriers se sont engagés, avec la remonte fixée à trois heures, à fournir une même tâche. Il en résultait un double engagement : l'un de la part des exploitants, l'autre, de la part des ouvriers. Les premiers ont tenu le leur, mais il n'en a pas été de même des seconds, puisque l'arbitrage a eu pour résultat une diminution de production correspondant précisément à la réduction du travail ; la journée a été diminuée de 6 0/0, la baisse du rendement a varié entre 5 et 6 0/0, notamment à la Compagnie des mines de la Loire, à la Société des Houillères de Saint-Etienne et à la Compagnie de Montrambert. »

A quoi, M. COTTE, *secrétaire de la Fédération des mineurs*, répondait avec beaucoup d'à-propos, mais sans infirmer les constatations de M. Grüner : « Est-il bien exact de dire que les Compagnies que l'on vient de citer ont tenu leurs engagements en ce qui concerne *l'amélioration de l'outillage* ? »

L'amélioration de l'outillage ! C'est là qu'est, en effet, toute la question, mais il est peu d'esprits assez avisés pour s'en rendre compte ; voici deux mines dans lesquelles le temps de travail a été diminué ; une année

plus tard on s'aperçoit que la production de l'une va croissant et que celle de l'autre baisse, au contraire, de jour en jour ; chacun de conclure aussitôt : ce qui distingue ces deux exploitations, c'est que les ouvriers de la première fournissent un travail plus intensif qu'avant la réduction alors que ceux de la seconde n'ont rien changé à leurs habitudes d'autrefois. Si l'on regardait les choses d'un peu plus près, on verrait que, dans les deux cas, les travailleurs fournissent un effort identique à ce qu'il était jadis, mais que seule la première mine a renouvelé et modernisé son outillage, de telle sorte que, sans fatigue nouvelle, chaque homme peut abattre deux tonnes de combustible dans le temps où son camarade de la seconde exploitation n'en peut abattre qu'une. Tout dépend donc de la bonne volonté et, il faut le reconnaître, des ressources financières des Compagnies : c'est pourquoi les mines du bassin de Valenciennes n'ont nullement été touchées par la loi du 29 juin 1905, alors que certaines mines de la Loire qui tirent, comme on dit vulgairement, « le diable par la queue » ont quelque peu pâti. Il semble donc que ce soit des patrons que doive venir la réponse à cette si importante question de l'*intensité* du travail, en supposant, bien entendu, que les ouvriers fassent leur devoir comme ils l'ont fait jusqu'à présent ; nos adversaires eux-mêmes semblent ne pas repousser cette conclusion ; parlant d'une mine dans laquelle la production avait augmenté bien que les heures de travail eussent été diminuées,

M. GRÜNER disait dans la même séance : « Ce qui a amené l'augmentation de production à laquelle il a été fait allusion, *c'est que depuis quinze ans les conditions du travail ont bien changé*, par suite d'une plus grande facilité des transports, des nouveaux systèmes d'aération, de la division du travail, etc. »

Tous ces progrès techniques dépendent évidemment des exploitants et l'on peut découvrir un sens assez profond dans ce petit dialogue, d'apparence humoristique :

M. JOUCAVIEL *représentant ouvrier des bassins du Sud*. — Il y a un moyen bien simple de nous entendre. Qu'on nous permette de faire un essai dans les mines pauvres et que les patrons s'engagent à nous imiter, si nous réussissons.

M. GRÜNER. — L'expérience a été tentée dans la Loire et à Anzin ; ses résultats n'ont pas été favorables à votre thèse.

M. JOUCAVIEL. — *C'est que nous n'avions pas la direction.*

La Commission anglaise, ne pouvant tirer aucune indication précise des différents cas qui lui étaient soumis, fut réduite à fonder sa conclusion sur la simple opinion émise « par ceux des témoins qui connaissaient le mieux la population minière actuelle en même temps que l'exploitation des charbonnages ». Elle entendit donc successivement M. Hann « un témoin de la plus grande expérience et dont la façon de discuter produi-

sit sur la Commission une vive impression » ; il déclara que les ouvriers qui travaillaient au charbon pouvaient extraire 10 0/0 de plus qu'ils n'extraient actuellement ; *M. Bramwell* réduisit cette augmentation possible à 7 1/2 0/0 pour le Pays de Galles du Sud : il fit néanmoins observer que « la production de l'un de ses charbonnages *par heure*, durant deux samedis de 7 heures et demie chacun (du carreau au carreau), avait dépassé de 10 0/0 la production moyenne par heure de ce charbonnage pendant toute la quinzaine, quinzaine qui comprenait, outre ces deux samedis, deux lundis de neuf heures et demie et huit pleines journées de dix heures (1) ».

Par contre *M. Pilkington*, du Lancashire de l'Est et *M. Hewlett*, de Wigan, furent d'avis que les mineurs de leur district fournissaient tout l'effort que l'on pouvait exiger d'eux.

De ces dépositions, celle de *M. Bramwell* seule est vraiment intéressante, car elle s'appuie sur une réalité et non sur une simple intuition ; mais que peut-on conclure ? N'est-il pas possible que les ouvriers du charbonnage mentionné aient activé leur travail du samedi uniquement pour inciter les exploitants à maintenir une réduction de la journée qui ne dépendait que de leur seule volonté ? Le jour où cette même réduction deviendrait légale, les mineurs n'auraient plus la même

(1) Rapport, p. 71.

raison de se surmener ; remarquez, en outre, qu'il y avait un écart considérable entre le temps de travail du samedi et celui des autres jours (2 h. 1/4 environ) : on ne peut donc affirmer que l'intensité du labeur de l'ouvrier, pendant la journée réduite, avait pour cause un état de bien-être général donnant aux muscles plus de vigueur et d'élasticité, car, lorsque le mineur arrivait au chantier le samedi matin, il portait déjà sur les épaules le poids exténuant de *quatre journées de dix heures* : pour augmenter sa production, dans de telles conditions, il devait déployer une activité volontaire et vraiment factice. Ce n'est pas dans ce sens que nous voudrions voir agir une loi des huit heures : si, grâce à elle, le mineur produit un jour plus qu'à présent, nous voulons que ce soit inconsciemment et par suite de son amélioration physique.

Il ne s'agit donc pas de savoir si l'ouvrier peut extraire 10 0/0 de plus qu'il n'extraît à l'heure actuelle ; il faut savoir s'il peut le faire sans fatigue nouvelle. C'est ce que personne ne peut affirmer : c'est pourquoi nous n'attachons qu'une faible importance aux témoignages de MM. Hann et Bramwell, et cela malgré l'avis de la Commission ; ces messieurs oublient trop qu'il y a entre l'homme et la machine une différence capitale : à la seconde on peut imposer, sans danger, son maximum de rendement ; au premier, pas.

Mais si, contrairement aux conclusions de la Commission, nous n'admettons pas que la production par

heure de l'ouvrier, livré à ses propres forces, puisse être accrue sensiblement, nous croyons, au contraire, que certains perfectionnements apportés dans l'exploitation de la mine auraient, sur cette même production, l'effet le plus heureux : nous sommes ainsi amenés à l'étude de la seconde série de questions mentionnées à la page 90 ; nous commencerons, en suivant l'ordre du rapport, par celle qui concerne LES AMÉLIORATIONS DE L'OUTILLAGE MÉCANIQUE, mais nous ne la séparerons pas des cinq autres, qui s'y rattachent étroitement et constituent, pour ainsi dire, son développement ; nous n'entrerons d'ailleurs pas dans des détails dont la technicité pourrait fatiguer le lecteur et qui seraient, avouons-le, hors de notre sujet et de notre compétence : nous n'insisterons que sur deux points particulièrement intéressants : l'emploi des *haveuses mécaniques* et l'adoption du *double poste*.

Avant de s'occuper des *transformations* possibles dans le mode d'exploitation, la Commission d'enquête s'est demandée si, au cas où les ouvriers pourraient continuer à produire leur tonnage actuel de charbon, « les galeries du fond seraient suffisantes pour permettre le transport d'un tonnage plus considérable par heure, si les installations mécaniques de transport suffiraient pour assurer ce débit accru et s'il en serait de même pour les puits et les machines d'extraction (1) ». On le

(1) P. 73 du rapport.

voit, il ne s'agit pas de *créer* quelque chose ; on dit seulement : supposons que le mineur soit capable d'abattre en huit heures le charbon qu'il abat en neuf, la mine où il travaille est-elle agencée de telle sorte que le combustible puisse être amené au jour dans ce même espace de huit heures ? C'est là un point extrêmement important, car à quoi servirait-il d'augmenter le rendement par homme, soit en employant des machines, soit en fonçant de nouveaux puits, soit en établissant des doubles postes, si le minéral abattu devait, par une sorte de mauvaise conformation de la mine, séjourner dans le chantier, encombrant les piqueurs et rendant bientôt leur travail impossible ? Ce serait, en quelque sorte, vouloir placer un tableau dans un cadre trop petit pour lui : il ressort heureusement des dépositions reçues par la Commission qu'un cadre suffisant est tout trouvé dans beaucoup d'exploitations et facile à construire dans la plupart des autres. Les directeurs sont d'accord pour constater que le charbon abattu n'est pas extrait avec toute la célérité désirable et que l'on pourrait, avec les galeries de transport et les puits d'extraction actuels, mettre au jour, dans un grand nombre de mines, une quantité supérieure de combustible ; dans quelques autres on devrait apporter certaines améliorations, mais il n'y aurait là qu'une question financière assez facile à résoudre pour des établissements qui possèdent un crédit presque illimité ; vu la demande toujours croissante de charbon, nul doute que les capitaux ainsi employés ne seraient amplement rémunérés.

Voici quelques dépositions typiques (1) :

M. Mitchell, président de l'Association minière de Grande-Bretagne, parlant pour l'Ecosse, dit que dans le Lanarkshire, en règle générale, on pourrait extraire actuellement plus de charbon qu'il ne peut en être abattu au front de taille.

M. Bramwell, du Pays de Galles du Sud, est d'avis que les exploitants, pris dans leur ensemble, pourraient s'arranger de façon à transporter le charbon, si seulement ils arrivaient à en extraire davantage.

M. Morgan Davies, de Swansea, est d'accord avec *M. Bramwell* pour penser qu'ils s'arrangeraient pour transporter le charbon, quoi qu'il arrivât.

Sont du même avis *MM. Wood*, du Durham; *J.-B. Smith*, de la Leen Valley, etc. *MM. Wain*, du Staffordshire-Nord et *Pilkington*, du Lancashire Sud-Est, pensent au contraire que, dans leurs districts, la capacité de transport et d'extraction des charbonnages est portée à son extrême limite, « jusqu'à la dernière tonne, dans bien des cas ».

Remarquons, en passant, que cette question de la rapidité de l'extraction est considérée comme capitale dans tous les pays producteurs de houille : on peut dire que c'est d'elle que dépend la longueur de la journée des piqueurs et, partant, des autres ouvriers ; on constate malheureusement que le double service des galeries et des

(1) Rapport, p. 74 et 75.

puits est, à l'heure actuelle, lent et défectueux. On lit, notamment dans le rapport, déposé le 8 mars 1907 par la Section Centrale belge, « qu'une des causes les plus fréquentes de la durée prolongée du séjour des ouvriers, c'est la lenteur apportée à l'évacuation du charbon abattu dans les tailles en plateure (1) » ; c'est là l'opinion d'un corps officiel peu suspect de partialité envers les travailleurs. Voici maintenant ce que disent ces derniers dans leurs dépositions : « Les voies sont trop resserrées ; les bennes déraillent et entravent ainsi le « trait » ; d'où retard pour les chargements aux tailles, gêne et perte de temps pour l'abatteur ; de même les trains remorqués par chevaux déraillent par suite du mauvais entretien des voies et tout le personnel est atteint (2). » On peut rapprocher de ces paroles la vigoureuse apostrophe de *M. Bouveri*, à la Chambre française, dans la discussion de la seconde proposition Basly (3) : « Que les compagnies minières modifient leur matériel, qu'elles donnent aux ouvriers un peu plus de matériaux à proximité des chantiers d'extraction, et ne les obligent plus à traîner les bois et les barrages pendant des centaines de mètres dans des galeries qui, quelquefois, comme le disait très bien *M. Janet*, n'ont pas 1 mètre de hauteur.

« Quand les compagnies auront le souci de l'intérêt

(1) Circulaire n° 3366 du Comité des Houillères.

(2) Circulaire n° 3445 du Comité des Houillères.

(3) *V. J. Officiel*, 6 juillet 1907.

général, de l'intérêt des ouvriers et des consommateurs que vous défendez, quand elles placeront à proximité des chantiers d'extraction les matériaux indispensables pour la sécurité et l'avancement des travaux, la production augmentera encore. Il y a, en effet, des journées où nous perdons une heure et demie pour caler une pièce de bois, pour empêcher que nous ou nos camarades qui travaillent dans la mine soient assommés. »

Admettons qu'il y ait dans ces plaintes un peu d'exagération : il n'en reste pas moins vrai que les Compagnies peuvent, de l'avis général, en se servant des galeries et des puits actuels, rendre l'extraction beaucoup plus rapide qu'elle ne l'est à présent. Rien ne les y obligeait jusqu'ici et il n'y avait aucun inconvénient à retenir, une fois le charbon abattu, les ouvriers quelques instants de plus au chantier. Mais, du jour où le travail sera rigoureusement réglementé et où l'on s'apercevra que, pour des raisons étudiées plus loin, le piqueur peut produire en huit heures, par exemple, ce qu'il produisait en neuf, on verra s'accroître le mouvement des bennes et régner dans les puits une activité inconnue jusqu'alors. La main-d'œuvre devra bien entendu être augmentée, mais il ne faut pas oublier que le recrutement des rouleurs, catégorie d'ouvriers qui, à l'inverse de celle des piqueurs, n'a besoin que d'un apprentissage insignifiant, ne présente pas de difficultés bien sérieuses, en Angleterre surtout

où le nombre des « sans-travail » est incalculable. Nous ne pouvons donc que nous rallier à l'opinion de la Commission d'enquête, lorsqu'elle conclut : 1° qu'un nombre croissant de charbonnages modernes pourraient augmenter immédiatement et notablement leur extraction ; 2° que la grande majorité des autres exploitations arriveraient au même résultat en employant quelques capitaux qui seraient, d'ailleurs, copieusement rémunérés ; 3° que seuls les vieux charbonnages aux couches à demi épuisées seraient dans l'impossibilité de rien améliorer ; on ne pourrait que les laisser à leur sort, tout en leur accordant certaines dérogations.

L'*extraction* d'une quantité supérieure de charbon dans un temps moindre semble donc, en général, chose possible : il nous reste à voir par quels procédés l'*abatage* du combustible pourrait être rendu plus productif ; nous avons dit que l'on n'était pas en droit de compter sur un effort musculaire plus grand de la part du mineur ; mais il est tels instruments qui peuvent venir au secours de ses bras et, parmi eux, nous pouvons citer au premier rang LES HAVEUSES MÉCANIQUES. La Commission d'enquête leur consacre plusieurs pages de son rapport et nous ne saurions l'en blâmer, car peu de sujets sont aussi attrayants, même pour le lecteur qui, comme nous, « n'est pas du métier ».

La découverte de la haveuse mécanique n'est, paraît-il, pas récente et daterait de la seconde moitié du xix^e siècle : le rapport mentionne un témoin, M. Greens-

mith, qui emploie cet instrument dans ses mines depuis vingt-deux ans ; mais, c'est seulement dans ces dernières années que l'usage s'en est généralisé. Les Etats-Unis, poussés par cet amour du progrès et de la nouveauté qui a fait, à la fois, leur fortune et leur gloire, adoptèrent résolument, après quelques expériences concluantes, la haveuse mécanique et en 1905, 9.184 machines fonctionnaient dans leurs mines, extrayant 92.318.261 TONNES. La Grande-Bretagne montra quelque hésitation ; elle ne possédait en 1900 que 311 haveuses produisant 3.321.012 tonnes, mais elle a fait depuis des progrès considérables et l'on comptait chez elle en 1905, 946 machines avec 8.102.197 tonnes ; quand elle France elle arrivait péniblement en 1901 à 61 machines (1).

Les exploitants français ont parfois laissé entendre (2) que ce qui était possible aux Etats-Unis ne l'était pas chez eux, pas plus d'ailleurs qu'en Angleterre ; il fallait en effet, selon eux, que les conditions suivantes fussent réalisées pour que l'emploi de la haveuse fût permis : 1° Couches régulières n'ayant pas une inclinaison de plus de 15° à 16° :

2° Epaisseur moyenne de 1 m. 20 à 2 mètres ;

3° Toit solide permettant de ne boiser qu'à une distance de 1 m. 50 à 3 mètres du front de taille ;

(1) Pour le détail par district et par mine, en France et en Angleterre, consulter les annexes n° 6 et n° 9 de la « Réponse au questionnaire » du Comité des Houillères mentionnée plus haut.

(2) V. même publication, p. 32.

4° Pression modérée du toit, laissant le havage intact et ne produisant pas d'affaissement qui coince l'outil ;

5° Charbon dur, ne s'éboulant pas prématurément, et ne contenant ni intercalations ni interstratifications dures.

Enfin les Etats-Unis, pour ne pas employer de boissage, n'extrairaient que 55 0/0 de la couche, en se servant de la méthode par *piliers et galeries* (board and pillar) ; un tel gaspillage ne serait possible ni en France ni en Angleterre.

Personne, à notre connaissance, n'a encore essayé de réfuter ces arguments en ce qu'ils touchent notre pays ; mais la lecture du rapport anglais montre surabondamment que nos voisins n'ont pas, sur ce sujet, les mêmes idées que les Compagnies françaises. Loin de croire que les Etats-Unis puissent seuls, grâce à la nature de leurs couches, généraliser l'emploi des haveuses, la Commission d'enquête est persuadée que la Grande-Bretagne a, sous ce rapport, un avantage considérable : c'est celui de posséder, dans la plupart de ses exploitations, des *couches minces et homogènes* qui peuvent être facilement abattues *en totalité* à la machine, grâce à la méthode des *longues tailles* (long wall) ; les couches américaines sont, au contraire, extrêmement puissantes et la haveuse ne peut les sous-caver entièrement, ce qui explique le gaspillage signalé par les exploitants français. Ce gaspillage n'est pas un luxe que l'Angleterre ne saurait s'offrir : il est plus simple de dire qu'il n'aurait chez elle aucune raison d'être.

Il semble donc qu'au point de vue de l'épaisseur des couches la Grande-Bretagne soit un pays prédestiné à l'emploi des haveuses mécaniques : la Commission n'est bien entendu pas d'avis que toutes les mines puissent s'en accommoder, car les conditions mentionnées plus haut ne sont pas remplies en tout lieu : c'est ainsi que les charbonnages du Staffordshire-Sud ont des couches trop puissantes ; que, dans certaines parties du Yorkshire, le minéral est trop friable et s'effondrerait sitôt après le passage de la machine ; que, dans le district de Swansea, les couches ont une trop forte inclinaison. Ce sont là des exceptions que l'on doit rencontrer dans tous les pays, aux Etats-Unis comme ailleurs. Il est, en effet, à présumer que les Américains ont introduit, à l'heure actuelle, dans leurs mines tous les perfectionnements mécaniques susceptibles de l'être : cela est conforme à leur mentalité et à leurs habitudes. Or, la quantité de charbon extraite à l'aide des haveuses, si élevée qu'elle soit, n'atteint que le *quart* de la production totale : pour les trois autres on doit se heurter à une véritable impossibilité. C'est ce qu'avouait dès 1901 le Comité des Houillères de France : « Dans beaucoup de districts des Etats-Unis, écrivait-il à la Commission de la durée du travail dans les mines, telle ou telle des conditions de gisement indiquées plus haut fait défaut et le travail à la main persiste malgré le haut prix et la rareté de la main-d'œuvre » (1).

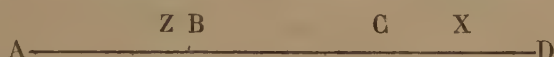
(1) Réponse au questionnaire, p. 32.

On ne peut tracer de limite à la science et à l'habileté des ingénieurs, mais l'on est en droit de considérer que la révolution technique causée par l'adoption du havage mécanique est terminée en Amérique alors qu'elle commence à peine en Angleterre. Quant à la France elle semble être encore, sous ce rapport, dans une période de tâtonnement : les résultats généraux du dernier exercice minier nous montrent d'ailleurs qu'elle a trouvé d'autres moyens de se tirer d'affaire.

Une condition paraissait indispensable à la Commission d'enquête pour que l'emploi des haveuses fût généralisé : c'était que le temps de travail des hommes obligés de conduire ces machines et de charger le charbon ne fût pas réglementé d'une façon *absolument rigoureuse*. Tous les témoins furent d'accord pour proclamer qu'un peu de « flottement » était nécessaire et, devant cette unanimité, nous n'avons qu'à nous incliner.

Quelques explications, fournies d'ailleurs par la Commission, feront comprendre la portée de cette observation : nous les reproduirons en les débarrassant de tout caractère technique. La haveuse qui court, en le sous-cavant, le long du front de taille peut, lorsque ce dernier est assez étendu (200 mètres paraissent un minimum), être employée de deux façons : 1° D'une façon continue et pendant plusieurs postes, c'est-à-dire qu'après avoir parcouru, durant la journée, une certaine distance elle reprend le lendemain sa marche en avant ;

elle est suivie, pendant tout ce temps, par des aides qui relèvent et lancent dans des berlines le charbon abattu ; cette tâche est longue et difficile et il arrive presque toujours que ces aides ne peuvent rejoindre la machine, laquelle prend sur eux, après le premier poste, une avance considérable. Or, voici ce qui se produit (1) :



imaginons un front de taille AD, pouvant être sous-cavé en trois postes : la haveuse parcourra le premier jour une distance AB, le second, une distance BC, le troisième, une distance CD ; mais il est infiniment probable que, lorsqu'elle se trouvera au point D, les aides chargés de relever le charbon n'auront pas dépassé un point variable que nous appellerons X. La haveuse devra donc rester *immobile* jusqu'à ce que l'équipe ait déblayé le parcours XD ; la seule ressource sera de ramener la machine au point A et de lui faire sous-caver une nouvelle masse de charbon pendant que les aides achèveront d'atteindre le point D. Dans les deux cas, il y aura une perte de temps énorme et l'on peut dire que le bénéfice de l'abatage mécanique sera en grande partie perdu.

2° C'est pourquoi les Compagnies usent d'un autre procédé : elles divisent le front de taille total en trois parties AB, BC, CD et affectent à chacune d'elles une

(1) Ces quelques pages ne sont pas, dans le rapport, d'une clarté parfaite : aussi croyons-nous devoir les illustrer sommairement.

haveuse distincte. Occupons nous, par exemple, de la machine employée dans la partie AB. Tout est calculé pour que cette distance soit parcourue dans la durée d'un poste. Les aides n'iront pas, bien entendu, aussi vite que la haveuse, mais à la fin de la journée ils auront atteint un point Z, très voisin du point B et, au bout de peu d'instant d'arrêt de la machine, ils pourront, par un léger travail supplémentaire, avoir débarrassé la distance ZB. Le lendemain, au lieu d'être ramenée au point A, la haveuse fera marche-arrière et sous-cavera le parcours BA. On réalise ainsi *une économie de temps considérable* et l'on évite les éboulements du toit, toujours possibles quand la surface sous-cavée est trop étendue. Mais l'on comprend aisément qu'avec ce dernier procédé, seul pratique, la moindre immobilisation accidentelle de la haveuse entraîne celle de l'équipe d'aides qui est, pour ainsi dire, sur ses talons ; tandis qu'avec le premier l'avance de la machine est telle, au bout du premier poste, qu'un arrêt passager n'affecte nullement l'équipe auxiliaire.

Pour rendre l'abatage mécanique vraiment pratique et productif il faut donc maintenir « un poste très élastique en ce qui concerne les servants de machines (1) » et permettre à ces derniers de prolonger leur travail quand, par suite d'un accident, ou d'une cause quelconque, la haveuse n'a pas accompli sa tâche com-

(1) Rapport, p. 81.

plète en une journée, ce qui pourrait entraîner pour la mine, selon la Commission, une perte de cent tonnes et davantage. Il serait donc équitable d'insérer dans la loi une dérogation pouvant s'appliquer aux ouvriers des haveuses : elle ne toucherait d'ailleurs qu'une très faible fraction du personnel du fond, puisque chaque machine occupe rarement plus de trois hommes. Les syndicats de mineurs semblent, sur ce point, complètement d'accord avec la Commission.

Il est intéressant de remarquer, en passant, que, dans ces derniers temps, l'on a mis en circulation quelques « transporteurs » mécaniques, qui facilitent considérablement l'emploi des haveuses en menant le charbon abattu du front de taille jusqu'aux voies de roulage : les premiers résultats économiques ont été, paraît-il, remarquables.

Nous glisserons très rapidement sur la question du fonçage possible de nouveaux puits : tout porte à croire qu'il n'y a rien à espérer de ce côté, car il n'y a plus à l'heure actuelle de gisements inexplorés en Grande-Bretagne, les derniers ayant été mis en valeur après l'énorme hausse du charbon de 1873-74 ; tout au plus pourrait-on chercher à atteindre, dans les exploitations actuelles, des couches très profondes dont on ne s'est pas encore occupé ; mais cela occasionnerait des frais considérables (chaque puits coûtant plus de 12 millions et demi de francs) et le capital ainsi employé ne

serait pas rémunéré avant de longues années ; la seule ressource serait, d'après la Commission, la possibilité pour quelques districts d'affecter leurs puits d'aérage au transport des ouvriers.

Il y aurait, au contraire, tout à espérer selon la Commission, de l'institution de postes multiples dans les charbonnages anglais ; la Grande-Bretagne, contrairement à la croyance commune, n'a pas, en ce qui concerne ce mode de travail, une avance considérable sur les autres pays ; à l'heure présente sur 280.500 piqueurs, 216.536 sont occupés, soit dans des mines à poste unique, soit au premier poste de charbonnages à poste multiple ; mais sur le restant, 33.182, c'est-à-dire plus de la moitié, appartiennent aux mines du Durham et du Northumberland. Nous savons que l'opposition aux bills des huit heures est venue de tout temps de ces deux derniers districts et cela à cause de *leur mode de travail* : nous aurons donc une excellente occasion, après avoir envisagé la question des postes multiples à un point de vue général, de régler définitivement une vieille querelle.

Disons tout d'abord qu'il résulte de l'ensemble des dépositions recueillies par la Commission *que le double poste est applicable dans tous les districts et qu'il y serait en fait appliqué sitôt après le vote du bill*. Il n'y a sur ce point, parmi les exploitants entendus, pas une seule voix discordante ; les seules difficultés qui puissent retarder la mise en pratique du nouveau mode de travail sont, d'une part, la pénurie de main-d'œuvre,

d'autre part, la mauvaise volonté de certains ouvriers hostiles à tout changement dans les heures de descente et de remontée. Mais on ne trouve aucun écho des objections présentées par les Compagnies françaises, avant la loi de 1905, devant les commissions du Sénat et de la Chambre. Ces objections ne pouvaient d'ailleurs avoir une grande portée et contenaient en elles-mêmes leur réfutation : les exploitants avaient d'abord déclaré que l'adoption du double poste entraînerait chez les ouvriers de la première équipe la suppression de toute notion de responsabilité : « Chaque équipe s'efforce de rejeter sur la suivante le plus difficile de la besogne de l'abatage et du soutènement. L'ouvrier pressé de partir laisse le travail inachevé à son successeur (1). » Nous ne nions pas que de pareils faits puissent se produire isolément, mais c'est faire injure à l'admirable esprit de solidarité et de dévouement des ouvriers mineurs que de leur donner un caractère général. Et quand même cela serait, n'y aurait-il pas un remède fort simple qui consisterait à établir un roulement entre les deux équipes ? Si l'une n'accomplissait pas intégralement son travail, l'autre pourrait user le lendemain à son égard de justes représailles et chacun reprendrait bientôt une conscience plus nette de ses devoirs ; c'est d'ailleurs là un procédé dont certaines Compagnies usent déjà mais, sans doute, dans un autre dessein (2).

(1) Réponse au questionnaire, p. 35.

(2) Voir la déposition de M. Cotte devant la Commission sénatoriale le 5 février 1902 (Publicat. du Comité des Houillères, p. 48).

La seconde objection des exploitants français concerne la sécurité des travailleurs, qui ne pourrait être assurée d'une façon parfaite lorsque deux postes successifs d'extraction ne laisseraient libres que très peu d'heures par jour, soit pour l'échappement du grisou dans certaines mines, soit pour les réparations urgentes du puits, des guides de la cage ou des galeries. Il est incontestable que, dans les mines exceptionnellement grisouteuses, le dégagement du gaz serait beaucoup plus violent lorsque deux équipes concourraient successivement à l'abatage, mais ces mines sont fort peu nombreuses et pourraient sans grand inconvénient rejeter l'emploi du double poste ; nous nous demandons pourtant s'il n'y a pas un autre moyen de conjurer le danger ; la lecture du rapport anglais nous permet d'émettre cette opinion : la Grande-Bretagne n'ignore pas le grisou, de récentes catastrophes sont là pour nous le rappeler, mais dans aucune des dispositions relatives aux postes multiples il n'est fait la moindre allusion au terrible gaz ; aucun témoin ne s'arrête non plus sur la difficulté de certaines réparations urgentes après l'adoption du double poste ; ces divergences proviennent, sans doute, de ce que les Compagnies françaises et les Compagnies anglaises ne donnent pas un même sens à l'expression « double poste » ; les premières le considèrent comme synonyme de double équipe de piqueurs travaillant pendant un temps égal ; les secondes ne considèrent comme indis-

pensables ni l'égalité du temps ni l'identité du travail.

Nous savons qu'en France, dans le travail à poste unique, les piqueurs descendent à 4 heures 1/2 du matin pour remonter vers 2 heures du soir (1 heure 1/2 quand la loi de 1905 sera intégralement appliquée). De 2 heures à minuit, le chantier appartient aux boiseurs, mineurs au rocher, remblayeurs qui consolident le travail du jour et préparent celui du lendemain. De minuit à 4 heures une nouvelle équipe vient, de temps à autre, effectuer les réparations dont il a été parlé plus haut. Il est clair que deux postes d'abatage travaillant neuf heures, substitués à l'unique poste actuel et suivis de l'équipe ordinaire de boiseurs, rendraient impossible tout arrêt dans le mouvement des galeries et des puits et, par suite, toute réparation. Mais n'arriverait-on pas à un excellent résultat en employant le second poste de piqueurs moitié au boisage, moitié à l'abatage. On pourrait ainsi ménager des ouvriers occupés la veille uniquement à l'abatage et qui exécuteraient avec autant d'adresse que de célérité un travail accessoire auquel ils avaient été pliés dans leurs jeunes années. En leur adjoignant quelques auxiliaires qui descendraient et remonteraient deux ou trois heures plus tard, il n'est pas excessif de dire qu'abatage et boisage pourraient être achevés vers une heure du matin. Il resterait donc trois heures qui, le cas échéant, pourraient être consacrées aux réparations urgentes. Ce procédé est appliqué dans la plupart des houillères anglaises qui ont adopté le

double poste et nul doute qu'il ne se généralise quand la loi des huit heures sera entrée en vigueur.

La Commission anglaise et les exploitants français sont d'accord pour déclarer qu'une grande partie des ouvriers est à l'heure actuelle opposée au double poste : les raisons alléguées sont les mêmes de part et d'autre, mais sont exprimées par nos Compagnies avec plus de verve et de précision : « Pour pouvoir organiser le double poste, lit-on dans le Mémoire présenté par elles à la Commission du travail de la Chambre (1), il faut aussi trouver le personnel qui veuille entrer à deux heures de l'après-midi pour sortir vers minuit. On se bute, ici, à une opposition systématique et très générale des ouvriers. Tous préfèrent entrer à quatre heures ou cinq heures pour sortir vers une heure et demie ou deux heures. C'est qu'en effet, toute la vie de famille est basée sur cette organisation du travail : la femme se lève à quatre heures du matin, allume son feu, fait chauffer le café de son mari qui part pour la fosse à quatre heures et demie du matin avec les enfants en âge de travailler. A une heure et demie, le mari remonte de la mine : on l'attend pour dîner. L'après-midi, le mari travaille à son jardin ; il a plusieurs heures pour vaquer à ses occupations ; le soir, à sept heures, toute la famille soupe, se couche de bonne heure et se repose tranquil-

(1) Publication du Comité des Houillères, novembre 1901, p. 48.

lement. S'il y a deux postes au charbon, au contraire, il se rencontrera souvent que, dans une même famille, il y ait des ouvriers qui se rendent à la fosse à des heures différentes ; et si même tous les ouvriers sont groupés dans un même poste, celui de nuit (de midi ou une heure à huit heures ou neuf heures du soir), la mère de famille aura à soigner les enfants pendant le jour, et à veiller pour faire souper le mari qui rentrera tard dans la soirée. Pour les enfants, comme pour la mère, le repos est troublé. »

L'opposition des ouvriers semble, au premier abord, justifiée ; mais, en y réfléchissant bien, on s'aperçoit que les raisons invoquées contre le double poste sont plus apparentes que réelles. Le second poste, de 2 heures à minuit, est considéré comme un *poste de nuit* : cela est vrai en ce sens que l'ouvrier se couche plus tard qu'à l'ordinaire, mais cela est faux si l'on veut dire qu'il est privé de plus d'heures de lumière que dans le travail à poste unique. Dans le système actuel, le mineur quitte en effet sa demeure vers 4 h. 1/2 du matin pour y rentrer vers 3 h. 1/2 de l'après-midi ; or, pendant la partie hivernale de l'année, le soleil n'est pas levé à son départ et est sur le point de se coucher à son retour ; dans ces conditions on ne voit pas comment la culture du jardin serait possible ; toute autre occupation physique ou intellectuelle fatiguera les yeux de l'ouvrier et occasionnera des frais supplémentaires d'éclairage.

Au contraire l'ouvrier travaillant au second poste

pourra goûter, été comme hiver, pendant six heures au moins la lumière du jour (de 8 heures du matin à 2 heures du soir) ; s'il cultive son jardin il le fera de gaieté de cœur, ayant les membres dispos. La femme, quoi qu'on dise, n'aura pas à fournir un plus grand effort : elle se couchera à minuit ou une heure au lieu de huit heures, mais par contre elle pourra se lever à neuf heures au lieu de quatre.

Il sera, bien entendu, facile d'éviter que, dans une même famille, il y ait des ouvriers qui se rendent à la fosse à des heures différentes : les Compagnies n'auront qu'à établir un roulement qui donne satisfaction à tous.

Nous ne croyons donc pas que l'opposition au double poste soit destinée à se prolonger après le vote d'une loi des huit heures : une pareille mesure apportera tant de bien-être aux ouvriers qu'ils sauront sacrifier, si le besoin s'en fait sentir, certains usages qui ne se justifient que par la force de l'habitude (1).

La question du double poste nous amène, comme nous l'avons dit plus haut, à nous occuper de l'organisation du travail dans les mines du Durham et du Northumberland.

On se souvient que, dans ces districts, l'abatage du charbon est confié à deux postes d'adultes, qui ne four-

(1) Voir dans ce sens la déposition de M. Evrard, représentant ouvrier du bassin du Pas-de-Calais, devant la Commission sénatoriale (5 février 1902).

nissent qu'un temps de présence égal ou inférieur à huit heures alors que les enfants chargés du transport du combustible doivent rester dix heures et plus au fond de la mine. Nous savons également qu'un bill des huit heures s'appliquant à tous les ouvriers apporterait un trouble profond dans cette organisation, si certains changements n'étaient pas opérés ; c'est pour étudier la nature et les conditions de ces changements que la Commission d'enquête avait été, à l'origine, constituée ; mais elle élargit singulièrement le champ de ses investigations, si bien que, dans son rapport, une page seulement est consacrée au Durham et au Northumberland : il est naturel que nous nous y attachions.

Sur l'ensemble des ouvriers (1), 20 0/0 travaillent au poste de huit heures ; sur les 80 0/0 qui restent, les 2/3 travaillent environ sept heures et 1/3 dix heures. Ces derniers, pour la plupart des enfants ou des adolescents, sont occupés au roulage et aux travaux accessoires. « Ce système, déclare la Commission, a graduellement évolué sous la pression des nécessités locales de l'industrie et, sous ce régime, la division et la spécialisation du travail sont arrivées à un degré de perfection plus élevé que dans les autres districts. La balance entre les deux postes d'abatage, qui sont courts, et le simple poste d'extraction, qui est plus long, a été soigneusement déterminée en vue d'obtenir la production la plus

(1) Rapport, p. 105.

considérable possible, sans gaspillage de temps ou d'énergie.» Personne ne met en doute que le Durham et le Northumberland n'obtiennent les plus brillants résultats en employant un double poste de piqueurs ; mais cet avantage doit-il être acheté au prix de la santé des jeunes ouvriers ? C'est ce que l'on n'oserait soutenir. Les choses sont calculées, dit-on, pour qu'avec l'*effectif actuel* le transport du charbon dure dix ou onze heures alors que l'abatage dure treize heures ; si la loi vient réduire à huit heures la durée du poste unique de transport, on sera forcé de supprimer le second poste d'abatage, de congédier une partie des piqueurs et d'imposer à tous les autres une journée de huit heures. De pareilles éventualités ne sont, évidemment, souhaitables ni pour les ouvriers, ni pour les Compagnies, mais il sera facile aux uns et aux autres d'y parer en consentant un léger sacrifice. Les exploitants n'auront qu'à augmenter le nombre des jeunes gens et des enfants employés au transport du charbon, de façon à leur faire constituer deux postes de huit heures, chacun d'eux étant, bien entendu, moins important que le poste unique actuel. Pour éviter toute perte de temps et pour que les rouleurs ne manquent jamais de combustible à transporter, on égaliserait les deux équipes de piqueur en leur imposant un travail de huit heures (la plus grande partie des piqueurs devraient donc allonger leur journée d'une heure environ) ; on pourrait aussi répartir les ouvriers à l'abatage en trois équipes de sept heures environ ; mais cette

dernière solution semble moins pratique que la précédente, car si le chantier appartenait trop longtemps aux piqueurs, il serait difficile d'effectuer les travaux nécessaires de boisage et de réparation.

Ces modifications se produiront peut-être même avant la mise en vigueur de la loi des huit heures, car il ressort de nombreux témoignages recueillis par la Commission que la quantité de charbon abattue, à l'heure actuelle, dans les couches *tendres* du Durham et du Northumberland, est telle que le poste unique et prolongé des ouvriers de transport est incapable d'en effectuer l'enlèvement.

Les quelques pages que nous venons de consacrer au double poste laissent deviner où réside la difficulté d'application de ce mode de travail : « L'obstacle principal et jusqu'à présent insurmontable à l'adoption immédiate du poste multiple est l'impossibilité de se procurer la main-d'œuvre nécessaire (1). »

Cet obstacle est d'autant plus sérieux qu'il s'agit cette fois de recruter non seulement des rouleurs et des aides, c'est-à-dire des ouvriers inexpérimentés, mais encore des piqueurs, travailleurs qui doivent avoir fourni un long apprentissage. Or, les exploitants sont unanimes à déclarer que « malgré les bonnes conditions sanitaires, l'indépendance des mineurs, et tous les loisirs qui

(1) Rapport, p. 92.

leur sont accordés, la perspective de travailler au fond des mines n'attire pas l'homme, tant citadin que rural, qui n'a pas encore essayé de ce travail ». Ainsi donc le Paradis décrit, avec de si aimables couleurs, dans les précédentes discussions parlementaires, n'exerce plus aucune attirance ? Ce lieu enchanté, où l'ouvrier bien payé, bien nourri, « travaille au milieu d'un air sans cesse renouvelé et d'une température constante (1) et circule dans les galeries où l'on ne connaît ni pluie ni chaleur (2) », n'a-t-il pas sur les habitants des campagnes environnantes la force d'un aimant ? Ces derniers n'hésitent pourtant pas à quitter leurs champs dès que vient à luire en quelque endroit une chance de bénéfice ; l'exode vers les villes et vers l'industrie se poursuit sans interruption. Pourquoi la mine est-elle seule laissée à l'écart ? Ne serait-elle, après tout, qu'un mirage décevant et cet ouvrier aurait-il raison qui déclare : « Le fils du mineur est forcément mineur et le reste plus forcément encore, non pas, comme vous le croyez, par amour du métier, mais bien par nécessité, par indispensabilité, par fatalité (3). »

Ne soyons pas, néanmoins, si pessimistes que les exploitants, surtout en ce qui concerne l'Angleterre et faisons, tout d'abord, observer que les deux grands

(1) Réponse au questionnaire, p. 6.

(2) *Ibid.*, p. 10.

(3) Réponse de M. Cotte, secrétaire général de la Fédération nationale des mineurs, aux objections du Comité des Houillères (Mémoire et observations, annexe n° 2, p. 76).

districts opposés au bill des huit heures, le Durham et le Northumberland, n'auront pas à s'occuper du recrutement d'un second poste de piqueurs, puisque le double poste d'abatage est déjà pratiqué dans leurs concessions ; quant aux autres mines, il est certain que la généralisation des haveuses mécaniques aura pour effet de rendre libres un grand nombre d'ouvriers qui, là où l'abatage à main sera seul possible, constitueront des seconds postes de piqueurs. Mais il resterait encore bien des vides à combler et, si les conclusions des Compagnies anglaises devaient être acceptées, on ne saurait attendre un grand secours de l'institution du double poste ; heureusement, quelques chiffres apportés par la Commission nous permettent d'envisager l'avenir sous des couleurs plus riantes. De 1896 à 1906, le nombre des ouvriers employés dans les houillères a passé de 692.684 à 882.345 : l'augmentation a donc été de plus de 27 0/0 ; or, pendant ce temps, la population totale de la Grande-Bretagne ne s'est accrue que de 12 0/0. Il est donc certain que bon nombre de travailleurs des villes ou des campagnes ont été recrutés par l'industrie minière et il n'y a pas de raison pour que ce fait ne se reproduise pas, surtout si l'application de la loi des huit heures entraîne une légère augmentation de prix du charbon et, par suite, une hausse des salaires ; un précieux exemple nous est fourni par l'année 1900, année d'activité intense et de salaires élevés, qui a vu s'augmenter de 51.000 hommes l'ensemble du personnel minier.

En cas d'insuffisance de la main-d'œuvre nationale, il serait en outre très facile pour certaines mines d'imiter l'exemple des charbonnages du Lanarkshire qui emploient, à l'heure actuelle, plus de 3.000 ouvriers polonais. Ces émigrés sont, de l'avis général, des travailleurs consciencieux et disciplinés et tout porte à croire que leur nombre pourrait être aisément augmenté.

Nous avons ainsi terminé l'examen critique de la partie du rapport de la Commission d'enquête qui touche aux effets éventuels sur la production d'un bill des huit heures : nous avons montré que ce bill, en supposant que rien ne fût modifié dans le mode de travail actuel, ne pouvait entraîner une réduction supérieure à 10.27 0/0 ; nous avons ensuite essayé de prouver que les pertes de temps causées par le chômage, l'arrêt des puits et l'absentéisme volontaire seraient atténuées dans une proportion considérable sous le nouveau régime et que, de ce fait, la proportion précédente pouvait être ramenée à 4 ou 5 0/0. Nous venons enfin de faire voir le secours que l'on pouvait attendre de l'amélioration de l'outillage mécanique, de la généralisation des hautes et du développement du double poste ; nous ne pouvons mettre, cette fois, en avant aucun chiffre, mais il est certain que la Commission d'enquête émet un jugement très modéré, lorsqu'elle conclut que :

« L'EFFET GLOBAL DE TOUS CES FACTEURS SERA DE TENDRE A MAINTENIR L'ÉQUILIBRE ENTRE L'OFFRE ET LA DEMANDE (1) ».

§§ 2 et 3.

C'est par cette conclusion que se termine la partie vraiment instructive et intéressante de l'enquête de 1907 : les quelques pages qui suivent sont consacrées soit aux détails d'application de la loi (paliers et dérogations), soit aux effets que pourrait avoir PROVISOIREMENT le bill, tant sur les salaires des ouvriers que sur l'exportation houillère et sur les autres industries de Grande-Bretagne, pendant les premières années qui suivront sa mise en vigueur. Il est certain que toutes les modifications dont nous avons parlé dans ce chapitre ne peuvent être réalisées du jour au lendemain et que l'on devra traverser une courte période d'embarras. Cette période, la France semble l'avoir connue en 1906, mais on sait avec quelle rapidité elle en est sortie : nul doute que l'Angleterre, qui est déjà par rapport à nous dans une situation si favorable, ne fasse mieux encore ; pour elle, comme pour d'autres pays, tout dépendra, comme le dit fort justement la Commission, « de l'intelligence et de la bonne volonté que mettront à la fois patrons et ouvriers à coopérer pour réduire ces embarras au minimum, dans l'intérêt immédiat du public et finalement dans l'intérêt de l'industrie houillère ».

(1) Rapport, p. 97.

Bien plus, l'attitude prise par le gouvernement dans les discussions de 1908 et *l'élargissement, peut-être excessif, des délais tout d'abord fixés pour l'application de la loi* permettent d'affirmer que la contraction provisoire que semble redouter la Commission ne se produira pas ; les dernières pages du rapport n'ont donc qu'un intérêt, dès à présent, rétroactif ; aussi nous contenterons-nous d'en donner un rapide exposé. Mais finissons-en tout d'abord avec ce qui concerne les dérogations.

Les dérogations, en cette matière, peuvent viser soit les charbonnages, soit les ouvriers et présenter un caractère permanent ou temporaire ; les dérogations permanentes quand elles sont appliquées aux charbonnages concernent presque toujours des houillères pauvres ou « malades » » pour lesquelles l'application intégrale de la loi serait équivalente à un arrêt de mort (loi française du 29 juin 1905, art. 3 et loi autrichienne du 27 juin 1901, art. 3, § 3). Mais il ressort de la lecture du rapport qu'aucune mine de Grande-Bretagne, sauf quelques petites exploitations de la Forest of Dean qui seront épuisées avant que la loi n'entre en vigueur, ne se trouve dans cette situation. Cela ne veut pas dire que l'effet du bill ne se ferait pas sentir, à l'heure actuelle, plus rigoureusement dans certains districts que dans d'autres ; alors que le Fifeshire et le Cumberland, par exemple, qui appliquent depuis longtemps la journée de huit heures, ne seraient pas touchés, le Lan-

cashire, le Pays de Galles du Sud et le Monmouthshire devraient faire un sacrifice de plus d'une heure et demie : ces districts sont pourtant parmi les plus actifs et les mieux outillés d'Angleterre ; une dérogation permanente ne se comprendrait pas pour eux ; tout ce que peut faire la loi, c'est de leur accorder le temps nécessaire à la transformation de leur mode d'exploitation. C'est pourquoi le projet de 1907, modifié en 1908, si généreux dans la fixation des délais d'application, se refuse à reconnaître, au profit de tel ou tel charbonnage, des dérogations permanentes.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne les ouvriers : certains d'entre eux sont obligés, par la nature de leur travail, d'avancer ou de prolonger leur séjour dans la mine : tels sont les hommes employés à l'abatage mécanique, dont nous nous sommes occupés plus haut, les *overmen*, *deputies*, *firemen* chargés de la surveillance des ouvriers et qui doivent, par conséquent, être au fond avant et après ces derniers, les *onsetters* (accrocheurs de puits), les ouvriers des pompes. Pour tous la Commission conclut à la nécessité de dérogations permanentes et le projet de loi d'août 1907 tient compte de ses conseils. Seuls les hommes chargés de conduire et de servir les haveuses mécaniques ne sont pas mentionnés au paragraphe 7 de l'article 1^{er}, mais on pourra certainement leur appliquer la dérogation temporaire prévue par le paragraphe 3 du même article relative « aux travaux exceptionnels dont il faut s'occuper abso-

lument sans interruption, pour éviter que des troubles sérieux se produisent dans l'intérieur de la mine ».

Nous ne ferons que mentionner les autres cas (accidents, danger, force majeure) dans lesquels une dérogation temporaire est jugée nécessaire ; ils ont un caractère trop impérieux pour qu'il soit besoin d'insister et toutes les lois limitant le travail dans les mines semblent les avoir prévus.

Cette dernière sorte de dérogation, bien que temporaire, ne peut être limitée dans la durée de son application : les causes qui la justifient défient, en effet, toute prévision. Mais il est une autre espèce de dérogation temporaire, qui n'a pas d'autre raison que la volonté bienveillante du législateur ; le rapport n'en fait aucune mention, mais le gouvernement devait se montrer, sur ce point, plus large que la Commission et l'article 3 § 1 du projet de 1907 décide que toutes les mines sans exception pourront augmenter soixante fois par an d'une heure la durée du travail. C'est là une disposition analogue à celle de l'article 4 de notre loi du 29 juin 1905, mais qui s'en distingue en ce sens que la dérogation qu'elle établit n'est pas renouvelable et qu'on ne demande pas aux Compagnies de prouver qu'il y a nécessité occasionnelle ou accord entre les ouvriers et l'exploitant pour le maintien de certains usages locaux. On sait à quels abus ont donné lieu les prétendues nécessités occasionnelles prévues par la loi française. Les Compagnies virent dans tous leurs besoins de supplé-

ment de main-d'œuvre des nécessités occasionnelles, si bien que la Chambre des députés, sur la proposition de M. Basly, crut devoir réduire le 5 juillet 1907 à quinze jours par an et à deux heures par jour la dérogation dont nous venons de parler et qui semblait avoir été créée pour permettre aux ouvriers d'augmenter leurs salaires au moment de certaines fêtes (longues coupes de la Ste-Barbe).

La loi anglaise accorde soixante heures par an ; les Compagnies y ont droit de la façon la plus absolue, sans qu'elles aient aucun motif à fournir : le gouvernement a eu le bon sens de comprendre que, pour ne pas obtenir de mauvaises raisons, le mieux était de n'en demander d'aucune sorte. L'article 3 soustrait enfin les exploitants à l'arbitraire du ministre.

Nous laissons complètement de côté les quelques lignes consacrées, dans le rapport, à l'effet de la réduction de la journée de travail sur la santé des ouvriers : c'est la partie la plus faible de l'œuvre de la Commission ; cette dernière se borne à tirer quelques chiffres des statistiques de l'office du Registrar general, statistiques critiquées au début de cette étude, et à en conclure que le travail du mineur ne peut être considéré comme un travail malsain ; mais elle est obligée de reconnaître que « *dans ceux des districts pour lesquels des statistiques distinctes ont été dressées, la mortalité la plus basse (675), est accusée par le Derbyshire et le Nottin-*

gham, comtés dans lesquels la durée du travail est au-dessous de la moyenne, et la mortalité la plus élevée (1006) dans le Lancashire, comté où la durée du travail est la plus longue » (1).

Plus intéressant est le paragraphe consacré par la Commission à l'effet d'une diminution de la production sur le salaire des ouvriers. Nous l'avons dit : cette diminution n'est pas à craindre, surtout dans le dernier état du projet et nous aurions aimé à voir le rapport insister plus qu'il ne le fait sur le caractère purement problématique et spéculatif de ses dernières pages ; si nous nous y arrêtons, c'est uniquement parce qu'elles mettent en lumière quelques particularités de l'industrie minière anglaise. Nous avons eu déjà l'occasion de remarquer que les salaires, dans les houillères de Grande-Bretagne, ne sont pas régis, comme dans les autres industries, uniquement par la loi de l'offre et de la demande de main-d'œuvre, mais sont aussi en relation directe avec le prix du combustible ; ouvriers et patrons sont tombés d'accord pour établir des échelles graduées, *présentant un minimum et un maximum* ; les salaires, quoique dépendant du prix du charbon, ne peuvent osciller qu'entre ces deux limites extrêmes. « Le succès de ce système », déclare la Commission (2) « est prouvé par le fait que les mines n'ont pas été inondées de main-

(1) Rapport, p. 122.

(2) Rapport, p. 115.

d'œuvre alors que le prix du charbon et des salaires était élevé et qu'elles n'ont pas davantage été privées de main-d'œuvre lorsque le prix des charbons et des salaires était bas. »

Dans ces conditions, quel serait l'effet sur les salaires d'une diminution de la production ? Tout dépendrait, évidemment, de l'état du marché ; mais à supposer, ce qui est infiniment probable, que l'offre restât constante, leur taux s'élèverait immédiatement (nous ne parlons, bien entendu, que pour les piqueurs, seuls ouvriers payés à la pièce). Donc, de deux choses l'une : ou bien les piqueurs s'arrangeraient, en renonçant à l'absentéisme pour passer, sous le régime des huit heures, le même temps au fond de la mine qu'auparavant et, dans ce cas, il n'y aurait rien de changé quant au montant de leurs salaires ; ou bien le temps de travail et l'extraction seraient réduits et, cette fois, grâce à la hausse du charbon, le taux du salaire monterait dans une sensible proportion et, selon la Commission, plus qu'il ne serait probablement nécessaire pour compenser l'effet de la réduction de tonnage.

Certains districts, peu nombreux d'ailleurs (Pays de Galles du Sud et Lancashire), où la durée du travail est la plus longue, seraient légèrement troublés et devraient modifier la base de leurs salaires, mais on peut affirmer que, *dans l'ensemble, la situation pécuniaire des piqueurs ne serait aucunement modifiée.*

Il ne faut pas pousser ce raisonnement à l'extrême et

dire que l'intérêt des ouvriers payés aux pièces serait de produire le moins possible pour faire hausser le charbon et, parallèlement, le taux des salaires : on se demande comment certains membres distingués du parti conservateur ont pu émettre de sang-froid, à la tribune, une pareille idée ; ils semblent perdre de vue, tout d'abord, que si le salaire du mineur dépend du prix du combustible, il *dépend encore bien plus de la quantité abattue* et que ce serait folie de vouloir affaiblir volontairement ce facteur important et sûr ; de plus, il ne faut pas oublier que les échelles graduées fixent un minimum et un maximum et qu'entre ces deux extrêmes, la marge n'est pas supérieure à 30 0/0 ; enfin ne nous imaginons pas que les diverses industries soient des corps dociles auxquels les houillères puissent imposer les prix qu'il leur convient ; si les prétentions de ces dernières étaient exagérées, il se produirait bientôt une formidable crise dont elles seraient les premières victimes.

Nous n'avons parlé que des ouvriers payés *aux pièces*, c'est-à-dire des piqueurs ; pour les rouleurs, aides et garçons payés *à la journée*, la situation serait assez différente. L'unité de travail est pour eux la journée : or, la réduction que la loi des huit heures ferait subir à cette journée serait bien plus considérable dans leur cas que dans celui des piqueurs ; l'absentéisme est presque inconnu parmi les ouvriers auxiliaires et ils ne pourraient compenser cette réduction par une diminution sensible

des jours de chômage volontaire. Ces raisons pourraient faire craindre un abaissement des salaires ; mais, heureusement, les exploitants sont unanimes à déclarer que les mines des Etats-Unis et de l'Afrique du Sud exercent une telle attraction sur leurs ouvriers qu'on sera forcé, pour les retenir, de ne rien changer au taux actuel.

Donc, quoi qu'il arrive, le bill des huit heures, qui améliorera la situation physique et morale de ceux qu'il protégera, ne rendra pas plus mauvaise leur situation pécuniaire. Il y a même tout lieu de croire que les salaires iront sans cesse s'élevant, grâce au mouvement de progrès qui entraîne toutes les industries, celle des mines comme les autres. Rien n'est plus concluant à cet égard que le tableau suivant, qui montre l'effet de la loi autrichienne de 1901 sur le gain annuel des ouvriers (1).

SALAIRES DE 1901 à 1906 (*gain annuel*).

Mines de houille.

	1901	1903	1906
Piqueurs et rouleurs. . . .	918 fr. 20	840 fr. 14	959 fr. 38
Ouvriers adultes du fond. .	769 » 76	733 » 74	822 » 46
Ouvriers adultes du jour . .	776 » 82	764 » 95	812 » 49
Jeunes gens.	468 » 52	447 » 22	488 » 79

Si le salaire des ouvriers anglais ne devait pas être atteint par une diminution de la production et par une

(1) Statistiques du ministère de l'agriculture, Circulaire du Comité des Houillères, n° 3659.

hausse des prix du combustible, il faudrait bien que quelqu'un supportât le poids de cette diminution et de cette hausse problématiques (à supposer, bien entendu, que la demande restât constante) : ce quelqu'un ce ne peut être que le consommateur ; mais la Commission d'enquête va nous montrer une fois de plus que sur ce point, comme sur tant d'autres, la Grande-Bretagne est dans une situation spécialement avantageuse et que cette augmentation du prix du charbon, qui pourrait avoir pour certains pays, comme la France, de graves inconvénients, serait à peine ressentie par le marché intérieur anglais.

Ce privilège s'explique aisément : *la Grande-Bretagne, qui exporte une grande partie du charbon produit par elle* (en 1906, 76.780.000 tonnes sur 251.067.000) *possède des débouchés extérieurs qui, pour diverses raisons que nous étudierons plus loin, ne peuvent lui être fermés par d'autres pays producteurs de houille.* Il en résulte qu'elle peut impunément imposer à sa clientèle étrangère des prix sensiblement plus élevés qu'à présent : en les majorant dans une proportion suffisante, elle pourrait lui faire supporter la quasi-totalité de l'effet restrictif de la loi. La clientèle nationale ne serait, de la sorte, presque pas touchée.

Il est tout d'abord certain que les exportations de charbon anglais se sont accrues, dans ces dernières années, plus que proportionnellement à l'augmentation générale de la production. De 1896 à 1906, l'extrac-

tion a augmenté de 53.706.000 tonnes, sur lesquelles 32.201.000 ont été exportées. Il semble donc que le charbon anglais s'ouvre sans cesse de nouveaux débouchés ; la Commission a beau dire que la période 1896-1906 a été, pour presque tous les pays, « une période d'augmentation sans exemple dans la consommation du charbon (l'Allemagne seule importa 10.155.000 tonnes de combustible anglais contre 4.330.000 tonnes en 1896) » (1), il n'en reste pas moins certain que le charbon britannique continue depuis à venir battre les producteurs européens sur leurs propres marchés ; c'est ainsi qu'il y a quelques jours les charbonnages nationaux ont été éliminés dans l'adjudication des chemins de fer de l'Etat belge.

Il y a là un fait intéressant à constater, mais ce qu'il importe surtout de connaître c'est l'effet qu'ont pu avoir, dans le passé, les hausses passagères du combustible sur le chiffre des exportations : le rapport nous offre, à ce sujet, quelques exemples concluants.

C'est ainsi qu'en 1893, la production totale du Royaume-Uni ayant baissé de 17.460.000 tonnes et les prix ayant été considérablement majorés, les exportations ne furent réduites que de 1.900.000 tonnes.

En 1898, une réduction de 9.000.000 de tonnes dans le Pays de Galles n'entraîna aucune diminution dans les exportations.

(1) Rapport, p. 125.

La France est, d'ailleurs, bien placée pour savoir que le consommateur, lorsqu'il a besoin de charbon, le paye à n'importe quel prix, puisque chez nous les achats de combustible anglais ont été en augmentant de 1905 à 1907 et que, pendant ce temps, le marché anglais « accusait, pour les sortes d'exportation, des hausses allant de 50 à 78 0/0 (1) ».

Il semble donc que la Commission n'est pas en contradiction avec les faits lorsqu'elle conclut : « L'acheteur étranger est notre client le plus tenace : loin que la diminution totale de production retombe sur le marché d'exportation, dans une période de raréfaction du charbon, l'acheteur étranger s'assurerait son charbon à quelque prix que ce fût (2). »

Un phénomène remarquable contribue, d'ailleurs, à maintenir une large exportation aux charbons anglais, même dans des pays qui, géographiquement et économiquement, semblent placés sous l'influence des charbons étrangers. Voici en quoi il consiste : le commerce d'exportation du combustible « ne peut être considéré comme un commerce isolé, mais doit être, au contraire, étudié dans ses rapports avec le commerce général d'importation (3) ». Or, les importations anglaises consistent pour la plupart en produits lourds et encombrants,

(1) Déposition de M. de Peyerimhoff devant la Commission des mines de la Chambre : annexe au rapport supplémentaire Janet. *J. officiel*, 29 août 1907, Annexes, p. 955.

(2) Rapport, p. 127.

(3) Rapport, p. 127.

tandis que les exportations ne comprennent que des produits de grande valeur et de petites dimensions, si bien que les bateaux qui apportent en Angleterre les marchandises brutes devraient revenir aux trois quarts vides s'ils ne complétaient leur chargement en embarquant du charbon anglais : le fret qu'ils perçoivent est souvent dérisoire, si bien que le combustible peut être livré au Cap ou à Singapoor dans des conditions aussi économiques que s'il provenait de l'Inde, de l'Australie ou du Natal. Mais ces exportations lointaines ne sont pas les plus importantes et c'est tant mieux pour notre cause car, à supposer que le prix du charbon anglais vienne à hausser considérablement et même à égaler le cours du combustible sur les marchés indigènes d'Afrique ou d'Asie, il ne resterait aucune marge pour payer le fret et les navires importateurs préféreraient revenir aux trois quarts vides d'Angleterre. L'immense partie des exportations en charbon est dirigée, grâce au phénomène que nous venons de décrire, non pas sur des ports lointains dépendant d'un autre marché charbonnier, mais sur des pays situés à des distances moyennes et « qui sont principalement, sinon entièrement, tributaires de l'Angleterre pour leurs besoins de combustible » (1) ; telle est la région de la Méditerranée, comprenant l'Italie et la France ; la Commission n'est pas inquiète sur l'accueil que ces derniers pays feraient à

(1) Rapport, p. 128.

une augmentation des prix : bon gré, mal gré, il faudrait bien qu'ils payent. On pourrait abaisser le fret du combustible pour faire preuve de bonne volonté, mais « tant que la Grande-Bretagne maintiendra sa suprématie maritime et son grand commerce d'importation, il faudrait que le prix des charbons aux ports anglais subît une perturbation complète pour que l'Angleterre fût délogée de sa situation de principal exportateur de charbon à destination des ports de cette catégorie (1). »

Il y a toutefois une exception en faveur de certains ports du Nord comme Hambourg, Rotterdam ou Nantes, qui ne reçoivent pas nécessairement leur charbon au retour des bateaux allant importer des marchandises brutes en Angleterre, mais qui sont approvisionnés par des vapeurs *exclusivement* affectés au trafic des combustibles. Ces vapeurs appartiennent rarement à des Anglais et leurs propriétaires n'ont aucun intérêt à consentir des frets réduits ; ils sont toujours disponibles et vont, sur l'ordre de leurs clients, effectuer leur chargement de charbon dans les pays qui vendent le meilleur marché.

Mais il résulte de l'ensemble de ces observations que l'Angleterre pourrait, dans le cas très improbable où l'application d'une loi des huit heures entraînerait provisoirement et une contraction de la production et une hausse des prix, faire supporter dans la plus forte

(1) Rapport, p. 129.

proportion à sa clientèle étrangère ces fâcheux effets et dégager d'autant l'industrie nationale : il y a donc une raison de plus de nous tranquilliser.

Un dernier scrupule pesait, néanmoins, sur la conscience de la Commission d'enquête : ne pourrait-il pas se produire certaines éventualités où, malgré toutes les précautions prises, « une hausse du prix du combustible, consécutive à l'entrée en vigueur de la journée de huit heures, créerait une situation telle que l'intérêt économique immédiat des patrons et ouvriers intéressés dans la production du charbon serait en antagonisme avec l'intérêt économique de l'ensemble du pays (1) » ? En vue de ces éventualités ne conviendrait-il pas d'autoriser le gouvernement à SUSPENDRE, quand cela lui semblerait nécessaire, l'application de la loi ?

On se rend facilement compte de ce qu'un tel pouvoir aurait d'exorbitant ; néanmoins le projet anglais du 1^{er} août 1907 permet au Gouvernement (art. 4) de suspendre l'application de la loi « *s'il se produit une grave crise économique, due au fait que la demande de charbon dépasse l'offre disponible à ce moment-là* ».

Cette disposition nous semble pleine de dangers : elle met le sort de la loi à la merci d'un changement de cabinet ; elle crée un ministère souverain juge des causes si complexes qui peuvent influencer sur une crise éco-

(1) Rapport, p. 140.

nomique ; elle met enfin aux mains des Compagnies une arme terrible : qu'un cartell se forme et décide de restreindre provisoirement la production et c'en sera fait de la réforme pour laquelle le prolétariat anglais aura combattu pendant plus de vingt ans. Puisse le Parlement réfléchir et comprendre que « les droits d'une classe n'ont pas pour mesure les terreurs de l'autre ».

CHAPITRE III

LE PROJET GOUVERNEMENTAL ET LES DISCUSSIONS PARLEMENTAIRES DE 1908.

S'inspirant, d'une façon manifeste, des conclusions de la Commission d'enquête, la cabinet Campbell-Bannerman déposa le 1^{er} août 1907 un projet de loi limitant les heures du travail au fond des houillères ; le texte en est, à l'heure actuelle, extrêmement répandu, mais cette étude serait incomplète si nous évitions de le publier : nous faciliterons, d'ailleurs, de la sorte, l'intelligence des discussions parlementaires de 1908.

PROJET DE LOI DU GOUVERNEMENT

1. — (1) Conformément aux dispositions de la présente loi, un ouvrier ne peut rester au fond d'une mine, en vue d'y effectuer son travail et d'aller à son travail ou d'en revenir, ou être autorisé à se trouver au fond à cet effet, pendant une durée supérieure à la durée indiquée par le présent article, au cours de vingt-quatre heures consécutives.

(2) La durée fixée par le présent article est, pendant la période à courir, depuis l'entrée en vigueur de la présente loi jusqu'au 30 juin 1909, de *neuf* heures, et ensuite de *huit* heures.

(3) Aucune contravention aux dispositions qui précèdent ne sera réputée avoir lieu :

a) Dans le cas d'un ouvrier faisant partie d'un poste, si la

durée de présence au fond, ici fixée, n'est pas dépassée par la période écoulée entre le moment où le premier ouvrier du poste quitte la surface et le moment où le premier ouvrier du poste revient à la surface, et par la période écoulée entre le moment où le dernier ouvrier du poste quitte la surface et le moment où le dernier ouvrier du poste revient à la surface.

b) Ou bien dans le cas d'un ouvrier qui se trouve au fond en vue de prêter assistance à cause d'un accident, ou pour parer à un danger, ou bien en raison d'un cas de force majeure ou d'un travail exceptionnel (emergency) dont il faut absolument s'occuper sans interruption, pour éviter que des troubles sérieux se produisent dans le travail ordinaire de la mine.

(4) Le propriétaire, agent ou directeur de chaque mine, doit fixer, pour chaque poste d'ouvriers à la mine, l'heure où doit commencer et l'heure où doit être achevée la remontée des ouvriers, de telle manière que chaque ouvrier puisse avoir le moyen de retourner à la surface sans contrevenir aux dispositions précédentes du présent article. Il doit afficher à l'entrée du puits un avis indiquant visiblement les heures ainsi fixées et il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'observation de ces heures pour la descente et la remontée des ouvriers.

(5) L'intervalle entre les heures fixées pour le début et pour l'achèvement de la descente ainsi que de la remontée de chaque poste d'ouvriers ne doit pas dépasser le temps raisonnablement nécessaire à cet effet, sauf approbation par l'inspecteur des mines.

(6) Un poste de réparations peut, nonobstant les dispositions du présent article et en vue d'éviter de travailler le dimanche, commencer son temps de travail le samedi, avant que vingt-quatre heures se soient écoulées depuis le commencement de son dernier temps de travail, mais à la condition que huit heures au moins se soient écoulées depuis l'achèvement de ce temps de travail.

(7) En vue de l'application de la présente loi, l'expression « ouvrier » signifie toute personne employée dans la mine, aux travaux du fond, et qui n'est ni un surveillant de la mine, ni un chauffeur, un accrocheur de cages, un palefrenier, ni un ouvrier des pompes. Tout groupe d'ouvriers dont le travail à la mine débute et s'achève approximativement aux mêmes heures est réputé être un « poste » d'ouvriers.

2. — (1) Le propriétaire, agent ou directeur de toute mine doit charger des personnes de diriger, à l'orifice du puits, la descente et la remontée des ouvriers, et doit faire en sorte qu'un registre soit tenu à jour, dans les formes indiquées par le secrétaire d'Etat, registre contenant les détails prescrits par lui en ce qui concerne les heures effectives de descente et de remontée, et les cas dans lesquels un ouvrier se trouve au fond pendant une durée supérieure à la durée fixée par la présente loi, ainsi que la cause de cette prolongation.

(2) Les ouvriers d'une mine peuvent, à leurs frais, charger une ou plusieurs personnes — qu'elles aient ou non les fonctions de contrôleur des pesées, — de stationner à l'orifice du puits aux moments où les doivent être ouvriers descendus ou remontés, et cela en vue de contrôler les heures de descente ou de remontée ; les dispositions des lois sur les mines de houille, de 1887 à 1905, relatives aux contrôleurs des pesées et aux relations du propriétaire, agent ou directeur de la mine avec le contrôleur des pesées, seront applicables dans la mesure du possible à la personne ainsi désignée, sous cette réserve que, en ce qui concerne le droit de nomination, les ouvriers de la mine sont substitués aux personnes qui, aux termes desdites lois, ont le droit de nommer un contrôleur des pesées.

(3) Toute personne qui inscrira une mention fausse dans le registre à tenir, aux termes du présent article, ou qui provoquera ou autorisera une inscription fausse sera passible, pour chaque contravention, d'une amende de simple police qui ne pourra dépasser 5 livres sterling.

3. — (1) La durée pendant laquelle, aux termes de la présente loi, les ouvriers d'une mine peuvent se trouver au fond en vue de leur travail et de leurs allées et venues pour aller à leur travail ou en revenir, cette durée peut être augmentée, dans toute mine, par le propriétaire, agent ou directeur de la mine, pendant au maximum soixante jours par année civile, d'une durée qui ne peut dépasser une heure par jour. Pour chaque journée où la durée de présence sera ainsi augmentée dans une mine quelconque, la durée ainsi augmentée sera substituée, aux fins de la présente loi, et en ce qui concerne cette mine, à la durée fixée par la présente loi.

(2) Le propriétaire, agent ou directeur d'une mine devra prendre des mesures pour qu'un registre soit tenu sous la forme indiquée par le secrétaire d'Etat, registre mentionnant tous les cas dans lesquels la durée de travail a été augmentée conformément au présent article ; ce registre sera toujours à la disposition de l'inspecteur.

4. — En cas de guerre, de danger national imminent ou de sérieux cas de force majeure, ou s'il se produit une grave crise économique, due au fait que la demande de charbon dépasse l'offre disponible à ce moment-là, Sa Majesté peut, par décision prise au Conseil, suspendre l'application de la présente loi dans les proportions et pendant le laps de temps indiqués par la décision du Conseil, et soit qu'il s'agisse de toutes les houillères ou seulement d'une catégorie de houillères.

5. — En vue de l'application de la présente loi aux mines où les ouvriers pénètrent autrement que par un puits, et aux ouvriers qui ne sont pas descendus ou remontés par des moyens mécaniques, « l'admission des ouvriers dans la mine » sera substituée à la « descente des ouvriers dans la mine », et le « retour de la mine » sera substitué à la « remontée des ouvriers ». Les heures fixées par le propriétaire, agent ou

directeur de la mine, avec l'approbation de l'inspecteur, comme étant les heures correspondant à celles fixées pour le début et l'achèvement de la descente et de la remontée des ouvriers, seront substituées aux heures ainsi fixées (pour la descente et la remontée).

6. — (1) Toute personne qui contrevient ou omet de se conformer, ou qui autorise une autre personne à contrevenir ou à omettre de se conformer à l'une des dispositions de la présente loi pour laquelle il n'a pas été prévu de pénalités spéciales, sera coupable de violation de la présente loi, et, dans le cas d'une telle contravention ou non-observation par une personne quelconque, le propriétaire, agent ou directeur de la mine sera coupable de violation de la présente loi. Etant entendu que :

a) Au cas où une telle contravention ou non-observation est commise par un ouvrier, le propriétaire, agent ou directeur de la mine, ne sera pas coupable s'il prouve qu'il a pris toutes les mesures raisonnables en vue de prévenir la contravention ou non-observation.

b) Un ouvrier ne sera pas coupable de violation de la présente loi, au cas où il n'est pas revenu à la surface dans les limites de temps prévues par la présente loi, s'il prouve que, sans faute de sa part, il a été empêché de revenir à la surface par le fait qu'il n'y avait pas de moyens mis à cet effet à sa disposition.

(2) Toute personne coupable de violation de la présente loi sera passible, pour chaque violation, si elle est le propriétaire, agent ou directeur de la mine, d'une amende de simple police n'excédant pas 2 livres sterling, et, dans tous les cas, d'une amende n'excédant pas 10 shillings.

(3) Si un ouvrier reste au fond pendant une période plus longue, au cours de vingt-quatre heures consécutives, que la durée de présence fixée par la présente loi, il sera réputé s'être trouvé, au fond de la mine, en contravention avec la loi, à moins que le contraire ne soit prouvé.

7. — (1) La présente loi, sauf là où apparaît l'intention contraire de la loi, s'appliquera à toutes les mines auxquelles s'appliquent les lois sur les houillères de 1887 à 1905.

(2) La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1908.

(3) La présente loi prendra le titre de loi sur les houillères de 1907, elle sera combinée avec les lois sur les houillères de 1887 à 1905, et la présente loi ainsi que les autres lois seront citées comme les lois sur les houillères de 1887 à 1907.

Il nous paraît utile de mettre en lumière les points saillants du projet anglais: le meilleur moyen est, nous semble-t-il, de le comparer à la loi française du 29 juin 1905, au projet voté par la Chambre le 5 juillet 1907 et à la loi autrichienne du 27 juin 1901; pour éviter de longs et inutiles développements et pour offrir au lecteur une vue d'ensemble sur la législation protectrice des ouvriers mineurs, nous croyons bien faire en dressant le tableau suivant:

<i>Temps de travail.</i>	PROJET ANGLAIS DU 1 ^{er} AOUT 1907. Huit heures complètes du jour au jour. Repos et repas compris. 9 heures jusqu'au 30 juin 1909 puis 8 heures.	LOI FRANÇAISE DU 29 JUIN 1905 ET PROJET VOTÉ PAR LA CHAMBRE LE 5 JUILLET 1907. Huit heures de travail. Repos non compris lorsqu'ils sont prévus par le règlement de la mine. 9 heures au 1 ^{er} janvier 1906, 8 h. 1/2 au 1 ^{er} janvier 1908, 8 heures au 1 ^{er} janvier 1910. Ouvriers employés à l'abatage (loi de 1905). Tous les ouvriers du fond (projet de 1907). Nul (loi de 1905). Tableau des heures de descente et de remontée visé par l'ingénieur en chef et affiché dans la mine (projet de 1907).	LOI AUTRICHIENNE DU 27 JUIN 1901. Neuf heures complètes de l'entrée à la sortie du poste. Repos compris sauf quand ils sont pris au jour. Un an après la promulgation de la loi.
<i>Date d'application.</i>			
<i>Ouvriers auxquels la loi s'applique.</i>	Tous les ouvriers du fond, sauf surveillants, chauffeurs, accordeurs de cages, palefreniers, ouvriers des pompes. 1 ^o Tableau des heures de descente et de remontée affiché à l'entrée du puits. 2 ^o Contrôleurs nommés par les ouvriers. 3 ^o Registre constatant toutes les dérogations.		Tous les ouvriers du fond.
<i>Contrôle.</i>			
<i>Dérogations permanentes.</i>	SUSPENSION POSSIBLE ET GÉNÉRALE DE LA LOI en cas de guerre, cas de force majeure ou grave crise économique (dérogation accordée par le Conseil des ministres).	Mines où le maintien de l'exploitation serait compromis par l'application de la loi (Dérogation accordée par le Ministre des travaux publics). Mines où l'abréviation de la durée du poste rendrait impossible le maintien de l'exploitation (la durée du travail effectif ne peut dépasser 10 heures) et qui pratiquaient, avant la loi, un poste supérieur à 9 heures. 2 ^o Mines des hautes régions des Alpes (54 heures par semaine). 3 ^o Evénements extraordinaires ou besoins pressants.	
<i>Dérogations temporaires.</i>	Prolongation de une heure pendant soixante jours pour toutes les mines. Cas d'accident, de danger, de force majeure ou de travail exceptionnel.	Dérogations de 2 mois renouvelables pour accidents, nécessités occasionnelles, usages locaux (loi de 1905). Dérogations } Accidents, sécurité, défense nationale. par suite de } Necessités occasionnelles (ne peuvent excéder 15 jours par an et 2 heures par jour).	

Une année se passa avant que le projet du gouvernement ne vînt en discussion. M. Gladstone employa ce temps en cherchant à vaincre les dernières résistances ; les conclusions de la Commission d'enquête étaient trop convaincantes pour que les exploitants s'attaquassent au fond du projet ; ces derniers n'ignoraient pas, d'ailleurs, que le siège de la Chambre était fait sur la nécessité d'une réglementation du travail minier, mais ils croyaient qu'il était encore temps d'obtenir de meilleures conditions que celles énoncées dans le bill ; c'est pourquoi une délégation de la Mining Association of Great Britain, conduite par M. Ellis, se présenta le 8 janvier 1908 devant le ministre de l'intérieur (1). L'Association n'avait plus sur la réduction des heures de travail les mêmes idées qu'en 1894 ; il ne s'agissait plus d'une réduction théorique de 20 à 25 0/0 ; tout au plus pouvait-on parler de 13,72 0/0. Cette réduction était d'ailleurs sujette aux diverses atténuations prévues par la Commission d'enquête et, bon gré mal gré, M. Ellis était obligé d'avouer qu'en ce qui concernait les patrons des sacrifices pécuniaires suffisants pourraient maintenir le chiffre de l'exploitation ; quant aux ouvriers, il ne fallait pas se faire sur leur compte de trop vives illusions, mais il se pouvait que l'on assistât à un changement dans leurs habitudes et dans leurs dispositions. Ces différentes causes maintiendraient peut-être le

(1) Circ. n° 3562 du Comité des Houillères.

chiffre de la production, mais, selon M. Ellis, ne pourraient l'accroître. Ne nous montrons pas trop exigeant envers la Mining Association et contentons-nous de ce premier aveu.

Les réticences qu'il contenait ne tendaient pas à faire échec à la loi : « Si le gouvernement est convaincu qu'il doit limiter à 8 heures la durée du travail au fond, déclara M. Ellis, il est inutile de chercher à lui faire adopter une plus longue durée » ; ce que la Mining Association avait en vue, c'était de faire modifier le bill en ce qui concernait la descente et la remontée des ouvriers, comprises, comme on le sait, dans la journée de travail (art. 1 § 3) : « Nous demandons instamment au gouvernement, disait-elle, de décider que les huit heures seront calculées depuis *la descente de la dernière cage jusqu'à la montée de la première.* » C'était vouloir substituer au système du *jour au jour* le système du *trait*, adopté par la loi française ; c'était en un mot vouloir remplacer la journée de huit heures par celle de neuf heures ou, tout au moins, de huit heures et demie.

M. Gladstone ne fut pas dupe de cette manœuvre et se tira d'affaire par quelques paroles aimables à l'adresse de la Mining Association : la question était grave et méritait, certes, toute l'attention du gouvernement, mais les heures supplémentaires accordées par l'article 3 pouvaient constituer un palliatif suffisant, et le ministre avait bon espoir que l'on trouverait une solution amia-

ble. « Il n'y a désaccord entre la délégation et les ouvriers, continua-t-il, que sur un point : devra-t-on accorder une durée de transport, ou deux ? L'Association n'attend pas de moi que je dise quoi que ce soit sur ce point, en ce moment, mais il me semble tout au moins que la courtoisie actuelle des relations entre patrons et ouvriers est de bon augure. L'industrie du charbon se distingue depuis de longues années par le bon sens qui caractérise ces relations et j'espère que le bill pourra être pris comme base d'accord, satisfaisant à la fois employeurs et employés. »

Les 5 et 11 mars, M. Gladstone reçut plusieurs autres délégations : celles de la British Iron Trade Association, des Compagnies du gaz, de la Fédération des armateurs et des Compagnies de chemins de fer du Royaume-Uni. Toutes protestèrent à l'avance contre l'augmentation du prix du charbon que pourrait entraîner le bill. « Nous savons de *source sûre*, déclara M. Ch. Scotter, président du L. and S. W. Railway, que la production de combustible diminuerait de *25 millions de tonnes au moins*. » Cette « source sûre » n'était donc pas celle où avait puisé la Mining Association, puisque cette dernière parlait, deux mois auparavant, d'une réduction de *34.440.170 tonnes par an* ? La divergence qui existe entre ces deux chiffres ne nous autorise-t-elle pas à douter de leur sincérité ? Tel semble avoir été l'avis du ministre de l'intérieur, qui nia énergiquement que le prix du charbon pût augmenter dans

les proportions indiquées par les adversaires du bill, « puisque la moyenne des heures de travail effectif était de 7 heures $1/4$ seulement ». D'ailleurs le gouvernement, s'il se déclarait intransigeant sur le principe des huit heures, ne se refusait pas à modifier quelques dispositions du bill.

On en eut la preuve trois mois plus tard : voulant confondre tous ceux qui s'opposaient à l'adoption du projet, sous prétexte que la période qui s'écoulerait entre son application et la transformation de l'outillage des Compagnies serait pleine de difficultés et de dangers, M. Gladstone résolut de frapper un grand coup. Il proposa à la Commission parlementaire, chargée d'examiner le bill gouvernemental avant sa discussion, de transformer le paragraphe 2 de l'article 1^{er} relatif aux délais d'application. Le texte de 1907 décidait que, pendant *dix-huit mois*, la durée du travail serait de neuf heures, puis qu'on passerait brusquement à la journée de huit heures ; mais, comme dans le passé l'ouvrier restait rarement plus de neuf heures dans la mine, il aurait été plus simple de dire que la loi serait intégralement appliquée dans un délai de dix-huit mois. Il est certain que ce délai ne permettait pas aux exploitants d'opérer, dans leurs charbonnages, de sérieuses transformations ; aussi y avait-il autre chose qu'un simple mouvement de mauvaise humeur de leur part lorsqu'ils demandaient au ministre de l'intérieur que l'application de la loi se

fit, non par étapes, mais en une fois. Le gouvernement et la Commission de la Chambre comprirent qu'il y avait beaucoup moins d'intérêt pour les Compagnies à ce qu'on appliquât pendant peu de temps un palier de neuf heures qu'à ce qu'on appliquât pendant plusieurs années un palier de huit heures et demie. Ce dernier ne pouvait entraîner une diminution *théorique* de la production supérieure à 3,15 0/0 ; or cette diminution, nous l'avons vu dans l'étude du rapport de 1907, serait compensée par l'effet bienfaisant de la loi, tant au point de vue de l'absentéisme qu'au point de vue de l'arrêt des puits ; on n'aurait pas à transformer immédiatement l'outillage pour maintenir le tonnage actuel et les Compagnies auraient devant elles tout le temps nécessaire pour effectuer cette opération.

Aussi, quand le 22 JUIN 1908, M. Gladstone demanda la seconde lecture du projet gouvernemental, il déclara en même temps que l'article 1^{er} § 2 était modifié et que, pendant une période de *cinq années*, la montée et la descente de l'ensemble du poste ne seraient pas comprises dans la journée de travail. Eut-il tort, eut-il raison ? Quiconque cherchait à rendre la loi plus facilement applicable ne pouvait songer à blâmer le ministre de l'intérieur de son initiative ; mais il ne faut pas oublier qu'en politique certaines marques de conciliation sont souvent prises pour des faiblesses et font reprendre courage à l'adversaire qui se considérait déjà comme vaincu. C'est, en effet, ce qui se produisit dans le cas

qui nous occupe : non seulement on accusa M. Gladstone de douter de l'opportunité du bill, mais, ce qui est plus grave, on laissa entendre qu'il voulait se décharger sur les cabinets à venir du soin de son application : « Est-il possible, déclara dans la séance du 6 juillet (même discussion) M. F. E. Smith (Liverpool-Walton), que le gouvernement ne se rende pas compte qu'il est extrêmement peu probable qu'il soit assis dans cinq ans à la place qu'il occupe à présent et qu'il préfère que cette question désagréable soit réglée par ses successeurs que par lui-même ? » Et, presque en même temps, le *Times* écrivait dans un *leader* : « Si l'on y regarde de près, l'amendement de M. Gladstone n'est pas tant une concession aux adversaires de son projet qu'une façon de lier les mains au prochain Parlement. Car il est évident que les conditions actuelles peuvent changer très sérieusement d'ici cinq ans, rendant même une journée de huit heures, comptées du jour au jour, encore plus critiquable qu'elle ne l'est à présent » (1).

Ces critiques et ces insinuations plus ou moins perfides étaient de nature à nuire au projet et l'on est en droit de penser que le ministre de l'intérieur aurait dû, tout d'abord, chercher à obtenir l'adoption pure et simple du bill, quitte à le faire amender dès que le besoin s'en serait fait sentir. Mais M. Gladstone pouvait se permettre, sans danger, cette légère imprudence,

(1) *The Times*, 7 juillet 1908.

car on ne pouvait contester que la réforme était mûre, que tous ses effets avaient été soigneusement étudiés et que l'heure de la victoire avait enfin sonné. Nous ne voulons pas dire par là que le projet gouvernemental ne rencontrait plus, à la Chambre des Communes, aucun adversaire ; certaines hostilités s'étaient au contraire réveillées ; le parti conservateur qui semblait, en 1906, avoir subi une défaite irrémédiable avait depuis remporté quelques succès dans des élections partielles ; espérant prochaine la reprise générale des hostilités politiques, le bill des huit heures lui fournit une excellente occasion de se forger une nouvelle machine de guerre. Ainsi que le déclarait excellemment M. Walsh, dans la dernière discussion : « beaucoup de conservateurs avaient soutenu autrefois un bill en faveur des mineurs, mais la raison pour laquelle ils ne le faisaient plus à présent était qu'ils désiraient tirer un excellent parti du cri : « Le charbon renchérit ». Aussi s'explique-t-on que le bill, qui avait été lu pour la seconde fois à l'unanimité en 1906 et en 1907, souleva contre lui en 1908 plus d'un membre du parti unioniste. Mais cette opposition, pour bruyante qu'elle fût, ne présentait aucun caractère dangereux ; il était clair qu'elle était purement politique, car, au point de vue des réformes sociales, il n'y a pas, contrairement à l'opinion commune, de divergences sérieuses entre libéraux et conservateurs ; les deux partis ne sont point séparés par une frontière bien nette et l'on a pu dire,

en manière de plaisanterie, qu'ils existaient uniquement parce que :

« Every child who is born alive
Must be a liberal or a conservative (1). »

Ainsi que M. Gladstone le rappelait spirituellement, dans la séance dont nous nous occupons, M. Balfour et Lord Salisbury n'avaient pas toujours été hostiles aux huit heures et le parti conservateur, qui criait si fort, à présent, contre toute intervention dans le travail des adultes, avait à son actif la réglementation du travail des employés de chemins de fer, des employés de magasin, sans parler du bill des dix heures. Mais, cette fois, les raisons politiques énoncées plus haut ne permettaient pas une pareille attitude ; le projet n'en souffrit pas car, dans ces sortes de questions, les arguments économiques sont les seuls qui comptent et l'opposition de deux ou trois envoyés du Durham et du Northumberland avait eu, jadis, plus d'effet que ne pouvait en avoir, à présent, celle de toutes les forces unionistes.

Ces dernières avaient pourtant tenté de susciter, dans le public, un mouvement contre le bill et, à leur appel, s'était constituée une « Ligue des consommateurs de charbon » ; on n'a jamais su, malheureusement, quelle était la qualité de ses membres et M. Gladstone pouvait à bon droit la définir : « un corps quelque peu intangi-

(1) « Tout enfant, né vivant, doit être un libéral ou un conservateur. »

ble représentant tout le monde en général et personne en particulier ». Ce qui est certain c'est que la ligue s'inquiétait beaucoup plus de l'augmentation des votes conservateurs, dans les élections partielles, que de celle du prix du combustible.

C'est dans ces conditions que la discussion du projet fut reprise le 12 juin 1908 ; les nombreux orateurs inscrits ne purent se faire entendre en une seule journée et, après une séance de nuit, le débat fut remis au 6 juillet. Dans le compte-rendu qui va suivre nous confondrons volontairement ces deux dates.

Ce fut M. Herbert Gladstone qui ouvrit le feu : après avoir fait allusion aux démarches de nombreuses délégations opposées au bill et avoir constaté qu'un très petit nombre d'entre elles avait lu le texte du projet et qu'un nombre plus minime encore avait pris connaissance du rapport de la Commission d'enquête, le ministre de l'intérieur résuma, devant la Chambre, le travail de cette Commission et, insistant sur la partie qui concerne l'effet d'une diminution de production du combustible, diminution hypothétique et momentanée, sur l'industrie nationale, M. Gladstone fit remarquer qu'une diminution dans la production n'était pas nécessairement suivie d'une hausse générale des prix, car la plupart des grands établissements industriels achètent leur charbon à l'avance, faisant des prix de contrats qu'aucun événe-

ment ne peut modifier. On en avait eu un exemple, lors de la grande grève de 1893 qui avait entraîné une réduction de production de 17.451.000 tonnes. Or, en 1892, le prix du charbon était de 7 s. 3 1/4 d. ; en 1893, il fut de 6 s. 9 1/2 d. et en 1894 de 6 s. 8 d. Ces prix n'avaient donc pas été affectés par la grève et la tendance à la baisse n'était pas altérée. Quand, au contraire, la tendance est à la hausse, cette hausse ne semble devoir être ni ralentie, ni accélérée par une diminution de l'extraction ; en 1898, une grève nouvelle de cinq mois paralysa les charbonnages du Pays de Galles du Sud : d'où réduction de 5.500.000 tonnes ; en 1897, le prix moyen était de 5 s. 11 d., en 1898, il fut de 6 s. 4 1/2 d., en 1899, de 7 s. 7 d., *en 1900, année où les effets de la grève ne pouvaient plus se faire sentir, il fut de 10 s. 9 3/4 d.*

Le ministre loua la Commission de son zèle et de sa prudence ; le gouvernement tout entier partageait ses sentiments et, pour montrer sa bonne volonté, avait reporté à cinq ans, ainsi que nous l'avons dit plus haut, l'exécution intégrale de la loi ; mais M. Gladstone refusa son approbation à l'une des parties du rapport : celle où la Commission s'occupe de l'effet probable de la nouvelle loi sur la santé des ouvriers mineurs : « Le Departmental Committee, dit-il, s'est d'ailleurs contenté de consulter les tableaux de mortalité. Il est vrai que le chiffre des décès entre 25 et 65 ans est légèrement inférieur à celui qui concerne la moyenne des individus

occupés au-dessus du sol, mais que l'on regarde les chiffres relatifs aux jeunes gens et aux vieillards ! D'ailleurs, le chiffre des décès ne prouve pas grand' chose, car les mineurs sont des hommes choisis. On n'envoie pas de garçons faibles à la mine et les ouvriers adultes qu'un accident ou une maladie viennent frapper doivent chercher une autre occupation. Puis, quand ils meurent, leur décès est mis au compte de leur nouveau métier et c'est ainsi que les mineurs passent pour jouir d'une excellente santé. » Il est un autre corps pour lequel les tables de mortalité n'ont aucune valeur : ce sont les agents de police ; on ne les emploie pas s'ils ne sont pas doués d'une parfaite constitution physique et, dès qu'ils faiblissent, on doit les congédier ou les mettre à la retraite. Mineurs et agents, conclut le ministre, ruinent l'autorité des statistiques.

M. Gladstone rappela, enfin, que M. Chamberlain et Lord Salisbury s'étaient autrefois résolument prononcés en faveur des huit heures et que, pendant vingt ans, des hommes éminents avaient lutté patiemment et courageusement pour donner aux mineurs un peu plus de lumière et de bien-être. « Ce projet, dit-il à la fin de son discours, est prudent et modéré ; il ne met pas en péril l'exploitation des charbonnages ; il ne menace pas les intérêts des propriétaires ; il n'impose aux consommateurs aucun fardeau appréciable ; et il constitue une concession, longtemps retardée, aux demandes raison-

nables d'un vaste corps de travailleurs dont le courage, la fermeté et l'habileté ne le cèdent à aucun autre dans l'organisation industrielle du pays. »

Le ministre de l'intérieur fut soutenu dans cette discussion par plusieurs de ses collègues et par un grand nombre de députés appartenant soit au parti libéral, soit au parti du travail. Nous laisserons en dehors de ce rapide compte-rendu l'admirable discours prononcé par M. W. Churchill, ministre du commerce : la profondeur de la pensée et l'élévation de la forme en font un véritable modèle d'éloquence parlementaire et, pour le définir d'un mot, il *résume* la question dont nous nous occupons. Aussi croyons-nous devoir le traduire intégralement et l'offrir au lecteur à la fin de cette étude. Quand la sentence du procès actuel aura été rendue, quand la loi des huit heures aura reçu son entière et bienfaisante application, on aimera à se reporter à cette plaidoirie, aussi généreuse que modérée.

Nous ne pouvons songer à reproduire *in extenso* les paroles — toujours les mêmes parce que toujours vraies — prononcées par les autres amis du projet. Contentons-nous, soit d'en résumer le sens, soit de traduire, au passage, quelques fragments particulièrement expressifs.

M. A. Samuel, sous-secrétaire à l'intérieur, releva « l'inconséquence politique » des adversaires du bill et rappela qu'en 1894, avant les élections générales, M. Chamberlain s'était prononcé en faveur des huit

heures. On avait grossièrement exagéré les effets de la nouvelle loi sur le prix du charbon : n'avait-on pas été jusqu'à dire, à Pudsey, au cours de la période électorale, que l'élévation de ce prix serait de 5 s. par tonne. Il n'y avait vraiment pas grand mérite à gagner des sièges à la Chambre par de tels procédés. En Autriche, où la loi avait réduit la durée du travail, l'extraction avait été, néanmoins, toujours croissant. Si le bill était rejeté, si les mineurs étaient laissés à leurs propres ressources, une grève éclaterait certainement : c'était là une éventualité que la Chambre ne pouvait envisager avec égalité d'âme.

Quatre membres du Labour Party, dont le nom est déjà connu du lecteur, prirent part à la discussion : ce furent MM. *W. Abraham, Brace, Walsh* et *Keir Hardie* : tour à tour, avec beaucoup de courage mais un peu trop d'emportement, ils cherchèrent à réfuter les arguments des non-interventionnistes. Il ne faut pas parler d'une hausse de 1 s. 6 d sur le prix du charbon, déclara M. Abraham. La réduction du temps de travail qu'imposerait la loi dans les quatre cinquièmes des charbonnages serait à peine d'une demi-heure, soit un seizième du temps total ; si cette réduction entraînait une hausse du prix de revient de 1 s. 6 par tonne, on devrait en conclure que le coût de la production est, à présent, de 24 s. par tonne pour huit heures — ce qui serait une absurdité. « Mais quand bien même le prix de revient augmenterait, reprit M. Brace, les Compa-

gnies houillères sont assez riches pour supporter cette légère charge sans chercher à imposer un nouveau sacrifice aux consommateurs. Telle exploitation, avec un capital de £ 978.000 a extrait pour £ 3.000.000 l'an dernier ; bien qu'elle eût pu payer un dividende de 50 0/0, elle n'a distribué que 26 0/0, ajoutant £ 200.000 aux réserves ; avec ses revenus, la Compagnie va foncer un nouveau puits qui portera l'extraction à £ 5.000.000. »

L'exemple cité par M. Brace n'est évidemment pas concluant et pourrait être en partie infirmé par celui de nombreux charbonnages qui se trouvent en mauvaise posture ; il est, pourtant, certain que beaucoup d'exploitations, et non des moindres, ont réalisé en tous pays, des bénéfices qu'un parlementaire français a jadis déclarés « scandaleux » et que l'on peut, tout au moins, considérer comme peu en rapport avec le capital rémunéré ; il semble que ces exploitations pourraient, sans grand dommage, supporter une légère augmentation des prix de revient. Mais nous n'écrivons pas un roman et nous n'avons pas voulu prendre en considération, dans nos évaluations précédentes, le facteur qui a pour nom : sacrifice volontaire.

M. Keir Hardie accentua encore l'observation de son collègue : « Les actions de vingt des plus grandes Compagnies de Grande-Bretagne se vendent actuellement avec une prime de 111 à 335 0/0. Les dividendes ont doublé alors que les salaires croissaient seulement de 5 0/0. Cinq pour cent à ceux qui peinent pour produire

le charbon et cent pour cent aux capitalistes qui le vendent, et ce sont ces derniers qui tirent de leurs dividendes, enflés outre mesure, des sommes dont ils se servent pour abuser le pays aux élections partielles en faisant porter des jugements ridicules sur les effets du bill. »

Enfin *M. Russell Rea*, l'éminent président de la Commission d'enquête de 1907 vint affirmer, une fois de plus, sa confiance dans l'avenir du projet, qui devait d'ailleurs être appliqué avec une grande modération et dans un esprit de parfaite tolérance. Une légère modification pourrait être avantageusement apportée à l'amendement de *M. Gladstone* : la loi serait appliquée en trois paliers et, finalement, imposerait, non pas huit heures comptées du jour au jour, mais sept heures et demie de travail au fond, la descente et la remontée n'entrant pas en compte : on éviterait ainsi les accidents causés par des mouvements précipités dans le puits et on donnerait un peu de répit et aux vieux ouvriers qui ne peuvent se hâter vers la sortie et aux charbonnages anciens et mal outillés dans lesquels le service des cages laisse beaucoup à désirer.

Les députés conservateurs semblent avoir été complètement désorientés par le dépôt de l'amendement *Gladstone* : quelques-uns d'entre eux, ayant leurs discours tout prêts, résolurent de n'en point tenir compte et tracèrent un noir tableau de la période qui devait suivre immédiatement l'application de la loi : « Ce

présent fait aux mineurs, déclara *M. J. P. Mason*, jettera à la rue 30 ou 40.000 ouvriers métallurgistes et mettra dans le dénuement les 150.000 ou 200.000 personnes qui dépendent de ces derniers. Pourquoi, en outre, les fabriques de papier seraient-elles fermées et pourquoi les 6.000.000 de consommateurs de gaz, dont 4.000.000 appartiennent à la classe ouvrière, feraient-ils les frais du congé donné aux mineurs ? »

D'autres membres, plutôt que de renoncer à la parole, se lancèrent dans des improvisations du goût de celle-ci : « Vraiment, bien peu de liberté sera bientôt laissée aux individus ; des bills viendront décider à quelle heure ils doivent travailler, se lever et se coucher et dans quel sens ils doivent remonter leur montre... » Un autre député, en qui nous ne voulons voir qu'un aimable ironiste, déclara « qu'il avait en vain cherché les raisons pour lesquelles les mineurs réclamaient un bill des huit heures ».

Les seuls discours dignes de ce nom, prononcés par l'opposition, furent ceux de *MM. Smith* (Liverpool) et *Bownar Law* (Dulwich). Les critiques du premier orateur portèrent surtout sur la partie du rapport de la Commission d'enquête relative aux atténuations qu'apporteraient à une diminution de l'extraction certaines améliorations de l'outillage mécanique. « Si ces améliorations étaient possibles, dit *M. Smith*, les exploitants, qui ont à leur actif une expérience de plusieurs générations et qui cherchent à réaliser les plus gros bé-

néfices possibles, n'auraient pas besoin des conseils de la Commission pour les adopter ». Ce que M. Smith ne dit pas, c'est que ces améliorations, possibles certes depuis longtemps, ne peuvent être introduites dans la mine sans de certains sacrifices pécuniers — qui seront largement compensés dans l'avenir, mais que l'on hésitera à consentir tant que le travail humain sera considéré comme une force dont on peut user et abuser sans risques. C'est seulement quand la loi intervient, quand elle dit à l'industriel, comme elle l'a fait en Angleterre au début du siècle dernier : « vous n'irez pas plus loin, vous n'imposerez pas à l'ouvrier un labeur qui nuise à sa santé et à son intelligence », que l'on va demander à la vapeur ou à l'électricité un supplément de main-d'œuvre. C'est ainsi que la source de tout progrès est dans une restriction de la liberté humaine.

M. Bownar Law chercha surtout à démontrer que les mineurs n'avaient pas un droit spécial à une journée de huit heures et que d'autres industries étaient tout aussi dignes de la bienveillance du gouvernement : « La vie des mineurs est pénible, déclara le député de Dulwich, mais celle des travailleurs de l'acier et des hauts-fourneaux est encore plus dure et plus malsaine ; et pourtant la concession que l'on va accorder aux premiers imposera un fardeau nouveau à des hommes qui ont droit, plus que tous les autres, à la sollicitude du Parlement. Mais, même s'il était prouvé que les heures de travail doivent être limitées, les promoteurs du bill

ne me convaindraient pas, à moins qu'ils ne me démontrassent que l'on ne pouvait arriver à de meilleures conditions par les moyens généralement usités entre employés et employeurs. »

Le résultat du scrutin ne pouvait faire aucun doute, puisque les adversaires du bill appartenaient tous à la minorité parlementaire ; la seconde lecture fut votée par 390 voix contre 120 et le projet fut renvoyé à une Commission d'examen qui, d'après les renseignements qu'a bien voulu nous fournir le *Times*, reprendra ses séances le 15 octobre prochain.

Il y a donc tout lieu de présumer que, d'ici quelques mois, ce petit travail n'aura plus qu'un intérêt rétrospectif et que l'Angleterre aura ajouté une nouvelle et glorieuse page à son code de législation ouvrière. L'écrivain J. Raë nous affirme qu'il fut un temps où la coutume était de travailler huit heures au plus dans les mines et Young, qui visita les houillères du Yorkshire, raconte que les hommes qui y étaient employés possédaient tous au moins trois acres et une vache, qu'ils faisaient de la culture de leur sol leur récréation principale et qu'ils étaient devenus de bons père de famille, industriels et prospères (1). C'est là un charmant tableau, mais puisse le Parlement nous apprendre que l'âge d'or n'est pas dans le passé.

(1) Young, *Tour in the North of England*, II, 262.

DISCOURS DE M. W. CHURCHILL,

MINISTRE DU COMMERCE, A LA CHAMBRE DES COMMUNES,

le 6 juillet 1908 (1).

Si les débats de seconde lecture n'ont jeté, sur cette question, qu'une faible lumière nouvelle, c'est parce qu'elle avait déjà été foncièrement explorée dans de précédentes occasions ; bien plus, elle est maintenant illuminée par l'admirable rapport qu'a présenté la Commission ministérielle nommée dans la dernière session. Je suppose que la Chambre entière, quelle que soit son opinion sur le projet, voudra exprimer son admiration pour ce document. Ses arguments puissants et clairs, la modération de son ton, le caractère à la fois juridique et pratique dans lequel il est conçu, nous imposent une dette de reconnaissance envers le député de Gloucester et ses collaborateurs. Mais ce rapport, qui excite l'enthousiasme de tous, ne satisfait complètement personne : il balance, il pèse, il assimile ; mais, finalement, il ne conclut pas.

Il cherche moins à solutionner ce débat qu'à définir les limites dans lesquelles réside le problème économi-

(1) Traduit du *Times* du 7 juillet 1908.

que. Je crois que quiconque lira le rapport avec attention, sentira que ces limites sont établies de façon fort modérée. Nous avons à considérer, d'une part, la réduction brute d'un dixième sur les heures de travail des ouvriers souterrains, moyenne prise parmi les différentes classes d'individus et les différentes variétés de mines. D'autre part, nous avons comme compensation à cette réduction brute, des atténuations très importantes qui sont énumérées dans le rapport auquel je me reporterai plus tard très brièvement. La première question économique que la Chambre a à résoudre est de décider si ces atténuations auront pour effet de contrebalancer la réduction qui suivra la limitation des heures de travail ou, sinon, d'évaluer dans quelles limites elles y manqueront.

Je ne crois pas qu'aucun des honorables membres ici présents veuille changer son opinion sur une question aussi complexe à cette heure avancée du débat ; c'est pourquoi je ne ferai qu'énoncer les dites atténuations. Elles dépendent, les unes, de modifications apportées par les patrons, les autres, du bon vouloir des ouvriers. Citons, parmi les premières : le perfectionnement des méthodes de traction, de descente et de remontée et autres moyens énoncés dans le rapport, l'extension du havage mécanique et le fonçage de nouveaux puits avec un matériel moderne ; il y a sur ce dernier point un progrès dans beaucoup de parties du pays. Il y a aussi le système des postes doubles et multiples, au sujet

duquel j'ai à dire un mot. L'extension de ce système ne sera pas aussi difficile qu'on l'a quelquefois supposé. Pour l'instant, suivant les statistiques de 1906, un quart seulement des ouvriers du fond est employé dans des mines dans lesquelles il n'y a qu'un seul poste au charbon et, dans toutes les mines où il y a deux postes ou plus, le premier l'emporte de beaucoup en nombre sur le second ; donc, en appliquant ce système de postes doubles ou multiples autant que cela sera nécessaire, nous n'aurons pas à envisager les difficultés d'une transformation complète du mode de travail dans un grand nombre de mines ; ce sera une simple extension du système à présent en usage dans une grande partie de la zone minière. Du côté des ouvriers, les atténuations auxquelles on peut s'attendre comme palliatifs à la réduction du début ne sont pas moins importantes. Il y a l'accroissement de productivité ; il y a la possibilité pour l'ouvrier d'augmenter ses gages, s'il le veut, les jours de chômage partiel ; il y a tout le champ de l'absentéisme qui atteint 6.6 0/0 du temps de travail des ouvriers ; il y a la marge des arrêts causés par le ralentissement des affaires et par d'autres circonstances, réduisant ce même temps de travail de 7 0/0. Il y a donc une perte de 13 0/0, supérieure de beaucoup à celle que pourra causer la mise en œuvre du projet, même quand il recevra sa pleine application. Je demande donc à la Chambre de considérer soigneusement s'il est possible de tirer de ces huit sources d'atténuations le moyen de

contrebalancer la réduction de 10 0/0 qui peut résulter du projet. La balance est indécise et l'on peut trouver de bons arguments pour et contre, mais si l'on examine tous ces palliatifs isolément et collectivement, si l'on prend note de l'action qu'ils peuvent exercer les uns sur les autres, il est très difficile de croire que patrons et ouvriers, organisés comme ils le sont et travaillant ensemble avec bonne volonté et avec tout le temps nécessaire devant eux pour s'accommoder des nouvelles dispositions, ne soient pas capables de compenser la réduction comparativement minime que pourra entraîner le bill.

Je suis porté à adopter une opinion favorable de l'usage que l'on fera de ces différentes marges, mais même si nous supposons, ce qui est équitable et nécessaire pour que l'argument puisse porter, qu'une réduction nette dans l'extraction du charbon sera la conséquence du vote de ce projet, cette réduction devra avoir un caractère temporaire et fugitif. Depuis 50 ans, il y a eu des changements continuels dans la condition des charbonnages de ce pays. Les heures ont été réduites, le travail des enfants a été limité, et les mesures de précaution contre les accidents ont été multipliées : tous ces changements, dont personne ne conteste la sagesse, peuvent néanmoins être considérés, à un point de vue purement et âprement économique, comme militant contre la production. Nous avons entendu mainte prophétie, mais quel a été le résultat ? Quelle a été l'his-

toire de l'industrie minière ? Il s'est produit, dans ces 50 dernières années, un accroissement régulier et ininterrompu de l'extraction. Dans la période de dix ans qui se termine en 1874, 76.000.000 de tonnes ont été produites, dans les dix années qui suivent 112.000.000 ; puis, dans un même espace de temps, 145.000.000, puis 172.000.000 — enfin 214.000.000, chiffre qui a été depuis dépassé de beaucoup. Si l'on admet qu'une certaine réduction de l'extraction doive être la conséquence du projet, cette réduction doit être considérée non pas isolément, non pas en elle-même, mais par rapport au mouvement régulier et persistant de la production houillère dans les 50 dernières années. Il me semble certain que cette restriction infime et temporaire se perdra dans la tendance générale à l'expansion, comme la vague qui se retire se perd dans la marée qui monte.

Mais ces arguments seraient complètement viciés si l'on pouvait montrer que la restriction des heures a un caractère si violent, une application si soudaine et si rigide qu'ils pourraient occasionner une certaine contraction de la production et, même, s'ils prenaient une importance trop grande, bouleverser l'économie de l'industrie minière. Dans ce cas il y aurait, non seulement une diminution qui pourrait être atténuée, mais un préjudice porté à l'industrie ; peut-être même celle-ci serait-elle anéantie ; c'est donc en ce moment qu'il convient à la Chambre de considérer les sauvegardes introduites par le gouvernement dans le projet. Elles sont

de la plus grande importance. Il y a la sauvegarde des heures supplémentaires. Soixante heures par an sont accordées ; dans les districts où les hommes travaillent dix jours par quinzaine, douze semaines pourront dépasser d'une heure le temps fixé par la loi ; et là où l'on travaille quatre jours par semaine, quinze semaines de plein travail seront permises ; il y a des dispositions qui concernent certaines personnes autorisées à rester au fond et l'on peut suspendre l'application du bill en cas de circonstances capables d'interrompre ou d'arrêter l'exploitation de la mine, et bien entendu, en cas d'accident ou de danger. Finalement, s'il se produit une hausse inattendue des prix, le gouvernement a le droit d'abroger momentanément la loi, par décision du Conseil, pour empêcher qu'une crise ne se produise dans l'industrie houillère. Je ne puis croire, qu'avec toutes ces garanties, il soit impossible aux exploitants de s'accommoder, dans un temps donné, de ces nouvelles conditions. Il y a deux ans seulement, j'ai été invité à contempler la ruine prochaine des mines d'or du Rand, dont les changements apportés au mode de travail devaient être la cause. Ces changements se sont produits et leur résultat a été que les frais d'exploitation ont été diminués et que les améliorations techniques ont atteint un niveau inconnu jusqu'alors.

Un honorable député a dit que des raisons *positives* devaient être données en faveur d'une mesure qui limite les heures de travail des adultes — qu'il fallait dé-

montrer, non pas qu'il n'en sortirait aucun mal, mais que l'on en pouvait attendre du bien.

Ces raisons en faveur du bill existent, bien entendu, mais elles sont si évidentes que l'on n'a pas insisté sur elles autant qu'on l'aurait pu faire. Ces raisons ont un caractère social. Nous croyons que le bien-être de la population minière, qui compte 500.000 individus, sera sensiblement accru en ce qui concerne la santé, l'efficacité du travail, les habitudes de tempérance, l'éducation, la culture et les habitudes générales de la vie. Nous avons vu que, dans le passé, la limitation des heures a eu, sous tous les rapports, un effet bienfaisant et nous savons que dans les régions où la durée du travail est la plus courte, les conférenciers universitaires trouvent dans les ouvriers mineurs un auditoire intelligent et attentif — et que c'est parmi les mineurs du Fifeshire que s'est développé l'amour du jardinage et de l'épargne — qui permet aux travailleurs de devenir propriétaires de leurs habitations.

La marche générale de la démocratie industrielle ne tend pas vers des heures disproportionnées du travail, mais vers des heures suffisantes de loisir. Les travailleurs ne veulent pas que leur vie ne soit qu'une suite d'alternatives entre le lit et la fabrique. Ils demandent du temps pour prendre soin d'eux-mêmes, pour voir leur demeure à la lumière du jour, pour voir leurs enfants, pour lire et cultiver leur jardin, pour vivre en un mot. Cela est peut-être très étrange, mais telle est la

demande qu'ils répètent à mesure que les années s'écoulent, avec une force et une raison croissantes. Personne n'est à plaindre parce qu'il travaille péniblement, mais la nature accorde une récompense spéciale à celui qui le fait : elle lui donne un sens particulier qui lui permet de goûter une satisfaction que l'oisif cherche en vain pendant toute sa journée : Cette récompense, si précieuse en elle-même, est arrachée à l'homme qui l'a gagnée si son travail est trop long ou trop dur pour lui laisser le temps d'en jouir. D'autres ont parlé du danger de la position gênante, de l'effort musculaire du mineur engagé dans des galeries situées, peut-être, à plus d'un mille au-dessous du sol. Je me souviendrai seulement qu'il est privé de la lumière du jour. Cela seul suffit à justifier le Parlement, lorsqu'il croit, d'abord, devoir faire une enquête particulièrement sévère sur les charbonnages, puis quand il leur impose une réglementation différant de celle des autres industries. Le député de Windsor, qui a demandé le rejet du bill, le représente comme une expérience audacieuse et follement téméraire. Je vois le mineur sortant du puits, après huit heures de travail, avec, sur les lèvres, l'affirmation qu'il a payé sa dette quotidienne envers ses semblables. Est-ce que la Chambre des Communes va lui dire : Vous n'avez pas le droit d'être ici ; vous n'avez travaillé que huit heures ; votre apparition à la surface, après huit heures de travail, est, au dire d'un honorable député, une expérience téméraire et dangereuse ; on vous demande

deux heures de plus dans un intérêt économique... Je ne suis nullement surpris, pour ma part, par la demande du mineur ; ce qui absorbe mes facultés d'étonnement ce n'est pas cette demande, mais plutôt l'attitude du Monsieur en chapeau de soie et en gilet blanc qui a assez de sang-froid, de calme et d'aménité pour s'y opposer et pour discuter avec son auteur.

Le député de Dulwich, — protectionniste convaincu, avec un tarif et 1.200 articles en annexe dans sa poche d'habit, — nous a fait une conférence délicieuse sur l'importance du bon marché dans la production. Songez à nos industries et au pauvre consommateur ! Pour nous, nous sommes de grands admirateurs du bon marché de la production, mais pourquoi ce bon marché serait-il obtenu au détriment du facteur humain ? L'honorable député a parlé avec anxiété d'une élévation possible des payes des mineurs ; a-t-il considéré la relation qui existe entre ces payes et les prix de vente du charbon ? A l'orifice du puits, cette relation est de 60 0/0. Franco à bord sur la Tyne, elle n'est plus que de 38 0/0. Quand le charbon est vendu dans le Sud de l'Angleterre, la proportion atteint à peine un cinquième du prix total. N'est-il pas clair qu'il y a bien des facteurs à considérer avant le facteur humain ? Que direz-vous des droits régalien ? Personne n'en a fait mention. Et pourtant ces droits s'élèvent à 6 0/0 du prix du charbon, à l'orifice du puits.

On a été plus loin et on a dit : « Pourquoi vous arrê-

ter-là ? Pourquoi vos arguments ne s'adressent-ils pas ailleurs ? ». Le député du Cambridgeshire a mentionné des ouvriers dont les conditions de vie sont, selon lui, pires que celles de beaucoup de mineurs. Pourquoi vous arrêter là, nous demande-t-on ? Mais qui donc a jamais dit que nous nous arrêterions-là ? J'ai fait bon accueil à cette mesure et je la soutiens, non seulement pour elle-même, mais bien plus encore parce qu'elle est, je crois, un symptôme et une manifestation d'avant-garde du mouvement général qui progresse de par le monde et qui tend à concilier les conditions du travail avec les lois reconnues de la science et de l'hygiène.

Quand on nous dit qu'en soutenant cette mesure nous infligeons un injuste dommage aux autres classes de la population, je réponds qu'il y a entre toutes les classes une grande solidarité. Je crois donc qu'aucune d'elles ne peut obtenir un avantage permanent en faisant indûment violence aux autres. Le tour de chacune viendra pour des heures plus courtes et cela d'autant plus vite qu'elle aura aidé autrui à obtenir ce qu'elle-même désire. Quand on demande à la Chambre de contempler de sombres tableaux, qu'elle se reporte aux exemples que lui offrent les Parlements passés. Quand fut présenté, en 1847, le bill des dix heures qui touchait par voie de conséquence au travail des adultes, on se laissa aller aux mêmes lugubres prophéties des deux côtés de la Chambre ; des économistes distingués se présentèrent pour prouver que tous les bénéfices de

l'industrie textile étaient récoltés après la onzième heure. Des hommes d'Etat, fameux dans les deux partis, parlèrent énergiquement contre le projet. Le Parlement de 1847 était, sous ce rapport, dans les mêmes conditions que nous à l'heure actuelle, mais il ne possédait pas comme nous, sur toutes les branches de la production, des informations statistiques étendues et exactes qui permettent d'avancer avec prudence et sagesse ; il ne pouvait fournir, comme nous, des exemples écrasants de prophéties sinistres formellement réfutées ; il ne pouvait montrer les cas innombrables où non seulement un accroissement de la productivité, mais encore un accroissement réel de la production avait suivi la réduction des heures de travail. Le principe était nouveau, l'avenir était incertain. Mais le Parlement d'alors ne recula pas. Il se fia aux généreux instincts du sens commun ; il traça une ligne heureuse et hardie ; et aujourd'hui nous jouissons, grâce à une population plus douce, plus humaine, plus habile, plus sobre et plus civilisée, des bienfaits qui ont suivi ses actes. Notre tour est venu. Votons pour la seconde lecture du bill et créons-nous un droit au respect des Parlements à venir, semblable à celui qu'ont mérité de nous les Parlements du passé.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	1
Discussions parlementaires de 1892 à 1907.	7
L'enquête de 1906-1907.	63
Le projet gouvernemental et les discussions parlementaires de 1908	153
Discours de M. W. Churchill (6 juillet 1908)	178

Vu :

Le Président de la Thèse,
RAOUL JAY.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
